

Grand oral

# Alain FINKIELKRAUT

Écrivain et philosophe



« Jury » présidé par  
**Julien ROUSSET**, journaliste à Sud Ouest

**Judi 10 mars 2016**

17h00 – 19h00 • Amphi Montesquieu • Sciences Po Bordeaux



# INTRODUCTION

Alain Finkielkraut a été élu à l'Académie française le 10 avril 2014 au premier tour par 16 voix sur 28 et sa réception a eu lieu le 28 janvier 2016. Les médias ont alors souligné que cette élection ne s'était pas faite sans remous, en raison du caractère « clivant » du philosophe. La pensée d'Alain Finkielkraut, auteur prolifique et analyste de son temps, s'est en effet largement déployée depuis les années 1980 sur le registre de la déploration culturelle. La défaite de la pensée parue en 1987 porte un premier diagnostic alarmiste sur la culture de masse et l'industrie du divertissement. Nourri de l'oeuvre d'Hannah Arendt (*La crise de la culture*), Alain Finkielkraut est rejoint à l'époque par Marc Fumaroli dans ses attaques contre « le tout culturel » de Jack Lang. Tout ne se vaut pas et « la Barbarie a, selon lui, fini par s'emparer de la culture ». On le retrouve ensuite sur le terrain de l'école républicaine, sujet très sensible pour ce fils de juif polonais, pur produit de la méritocratie républicaine, devenu professeur de philosophie à l'école Polytechnique. L'école, creuset de la transmission et de l'assimilation ne remplirait plus ses missions. La responsabilité en reviendrait à Mai 68 moment au cours duquel il s'est lui-même engagé aux côtés des maoïstes. Pour ce chantre de Péguy, qui a fait graver sur son épée d'immortel : « La République une et indivisible, notre royaume de France », cette dernière aurait capitulé face au multiculturalisme. Par ailleurs, il s'affirme en faveur d'une laïcité non négociable. Dès lors, on comprend sans peine qu'Alain Finkielkraut ait été classé dans la catégorie des « nouveaux réactionnaires »<sup>1</sup>. Son pessimisme face à « un monde que nous avons perdu » n'a cessé depuis lors d'alimenter la polémique (*L'identité malheureuse*, 2013), d'autant que « son inconscient victimaire et son indépendance d'esprit », le portent parfois « sur des frontières fragiles et poreuses », constat que Pierre Nora n'a pas esquivé dans son discours d'accueil à l'Académie, rappelant notamment ses positions sur la crise des banlieues en 1995<sup>2</sup>. Polémiste ultra médiatisé, Alain Finkielkraut anime par ailleurs une émission de radio sur France Culture le samedi matin, « Répliques », dans laquelle il s'intègre lui-même le plus souvent dans la discussion. Si l'on ajoute à cela son attachement passionnel à Israël, il est évident que nous recevons à l'IEP ce jeudi 10 mars 2016, à la fois un intellectuel français parmi les plus médiatisés mais aussi parmi les plus polémiques. De quoi attiser l'intérêt de nos étudiants venus en nombre préparer cette Rencontre : Roxane Barbazo (1ère année), Sarah Cadon (3ème année), Khalil Giroudon (3ème année), Nathan Lazaro (1ère année), Etienne Le Penven (3ème année), Manuel Didon Lescot (4ème année), Fabien Marocco (3ème année), Laure Anais Poyet (1ère année), Jean-Marc Robicquet (4ème année), Pascal Sanchez (3ème année), Maximilien Stoyanov (3ème année), Jordan Sztang (4ème année), Melly Ufens (4ème année) et Solenn Vilboux (1ère année).

Pendant un mois de réunion nous avons densément réfléchi ensemble sur cette oeuvre controversée et confronté des positions contraires. L'objectif étant bien sûr, comme à l'accoutumée, de mieux connaître, d'exercer notre pensée critique et de débattre. Cette préparation fut donc d'un point de vue pédagogique tout à fait réussie.

Les étudiants ont été aidés dans cette préparation par Fanny Saint Martin, professeure agrégée d'Histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, Jean-Patrice Lacam, professeur agrégé de Sciences économiques et sociales à l'Université de Bordeaux, et Julien Rousset, journaliste à Sud Ouest. Qu'ils en soient très sincèrement remerciés.

Françoise Taliano-des Garets  
Professeure d'Histoire contemporaine  
Coordinatrice des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest

1. Daniel Lindenberg, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires, La République des idées, Seuil, 2002.*  
2. Réponse de M. Pierre Nora au discours de M. Alain Finkielkraut, 28 janvier 2016 (le texte est joint dans ce dossier).



# ***Biographie***

# Alain Finkielkraut

**Essayiste engagé, Alain Finkielkraut usa d'abord d'un humour corrosif pour débusquer, avec Pascal Bruckner, les pièges des « nouvelles normes » sociales issues de Mai-68, avant d'adopter ensuite un ton plus incantatoire dans sa dénonciation des mirages de la modernité. Sa réflexion se nourrit de l'étude des rapports qu'entretiennent la mémoire, la tradition ou encore la culture avec le progrès ; elle se situe « entre l'impossible oubli et l'injonction de commémorer ».**

Né le 30 juin 1949 à Paris, Alain Finkielkraut a entrepris des études de philosophie à l'École normale supérieure de Saint-Cloud qu'il intègre en 1969. Il quitte rapidement l'Éducation nationale pour se consacrer à l'écriture, mais il enseignera la philosophie et l'histoire des idées à l'École polytechnique de 1989 à 2014.

Il se fait connaître en 1977 avec *Le Nouveau Désordre amoureux*, un livre écrit en collaboration avec Pascal Bruckner, qui porte sur le « mythe de la révolution sexuelle », véhicule d'une image attrayante de l'émancipation mais toujours empreinte de machisme. Son thème de prédilection devient la critique de la modernité avec *La Défaite de la pensée* (1987) qui dénonce, sur les traces d'Hannah Arendt, la banalisation de la culture, « annoncée partout et n'existant plus nulle part ». Dans ses travaux suivants *L'Humanité perdue : essai sur le XXe siècle* (1996), *L'Ingratitude, conversation sur notre temps* (1999), *Nous autres modernes* (2005), dans sa revue *Le Messager européen*, créée en 1987, ou bien avec les invités de l'émission « Répliques », qu'il anime sur France-Culture, Alain Finkielkraut ne cesse d'approfondir la question de l'héritage culturel et de sa transmission, notamment à travers l'enseignement (*La Querelle de l'école*, 2007). Ce lecteur de Péguy auquel il a consacré un beau livre (*Le Mécontemporain. Charles Péguy, Lecteur du monde moderne*, 1992) fustige ses contemporains pour leur légèreté, leur absence de mémoire et de sens de la dette, leur tendance à confondre les inclinations du moment avec les engagements de la liberté. Lecteur de Hannah Arendt et de Léo Strauss, il ne cessera d'opposer au relativisme culturel qui, selon lui, signe la modernité, les valeurs de l'universalisme, seul garant d'une réelle transmission.

C'est sur ce même mode qu'il interrogera sa propre culture. Né en 1949 à Paris, fils unique d'un maroquinier juif polonais déporté à Auschwitz, il est interviewé en octobre 1980, peu après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, à l'occasion de la parution de son livre *Le Juif imaginaire*. Se déclarant athée, il définit le judaïsme, non comme un État-nation mais comme une « méta-famille ». « Ce que je rejette, dit-il, ce sont toutes les puissances de l'oubli qui nous amèneraient à penser que le génocide, la mémoire, la tradition n'ont pas d'importance. Être Juif aujourd'hui, c'est s'efforcer de retrouver contact avec cela. » Commencée comme une méditation sur le sens de la condition juive dans la culture contemporaine, où il voit la possibilité de réunir émancipation effective et affirmation d'une singularité, cette réflexion s'infléchira par la suite en polémique lors du procès Barbie, lorsque Alain Finkielkraut, dans *La Mémoire vaine* (1989), s'inquiétera d'une « compétition des mémoires » entre les parties civiles juives et les résistants. « Les descendants des victimes de la Shoah n'ont aucun titre à se présenter eux-mêmes comme des victimes », expliquera-t-il encore. Il s'en prendra également au communautarisme islamiste qui menace la société quand l'idée de nation se délite. Dans la revue *L'Arche* de janvier-février 2002 (et donc bien avant les émeutes qui éclatent dans les banlieues en octobre et novembre 2005), il ira jusqu'à superposer ses deux principaux combats, qui lui vaudront par la suite le qualificatif de « républicano-communautariste » : « Les professeurs – en tant que représentants de la République, de la France dans ce qu'elle a de meilleur – et les Juifs sont visés en même temps. Il y a une guerre contre les pompiers, une guerre contre les professeurs, une guerre contre les Juifs. » La défense de ce qu'il considère être les valeurs de la République amènera Alain Finkielkraut à prendre position à plusieurs reprises – participation à la commission Thélot, publication de *Enseigner les lettres aujourd'hui*, 2003 – sur la question scolaire. Dans *Un cœur intelligent* (2009), ce lecteur passionné a cherché à dégager une forme de pensée qui serait propre à la littérature à partir d'études sur des écrivains tels que Conrad, Camus, Grossman ou Kundera. Ce projet se poursuit avec *Et si l'amour durait* (2011). Le questionnement sur la nature de l'amour s'appuie ici sur *La Princesse de Clèves* de Mme de la Fayette, *Les Meilleures Intentions* d'Ingmar Bergman, *Professeur de désir* de Philip Roth et *L'Insoutenable Légèreté de l'être* de Milan Kundera.

Alain Finkielkraut a été élu à l'Académie française le 10 avril 2014.

*Article écrit par Yves KIRCHNER, Universalis Éducation*

## Chronologie

1974/1976	Professeur au lycée technique de Beauvais (Oise)
1978/1979	Visiting professor à l'Université de Berkeley (Etats-Unis)
1987, novembre	Membre du comité éditorial du mensuel «Passages» et collaborateur à l'hebdomadaire «L'Express»
1988 novembre/2014, juin	Professeur (humanité et sciences sociales) à l'Ecole polytechnique
1999, mars	Chargé d'une réflexion sur les missions et le rôle du France Culture de l'An 2000 en terme de débats
2003, février	Expert auprès de la commission mise en place par le ministre de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche (Luc Ferry) et par le ministre délégué à l'Enseignement scolaire (Xavier Darcos) chargée de rédiger un livret destiné à faire vivre l'idée républicaine dans les écoles
2003, septembre	Membre de la commission nationale du débat sur l'avenir de l'école au ministère de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche; démissionnaire
2005, 10 nov.2006, 7 avril	Membre du Conseil d'experts pour le devenir de l'Ile Seguin
2013	Membre du comité de soutien du Collectif pour le transfert des cendres de Pierre Brossolette au Panthéon
2014, 10 avril (depuis)	Élu membre de l'Académie française (au fauteuil de Félicien Marceau)
2014, 19 juin (depuis)	Professeur émérite à l'Ecole polytechnique, membre du Haut Collège

Source : *Biographies SGP*.

## Bibliographie sélective

*L'identité malheureuse*, Stock, 2013  
*Qu'est-ce que la France ?* Stock, 2010  
*L'interminable écriture de l'Extermination*, Stock, 2010  
*Ce que peut la littérature*, Stock, 2010  
*La querelle de l'école*, Stock, 2010  
*Philosophie et modernité*, Éd. de l'École polytechnique, 2009  
*Le Livre et les livres / entretiens sur la laïcité*, LGF (Librairie générale française), 2007  
*Nous autres, modernes : quatre leçons*, Ellipses, 2005  
*Du bon usage de la mémoire*, Tricorne éditions, 2000  
*Judaïsme et christianisme*, Tricorne, 2000  
*La Nation à l'épreuve*, Tricorne, 2000  
*Le Mécontemporain / Péguy, lecteur du monde moderne*, Gallimard, 1999  
*L'ingratitude : Conversation sur notre temps avec Antoine Robitaille*, Gallimard, 1999  
*Le Nouveau désordre amoureux*, avec Pascal Bruckner, éditions du Seuil, 1997  
*L'humanité perdue : essai sur le XXe siècle*, Éd. du Seuil, 1996  
*Comment peut-on être croate ?*, Gallimard, 1992  
*La mémoire vaine : du crime contre l'humanité*, Gallimard, 1989  
*La défaite de la pensée : essai*, Gallimard, 1987  
*Le Juif imaginaire*, Éditions du Seuil, 1983  
*L'avenir d'une négation : réflexion sur la question du génocide*, Seuil, 1982





*Partie 1*

***La France face au défi  
de l'intégration***



# **ALAIN FINKIELKRAUT : « SI J'ÉTAIS DE DROITE, JE LE DIRAIS. MAIS CE CLIVAGE A PERDU TOUTE PERTINENCE »**

**Ecrivain et philosophe, Alain Finkelkraut est l'auteur chez Stock de L'Identité malheureuse (2013) et de La Seule Exactitude (2015) et anime depuis trente ans l'émission hebdomadaire « Répliques » sur France Culture. Il revient sur le reproche qu'on lui fait d'être un néoréactionnaire et sur le climat intellectuel qui règne en France depuis les tueries du 13 novembre 2015.**

## **Vous reconnaissez-vous dans la catégorie des néoréactionnaires ?**

Je suis régulièrement traité de réactionnaire, je suis sur toutes les listes noires qui apparaissent périodiquement, tels des marronniers, dans la presse, depuis Le Rappel à l'ordre de Daniel Lindenberg. Si j'étais de droite, je le dirais. Mais je pense que ce clivage a perdu toute pertinence et je me reconnais davantage dans cette phrase d'Albert Camus : « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. » Et bien je voudrais empêcher, par exemple, que l'école se défasse. Or tous les partis ont une responsabilité dans cette déliquescence. Il faudrait donc redéfinir les catégories politiques. Je précise que je n'aurais aucune honte à me dire de droite, mais la droite et la gauche épousent le même mouvement de l'extension illimitée des droits dans lequel je ne me reconnais pas.

## **Dans la postface inédite du « Rappel à l'ordre », Daniel Lindenberg explique que la dynamique qu'il avait décrite en 2002 s'est considérablement confortée et parle même d'une « révolution conservatrice » qui est à l'œuvre en France. Partagez-vous ce constat ?**

La révolution conservatrice est le mouvement d'idées dans lequel le nazisme a pris son essor. Pour les faiseurs de listes noires, le ventre d'où est sortie la bête immonde est encore fécond. La preuve : moi. Eh bien non, figurez-vous, je ne partage pas ce constat. Ce que je constate, avec une grande tristesse, ce sont les dégâts intellectuels et moraux du raisonnement par analogie. Du haut de leur mémoire, les lanceurs d'alerte idéologiques nous disent, sentencieusement, que l'islamophobie joue, pour le nouveau racisme, le rôle qui fut jadis celui de l'antisémitisme. Selon eux, le portrait de l'arabo-musulman brossé par la xénophobie contemporaine ressemble trait pour trait à celui du juif construit par l'extrême droite au début du XXe siècle. Mais il y a un hic : les juifs religieux n'osent plus porter la kippa à Marseille et dans tous les quartiers de France à forte population musulmane. Cet antisémitisme non programmé enrage les lanceurs d'alerte. Trahis par les

faits, ils se retournent contre ceux qui les rapportent. Plutôt que de penser à nouveau frais, ils redoublent de haine envers les messagers de la mauvaise nouvelle. Le réel ne donnant aucun signe de vouloir rentrer au bercail aménagé pour lui par l'antifascisme et la critique de la domination, le jeu de massacre va continuer.

## **De Joseph de Maistre à Cioran, le courant réactionnaire est composé de grandes œuvres littéraires. Après tout, pourquoi refuser l'étiquette ?**

Le réactionnaire a la nostalgie de l'Ancien Régime. Moi, la démocratie me va très bien. Je cherche seulement à penser le présent selon ses propres termes. Je le dépouille ainsi des oripeaux dont le revêt la soi-disant vigilance et je suis traité de néoréac parce que je dis : « Le roi est nu ».

## **Des tueries du 13 novembre aux agressions sexuelles de Cologne, considérez-vous que les faits vous ont donné raison ?**

Pourquoi, à l'heure de la transparence et de la surinformation, la police et la presse allemandes ont-elles dans un premier temps voulu passer sous silence les événements de la Saint-Sylvestre à Cologne ? Pourquoi les autorités suédoises ont-elles caché les agressions sexuelles commises par des migrants lors du grand festival de musique de Stockholm en 2014 et en 2015 ? Pour ne pas écorner l'image de l'Autre et pour ne pas faire le jeu des populistes. On a voulu, dans les deux cas, empêcher par le déni de la réalité le retour des vieux démons. Il est vrai que, lorsque les premières vagues de réfugiés sont arrivées en Europe, les Allemands ont cru que l'occasion leur était offerte d'effacer enfin la tache. L'Allemagne hitlérienne faisait l'apologie de la force vitale, l'Allemagne merkélienne prendrait sans faiblir le parti des faibles. L'Allemagne hitlérienne incarnait la haine de l'Autre et suscitait l'horreur du monde, l'Allemagne merkélienne serait le bon Samaritain et susciterait l'admiration du monde. Quelle ivresse ! Et voici que les Allemands se réveillent avec une terrible gueule de bois.

Les hommes ne sont pas des coquilles vides ou des voyageurs sans bagages. Les migrants ne se réduisent pas à leur dénuement. Comme le dit très justement Jean-Louis Bourlanges – qui ne figure pas, mais c'est

partie remise, dans la liste Lindenberg –, « Cologne nous fait découvrir le choc des civilisations au quotidien ». Un grand nombre de nouveaux venus n'ont pas la moindre intention de se plier aux mœurs et aux exigences de nos sociétés en matière de droits fondamentaux.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le poète polonais Czesław Miłosz écrivait : « Le XXe siècle, pris de panique devant les sottises des nationalistes et des racistes, s'efforce de combler les abîmes du temps avec

des statistiques de production et quelques noms de systèmes politico-économiques ; il renonce à étudier davantage la trame mystérieuse du devenir où aucun fil ne devrait être omis. » Nous devons tirer du XXe siècle la leçon que toute généralisation est criminelle et nous devons aussi et impérativement renouer le fil pour comprendre ce qui survient.

*Nicolas Truong , Le Monde, 16 janvier 2016*

*En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/16/alain-finkelkraut-si-j-etais-de-droite-je-le-dirais-mais-ce-clivage-a-perdu-toute-pertinence\\_4848389\\_3232.html#eJLQqgy77t1D2ty1.99](http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/16/alain-finkelkraut-si-j-etais-de-droite-je-le-dirais-mais-ce-clivage-a-perdu-toute-pertinence_4848389_3232.html#eJLQqgy77t1D2ty1.99)*

# **ALAIN FINKIELKRAUT : « LA LAÏCITÉ FRANÇAISE NE DEVRAIT PAS ÊTRE NÉGOCIABLE »**

## **LE FIGARO. - Comment le jeune gauchiste de 1970 a-t-il pris conscience de l'importance du mot identité au point de passer aujourd'hui pour un antimoderne ?**

Alain FINKIELKRAUT- . Quand je suis né à la politique, dans mon adolescence, l'adhésion au camp progressiste allait de soi. La guerre d'Algérie avait pris fin, les B 52 américains pilonnaient le Nord-Vietnam, j'étais pour l'émancipation des peuples. Puis j'ai été pris dans la grande vague de Mai 68. J'ai éprouvé les délices de la radicalité, le plaisir de n'avoir personne à sa gauche, et ainsi de pouvoir intimider tout le monde. Mais j'ai connu un premier choc, à la fin des années 1970, avec l'émergence de la question antitotalitaire ; j'ai eu la très grande chance de lire puis de rencontrer Milan Kundera. Il avait rédigé un article magistral : « Un Occident kidnappé, la tragédie de l'Europe centrale ». Pour nous, l'Occident c'était la puissance, et nous en incarnions le remords. Je découvrais que l'Occident pouvait être faible, qu'il pouvait être vulnérable, qu'il était une civilisation parmi d'autres.

## **N'y a-t-il eu que Kundera pour vous dégriser ?**

Dans les années 1980, j'ai commencé à lire Camus, à me détourner de la condescendance dans lequel on le tenait. C'est là que je suis tombé sur cette très belle phrase dans le discours de Stockholm à la réception du Nobel de littérature : « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse. » Pour le dire avec les mots d'un autre penseur majeur, Hans Jonas, il nous incombe de passer du « principe espérance » au « principe responsabilité » .

## **Dans votre ouvrage, vous faites le procès des contempteurs de la France et de l'Occident. Êtes-vous devenu un philosophe réactionnaire ?**

Nous vivons une époque paradoxale. C'est au moment même où la catégorie de progrès entre dans une crise profonde que revient en force le concept de réactionnaire. L'écologie, par exemple, nous convainc jour après jour que cette crise du progrès est terminale. Les progressistes sont comme des poulets auxquels on aurait coupé la tête, ils courent en tous sens, mais il leur reste assez de force pour traiter de réactionnaires ceux qui ont encore des yeux pour regarder en arrière. Je ne suis pas réactionnaire, je ne plaide pas pour le retour

de la monarchie. Je ne m'accroche pas aux privilèges anciens, aux avantages acquis. Je pense simplement, comme Walter Benjamin, que dans le train de l'Histoire lancé à toute vitesse vers l'abîme, la révolution ne consiste pas à conduire la locomotive mais à tirer la sonnette d'alarme. C'est ce que j'essaie de faire.

## **Comment en êtes-vous venu à réfléchir sur la France ?**

J'ai toujours été français, mais il n'y avait pas de question française, il n'y avait pour moi qu'une question juive, ravivée par la violence de l'antisionisme. Puis, vers la fin des années 1980, j'ai découvert peu à peu l'ampleur et l'étendue de la francophobie française. Et, dans son dernier livre Yannick Haenel peut écrire que « la France, c'est le crime » sans qu'aucun critique ne s'offusque d'un tel slogan. L'histoire de cette férocité domestique reste à écrire.

## **Vous êtes un Français de la deuxième génération. D'où vient ce zèle ?**

Il pèse aujourd'hui sur ceux qu'on appelle les Français de souche une telle suspicion qu'ils n'osent pas parler. Ils sont même frappés d'inexistence par les défenseurs de l'identité nationale, comme Eric Besson, qui ouvrait le débat sur ce thème en proclamant « la France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion, c'est un conglomerat de peuples qui vivent ensemble. Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a qu'une France de métissage » !

## **Est-ce si faux ? La France est une idée plus qu'une géographie, comme l'Angleterre, ou un peuple, comme l'Allemagne...**

La promotion du métissage au rang de valeur suprême nous fait oublier la longue stabilité démographique du pays où s'est épanouie la civilisation française. De plus les immigrés ancienne manière, comme mes parents, choisissaient la France pour ce qu'elle était. À la différence du porte-parole du collectif contre l'islamophobie, ils n'auraient jamais dit que personne n'avait le droit de définir pour eux ce qu'est l'identité française. La France, ce n'était pas leur apport, c'était leur destination.

## **Cette mise à l'index de l'appartenance nationale est-elle vraiment dominante ?**

Elle est stridente en tout cas. Prenons le cas d'Abdellatif Kechiche dont le film La Vie d'Adèle vient de recevoir la palme d'or à Cannes. Les techniciens puis les actrices

principales, Adèle Exarchopoulos et Léa Seydoux, ont dénoncé les conditions épouvantables du tournage. La presse dite éclairée a choisi de soutenir Kechiche dans cette polémique. Pourquoi ? Parce que Léa Seydoux est l'héritière d'une longue lignée de chevaliers d'industrie et Kechiche un fils d' « immigré débarqué de sa Tunisie natale » . L'héritière - c'est ce mot qui est important - ne pouvait qu'avoir tort. Si Kechiche l'a malmenée, s'il l'a terrifiée, s'il s'est conforté en despote voyeur, c'est pour lui faire expier, et nous à travers elle, l'ignominie du rapport colonial. On passe ainsi du respect des droits de l'autre à l'idée que l'autre a tous les droits sur les salauds que nous sommes.

### **Qui défend l'attachement à la nation est parfois accusé d'islamophobie...**

La haine ou le rejet des musulmans existent et doivent être combattus sans relâche. Mais le concept de l'islamophobie relève de la terreur intellectuelle. Est aujourd'hui considéré comme islamophobe celui qui veut que les musulmans se soumettent aux lois de la République. Car il s'agit pour ceux qui manient ce vocable comme un gourdin de soumettre la République à leurs exigences.

### **Y a-t-il un chemin possible vers une identité heureuse ?**

Heureuse, je ne sais pas, mais intransigeante sur l'essentiel, oui. La laïcité française ne devrait pas être négociable, or je crois qu'elle va le devenir. D'autres démocraties la pointent du doigt. Certains intellectuels américains s'acharnent déjà contre une France liberticide. Ils dénoncent la partialité du fait majoritaire dans des pays devenus multiculturels. Pour eux, ce serait l'archétype de la faute morale.

### **Suffit-il de revendiquer la laïcité pour renouer avec une forme de fierté ?**

Le problème vient aussi du fait que cette identité française se vide de l'intérieur. La littérature y a toujours tenu une place centrale. Aujourd'hui, on est venu à bout de cette anomalie au nom de la démocratie. Deux voies s'ouvraient, celle de l'émission littéraire phare des années 1960, « Lecture pour tous », et celle de la culture pour personne. C'est la seconde voie qui a été choisie. L'élitisme culturel est un péché.

### **Le questionnement sur l'enseignement de l'histoire n'est-il pas aussi au coeur du problème ? Que reste-t-il du récit national ?**

J'ai beaucoup entendu dire qu'il n'était plus question de raconter l'histoire de « nos ancêtres les Gaulois ». Mais dans la France des années 1950 et du début des

années 1960, le peu de choses que j'ai apprises sur la Gaule se trouvaient dans Jules César. Nos ancêtres, c'étaient les Romains. Quant à l'esprit cocardier, ou au colonialisme, je ne me souviens pas qu'il ait existé dans les salles de classe. Nous avons été formés par la pensée des Lumières, par cette pensée critique qui jugeait l'Europe de l'extérieur. Montaigne et Montesquieu étaient nos auteurs, jamais on ne nous vantait les mérites du colonialisme, et on nous enseignait déjà la triste réalité du commerce triangulaire.

### **Mais les professeurs d'histoire expliquent qu'il faut ouvrir les élèves sur le monde...**

« La particularité nationale est à compter au nombre des infortunes providentielles qui empêche les humains de se prendre pour des dieux », dit très justement Régis Debray. Nous sommes tous de quelque part. C'est l'histoire de France, avec ses hauts et ses bas, ses ombres et ses lumières, qu'on doit apprendre, et l'histoire de la France dans son rapport au monde. Si on enseigne le monde, on n'enseigne plus rien ! L'esprit des élèves ne peut pas avaler le tout. On perd donc sur les deux tableaux, et sur celui de l'histoire nationale, et sur celui de l'histoire mondiale.

### **Vous montrez dans votre livre que Claude Lévi-Strauss, père du relativisme culturel, refusait qu'on assimile l'ethnocentrisme au racisme. Était-ce une façon de reconnaître qu'il faut pratiquer l'éloge de la diversité avec modération ?**

Dans un livre d'entretien avec Didier Eribon, Claude Lévi-Strauss donne l'exemple d'une « communauté ethnique » qui se complaît dans le bruit. Il n'aime pas le bruit, mais il n'aurait jamais l'idée d'incriminer le patrimoine génétique de cette communauté - ça, c'est le racisme. Toutefois, dit-il « je ne chercherai pas à vivre trop près, et je n'apprécierai pas que, sous ce méchant prétexte, on cherche à me culpabiliser ». Lévi-Strauss défend passionnément l'idée d'une égalité des cultures. Il ne veut pas envisager la question de leur hiérarchie, mais il ne pousse pas cette logique jusqu'au dénigrement de sa propre civilisation. Nous autres Français nous devons nous garder de toute superbe mais nous avons droit à cette défense minimaliste.

### **L'identité malheureuse se nourrit aussi du remords de la Seconde Guerre mondiale. Peut-on tourner cette page ?**

À chaque génération échoit son propre destin. On voudrait que tout nous ramène aux années 1930. Cette analogie obsessionnelle nous paralyse. La commissaire européenne Vivianne Reding a osé dire en 2010 que

l'expulsion des Roms était semblable aux déportations pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Roms recevaient de l'argent pour rentrer chez eux ! Et M me Reding n'a même pas présenté ses excuses aux anciens déportés. L'Europe n'est donc plus une construction, ni une civilisation, mais une maison de redressement, et ses commissaires sont des pions aigres et vindicatifs qui, juchés sur les tabourets de ce qu'ils croient être la mémoire d'Auschwitz, font la leçon aux peuples européens. L'Europe risque de mourir de cet abus de mémoire. Elle est mise au défi d'une immigration de masse qui change tous ses équilibres. Elle doit régler ces questions avec humanité. Mais elle ne doit pas faire comme si la réalité d'aujourd'hui ressemblait à celle des années 1930.

### **On va vous reprocher de faire le lit du lepénisme...**

Certains Français se sentent minoritaires chez eux. Ce sentiment ne doit pas être criminalisé. Plus on le fait, plus on fait le jeu de celui qu'on prétend combattre, le Front national.

### **Redoutez-vous que Marine Le Pen revendique votre livre ?**

Je ne redoute rien, mais ce n'est pas elle qui m'a inspiré pendant sa rédaction, c'est Jean Daniel, et notamment les articles réunis dans « Comment peut-on être français » . La France est malheureuse aussi du fait que son malheur ne fasse l'objet d'aucune autre sollicitude que celle de l'extrême droite.

### **En 2007 et même en 2012, Nicolas Sarkozy avait fait une campagne sur la fierté nationale...**

Oui, mais en même temps il a créé une commission chargée d'introduire la diversité dans la Constitution. Sarkozy c'est toujours « je pense deux choses en même temps pour épater la galerie, la gauche ne va pas en revenir ! ». Or la diversité n'est idyllique que sur les étales des supermarchés, dans la réalité de la vie, elle est très souvent conflictuelle.

### **La campagne de 2012 a été jugée islamophobe...**

Il serait intellectuellement commode d'imputer la crise de l'intégration à la seule xénophobie française. Ce n'est, hélas, pas possible.

*Charles Jaigu, Le Figaro, le 12 octobre 2013*

# ALAIN FINKIELKRAUT : «ÊTRE FRANÇAIS, CE N'EST PAS ÊTRE UNE COMPOSANTE DE LA DIVERSITÉ»

«L'Identité malheureuse» sort en librairie le 16 octobre et fait déjà débat. Le philosophe a répondu aux questions du Point.

## **Le Point : On vous disait réactionnaire. Ne seriez-vous pas plutôt devenu identitaire ?**

Alain Finkielkraut : Je ne suis certainement pas devenu identitaire, mais, depuis peu, je m'interroge sur l'identité française. Jusqu'à une date très récente, la France, je n'y pensais pas plus qu'à l'air que je respire. J'étais reconnaissant à mon pays des possibilités qu'il m'avait données d'être ce que je voulais être, mais je me définissais politiquement, et non nationalement : dans ma période progressiste, comme dans ma période antitotalitaire, l'universalisme était ma patrie. Le mot « identité » ne me venait à l'esprit que pour qualifier ou questionner la composante juive de mon être.

## **En somme, vous étiez un « Juif imaginaire », mais pas un « Français imaginaire » ?**

Français, je l'étais par la langue, par l'école, par la littérature : c'était une évidence, ce n'était pas une affirmation.

## **Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi cette évidence tranquille a-t-elle volé en éclats ?**

J'ai été brutalement renvoyé à mon identité par ceux qui, de plus en plus nombreux, déclarent leur hostilité au pays d'accueil et par le défi à nos valeurs et à nos moeurs que représentent leurs références et leurs usages.

## **Qui sont « ceux » dont vous parlez ? Les musulmans français ?**

Je parle, précisément, des attaques contre la laïcité venues de la frange la plus militante et la plus sectaire de l'islam en France. En 1989 éclate l'affaire du voile au collège de Creil : Elisabeth Badinter, Régis Debray, Elisabeth de Fontenay, Catherine Kintzler et moi-même appelons le ministre de l'Éducation nationale à la fermeté dans un texte intitulé « Profs : ne capitulons pas ! » Nous sommes alors critiqués de toutes parts. Et je découvre que la forme de laïcité que je tenais pour une valeur universelle est une singularité française. C'est ainsi que, tout d'un coup, l'identité nationale me revient dans la figure.

## **Parce qu'elle serait plus heureuse, cette identité, s'il n'y avait pas un seul immigré musulman en France ? Allons ! Vous savez bien**

## **qu'à l'heure de la mondialisation, économique et technologique, il est très difficile de construire un « nous »... L'immigration n'explique pas tout !**

Nous sommes au confluent de deux phénomènes : une immigration que nous ne savons plus maîtriser, et qui débouche en France sur une crise aiguë de l'intégration, et un processus démocratique, lui-même incontrôlable, qui en vient à aplatir toutes les hiérarchies. Au nom du principe de « non-discrimination », la France plonge voluptueusement dans l'océan de l'indifférencié.

## **Parce que vous, vous êtes pour les discriminations ?**

Je suis pour le discernement. Or, au prétexte de lutter contre les discriminations, on renonce à l'assimilation, cette vertu de la civilisation française qui m'a permis d'être français sans m'empêcher d'être juif. Elle a d'abord été remplacée par l'intégration, puis, aujourd'hui, par la « société inclusive », concept introduit dans un rapport du conseiller d'État Thierry Tuot. Ce fonctionnaire lyrique oppose, à une France repliée sur « la célébration du village d'autrefois », la diversité de ses sources de peuplement et la magnificence de ses visages contemporains. Citant Novalis, il exalte « l'étranger, superbe aux yeux profonds, à la démarche légère, aux lèvres mi-closes, toutes frémissantes de chants ». Mais le village d'autrefois, c'est encore - pour combien de temps ? - la ville d'aujourd'hui, où règne la visibilité heureuse du féminin. C'est cette mixité française que protège l'interdiction du voile à l'école et de la burqa dans l'espace public. Ici, la coexistence des sexes ne doit pas être réglée par la séparation. Ce principe n'est pas négociable.

## **Il n'en soulève pas moins une difficulté de taille : comment distinguer la critique des idées et la haine des personnes, le refus d'un certain islam et le rejet des musulmans ?**

Les lois sont là pour faire la différence. Une enseignante rencontrée lors d'un débat a eu cette phrase merveilleuse : « On n'exclut pas les jeunes filles, on exclut le voile. » C'est très simple.

## **Pas pour tout le monde... C'est ce que d'aucuns appellent l'islamophobie...**



Pour ceux-là est islamophobe toute mesure qui entend soumettre les musulmans aux lois de la République, car ce qu'ils veulent, sous couleur de lutter contre le racisme antimusulman, c'est soumettre la République aux exigences de l'islam. L'islamophobie véritable consisterait à dire : votre religion est incompatible avec notre identité, vous n'avez rien à faire ici. Cette attitude doit être combattue avec la dernière énergie, mais nous avons le devoir, en vertu des lois mêmes de l'hospitalité, d'exiger le respect de nos règles et de nos valeurs.

### **Sauf que, quand vous dites « nous », ils vous rappellent qu'ils en font partie puisqu'ils sont français. Ils ne sont plus des immigrés...**

Mes parents non plus, et je détesterais qu'on me dise, à l'instar de Maurras, que, Français de fraîche date, je ne peux comprendre le vers de Racine : « Dans l'Orient désert quel devint mon ennui. » Reste que, pour moi, être français, ce n'est pas être une composante de la diversité française. La France en moi, ce n'est pas moi, c'est Racine.

### **Pour autant, l'identité française est-elle immuable, de sorte qu'il faudrait l'aimer ou la quitter ?**

Je ne suis pas un Français de souche et, déjà, je suis français autrement que mes parents. Mais, en même temps, je ne suis pas français comme l'était le général de Gaulle. J'ai toujours en tête la phrase magnifique de Levinas sur Blanchot, auquel il fut lié par une indéfectible amitié. Pour Levinas, Blanchot était « comme l'expression même de l'excellence française ». Levinas n'était donc pas français comme Blanchot était français, et il le savait. Si on nous interdit ce savoir, on nous rend complètement idiots. C'est cela : l'antiracisme actuel fait de nous des imbéciles ! Au lieu d'un principe de résistance, c'est une forme de lobotomie. (...)

### **Si nous voulons, ou devons, vivre ensemble, ne faut-il pas se contenter d'une sorte de règlement intérieur ?**

Quand, dans un quartier, il y a plus de femmes voilées que de femmes au visage et à la chevelure découverts, les autochtones s'en vont. Ils n'ont pas, comme on aime à dire, la « phobie de l'autre ». Ils se sentent devenir autres sur leur propre sol et ils ne le supportent pas. Ont-ils tort ? Ont-ils raison ? En tout cas, plus on parle de métissage, plus le territoire se couvre de frontières.

### **Et plus on célèbre la disparition des frontières, plus la popularité de Marine Le Pen grimpe.**

Le malheur de la France, c'est bien que cette angoisse ne soit entendue et prise en charge que par des gens que je continue de considérer comme infréquentables. Mais quand d'autres s'y essaient, regardez ce qui leur arrive. Les ministres du gouvernement ont été invités à livrer leurs réflexions sur la France de 2025. Or on ne peut pas réfléchir à la France de 2025 sans faire des projections démographiques. Manuel Valls les a faites et en a conclu qu'il faudrait peut-être réviser la politique du regroupement familial. Un froid polaire est alors descendu sur le conseil des ministres. On se tient chaud jusqu'au sommet de l'Etat en fermant les yeux.

### **Nos gouvernants n'ont-ils pas raison de s'inquiéter du « vivre-ensemble », si peu satisfaisant que soit ce terme à la mode ?**

C'est lorsque, dans toujours plus d'établissements scolaires, l'enseignement devient un « sport de combat » que l'expression « vivre-ensemble » entre dans la langue commune. Le succès du mot vient de la désintégration de la chose. Dans les années 60 et 70, il y avait certes des luttes, mais la France, sans le savoir, était une nation homogène et le « vivre-ensemble » allait de soi. (...)

*Propos recueillis par Élisabeth Lévy et Christophe Ono-dit-Biot, Le Point, 10 octobre 2013*

# FINKIELKRAUT, BILE EN TÊTE

**Du mao éphémère au pourfendeur de l'Intifada, du combat contre Dieudonné au discours réac sur la crise des banlieues, parcours d'un des intellectuels les plus décriés de France.**

Jeune, Alain Finkielkraut a été «gauchiste bien sûr, comme tout le monde». Disons comme tout le monde dans un petit monde. «J'étais pris dedans, un vrai mutin de Panurge», raille-t-il aujourd'hui. Le militant n'a pas laissé un souvenir impérissable. Il faisait pourtant partie de l'un des groupuscules les plus dogmatiques de l'extrême gauche : les maos, tendance Yann Moulier-Boutang, l'équivalent français de l'autonome italien Toni Negri. «Il y avait une forme de dandysme là-dedans. J'ai fait l'expérience de l'attrait de la radicalité, le bonheur d'occuper la place inexpugnable de l'accusateur», dit-il. En 1976, Alain Finkielkraut est parti enseigner à Berkeley et du gauchisme, il s'est absenté sans au revoir ni dispute. Une séparation à l'amiable scellée par deux jolis livres, légers et hédonistes, qui tournent la page de Mai 68 sans jeter le bébé avec l'eau du bain : le Nouveau Désordre amoureux (1977) et Au coin de la rue l'aventure (1982), coécrits avec Pascal Bruckner.

Trente ans plus tard, on le retrouve à la une de l'Obs en inquiétant «chef de file des néoréacs» et en atrabilaire «philosophe de l'UMP». Une interview au quotidien israélien Haaretz (lire encadré), dans laquelle Finkielkraut livre sa vision de la crise des banlieues et du malaise français, a scellé la rupture. Sarkozy se paye le luxe de saluer en lui «l'honneur de la pensée française» tout en réfutant sur Al-Jezira ses théories sur les «émeutes ethnico-religieuses». Et tout Saint-Germain-des-Prés de s'interroger : Fink a-t-il «pété les plombs» ? Est-il encore à gauche ? A-t-il atteint le terminus d'un glissement progressif vers la droite et le racisme ? Le problème avec Finkielkraut, c'est que, malgré tous ses efforts pour se rendre caricatural, il reste intelligent. C'est l'avantage aussi : avec lui, on ne s'ennuie jamais.

Du gauchisme, Alain Finkielkraut a gardé une certaine mauvaise foi et le maniement de l'anathème façon «pas de liberté pour les ennemis de la liberté». En 1995, il exécute Emir Kusturica, primé à Cannes pour Underground, avant d'avouer piteusement qu'il n'avait pas vu son film mais n'en pense pas moins et que Kusturica reste un dangereux propagandiste panserbe. «Il emprunte au registre de la guerre froide, quand on se faisait traiter de vipère lubrique et de hyène capitaliste. Il est inconscient de la violence qu'il dégage et s'étonne d'être attaqué en retour», analyse Rony Brauman, ex-président de Médecins sans frontières, qui s'est fait traiter de «négationniste new look» pour avoir préfacé l'ouvrage de Norman G. Finkelstein, l'Industrie de l'Holocauste. Mais qui conserve avec Finkielkraut un livre d'entretiens en projet. Il poursuit : «Il a surtout puisé dans le gauchisme une vision symptomale du monde. Tout est politique, tout fait sens.»

## Admirateur de Péguy

Mais l'ex-gauchiste cohabite avec un incurable nostalgique antimoderne, antitechnique, antiurbain dans ce cerveau en perpétuelle ébullition. C'est une des bizarreries de Finkielkraut : il a une admiration sans borne pour Péguy, le chantre d'une France profonde, à la fois catholique et républicaine. «On oublie que Péguy était un ami intime de Bernard Lazare, le premier sioniste français et le premier défenseur de Dreyfus, ajoute Paul Thibaud, ancien directeur de la revue Esprit, devenu l'un de ses interlocuteurs réguliers. Péguy est sans doute l'intellectuel de son temps qui a le mieux compris la passion juive, cette façon d'être hors du monde.» Pour Finkielkraut, défendre la France, c'est défendre Israël et vice-versa. «Il pense que si les Français étaient plus patriotes, ils comprendraient mieux Israël.» Le raisonnement était le même lorsqu'il s'était engagé pour les chrétiens du Liban à la fin des années 80 ou la Croatie au début des années 90. Sous l'influence de Kundera et d'une «vision parfois littéraire de l'actualité», comme le lui reproche un proche, il a été le seul intellectuel français à épouser la cause de Zagreb : on le surnommait «Finkielcroate». Pour lui, face aux Serbes incarnant le communisme et l'orthodoxie, face aux musulmans bosniaques symbolisant l'islam, les Croates, catholiques et européens, c'est nous.

«Avec la cause croate, il a aussi découvert la jouissance d'être minoritaire», ajoute Alexandre Adler, ex-communiste devenu éditorialiste au Figaro où il développe des vues proches de la ligne des néoconservateurs américains. Finkielkraut se bat en débattant. Sa parole, plus encore que ses écrits, le consume et laisse derrière elle une terre brûlée. Même ses adversaires les plus acharnés ne parviennent pas à lui en vouloir. «C'est plus un désespoir noir qu'une violence froide, se souvient Miguel Benasayag, penseur de la gauche alter. Au point que je n'ai jamais réussi à savoir si c'est un vrai idéologue ou quelqu'un de manipulé par ses affects. Il y a chez lui vis-à-vis du marxisme une déception de type amoureuse. Tout ce qui plaisait tant n'est devenu que sortilège, mensonge. Il déteste ce qu'il avait aimé pour les mêmes raisons.»

La France, c'est la vraie religion dans laquelle Finkielkraut a grandi. Ne pas l'aimer, c'est fouler aux pieds l'histoire de ses parents, tous deux rescapés d'Auschwitz. Finkielkraut ne supporte pas qu'on flétrisse la France qui a sauvé sa famille. D'où son rejet épidermique des «indigènes de la République» et de tous ceux qui veulent que la France fasse acte de contrition pour son passé colonial ou esclavagiste. Et sa distance, pour ne pas dire sa défiance à l'égard de Bernard-Henri Lévy

pour qui «l'idéologie française» est emprunte d'un vieux fond pétainiste et antisémite. Fink et BHL, même génération, parcours parallèles, de l'ex-Yougoslavie à Israël en passant par Saint-Germain-des-Prés, mais les deux hommes se toisent plus qu'ils ne se croisent : là où le second épouse avec ductilité les soubresauts de l'actualité, l'autre pourfend avec maladresse. Le seul à les réunir, car ils le craignent tous deux, était Benny Lévy (1), l'ex-chef de la Gauche prolétarienne, l'ex-secrétaire de Sartre, devenu à la fin de sa vie penseur juif ultraorthodoxe, décédé en 2003. C'est pour lui qu'ils ont fondé ensemble en Israël le Centre d'études lévinassiennes.

Ce qui a éloigné Alain Finkielkraut du gauchisme puis de la gauche française tout entière, c'est avant tout la question d'Israël. Dès 1973, pendant la guerre du Kippour, il tremble pendant que ses camarades exultent. En 1982, il publie la Réprobation d'Israël en réaction à ceux qui accusent l'Etat hébreu de mettre en oeuvre une «solution finale» du problème palestinien au Liban ou qui attribuent à Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, la responsabilité du massacre de Sabra et Chatila, commis par des miliciens chrétiens libanais sous les yeux de soldats israéliens. «Tout est déjà là, estime Eyal Sivan, réalisateur israélien et l'une de ses têtes de Turcs favorites. Il n'a pas changé : le juif imaginaire est devenu un Israélien imaginaire. C'est tout.»

### «Un rapport passionnel à Israël»

En 1981, paraissait sous la plume de Finkielkraut, le Juif imaginaire, magnifique livre sur son identité de juif occidental non religieux vivant à l'ombre de la Shoah. Il s'insurge contre le culte du génocide des juifs érigé en incarnation du mal absolu. Pour lui, la Shoah doit ouvrir sur le monde, pas se transformer en culte jaloux et exclusif. Il faut mal le connaître et ne pas l'avoir lu pour le caricaturer en «gardien d'Auschwitz». Mais face aux provocations antijuives de Dieudonné, face à sa «demande de Shoah» sur le passé esclavagiste de la France, il a foncé tête baissée dans la polémique. C'est devenu une querelle personnelle. Toujours ce goût de la bagarre sémantique et du combat de rue conceptuel. Mais aussi Israël... et la Palestine : c'est sur ce terrain miné qu'il a croisé son meilleur ennemi, Dieudonné, candidat sur la liste Euro-Palestine aux européennes de 2004 et en qui il voit aujourd'hui le «vrai patron de l'antisémitisme» en France. Dès qu'Israël est en jeu, ça le prend aux tripes. Alexandre Adler en convient : «Je suis sur des positions plus dures que lui mais parfois ses propos dépassent les miens.»

Avec l'Intifada, quelque chose s'est brisé. L'illusion d'une paix sans prix à payer. Le philosophe, qui ne parle pas hébreu, va régulièrement en Israël. «Il a un rapport passionnel et idéalisé à Israël, explique Rony Brauman, comme certains tiers-mondistes avec Cuba. Il ne connaît

pas le pays profond.» Comme pour le reste, il connaît Israël à travers les livres. Il y fréquente les écrivains de gauche, les pacifistes de la Paix maintenant : cette gauche qui voulait plus avoir la paix avec les Palestiniens que faire la paix avec eux. Lorsque l'Intifada éclate, il se sent trahi et tourne le dos. L'occupation, la colonisation : rien de cela ne peut justifier à ses yeux les attentats-suicides. Il fait de l'abandon de la violence, un préalable moral. Jamais, il ne l'envisage comme un moyen. A ceux qui avancent des explications, il reproche de chercher des justifications. Le raisonnement est le même sur les banlieues : rien ne justifie la violence, surtout pas la discrimination ou le social. Pour preuve de sa bonne foi, il brandit régulièrement son soutien au pacte de Genève, un plan de paix alternatif, mais sa voix n'est plus audible. Pas seulement parce qu'il est diabolisé, comme il s'en plaint, mais parce qu'il s'est enfermé tout seul dans le piège communautaire. Dès les premiers mois de l'Intifada, il accepte en effet de tenir une chronique hebdomadaire sur Radio communauté juive (RCJ) : Qui vive ! Un bon connaisseur de la pensée juive voit en lui «Jérémie, celui qui se lamente sur la perte des valeurs, la mémoire vaine et les ravages de l'Internet». Sur RCJ, Finkielkraut se considère «en famille» : «libre, dit-il, de critiquer Israël» ; libre surtout de critiquer tous ceux qui l'énervent. Lorsqu'il se fait épingler au printemps dernier pour ses propos sur les Antillais qu'il qualifie d'«assistés», il s'offusque de ne plus pouvoir parler tranquille, entre soi. Tout comme Tariq Ramadan, Finkielkraut ne tient pas un double discours mais un discours à focale variable. Il lui arrive même de penser à rebours de sa communauté, reprochant aux juifs de France de dire de plus en plus «ils» lorsqu'ils parlent des Français goys.

### «Effort permanent d'affirmation»

Plus encore que l'Intifada, c'est son écho dans les opinions occidentales qui le révolte. S'il y a un tournant dans sa «radicalisation», c'est au moment de la conférence de Durban (2) et de l'odieuse nazification d'Israël qui s'y est donnée libre cours. L'antiracisme devient pour lui «le nouveau totalitarisme du siècle à venir». Il n'est plus dans l'analyse mais dans le combat : rapidement, critiquer Sharon revient à vouloir la fin d'Israël. Avec le 11 septembre 2001, tout finit par se connecter : des ZEP aux banlieues de Karachi, en passant par Gaza, c'est l'Occident humaniste et ses valeurs qui sont menacées. Ça y est, le choc des civilisations, qu'il voyait venir depuis longtemps, est là, partout.

Le silence du gouvernement Jospin face à la multiplication des actes antisémites l'a un peu plus éloigné de la gauche française. Mais en 2002, alors que l'alarme a été tardivement tirée, il invente l'expression «année de cristal à bas bruit». Comparaison aussi terrible qu'inappropriée. «La culture juive lui reste extérieure, il est dans un effort permanent d'affirmation. Il y a chez lui une jouissance inavouée à croire revivre ce que ses parents

ont vécu», estime Théo Klein, l'ex-président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), rescapé de la Shoah, pris à partie par Finkielkraut pour sa «complaisance» envers les autorités.

Jospin l'énerve tellement qu'il se demande avant le 21 avril 2002 s'il ne va pas voter Chevènement. Finalement, il est allé à la pêche. Le lendemain, il vitupère les Verts (aujourd'hui c'est la candidate Taubira), pour avoir fait passer Le Pen. Cela fait longtemps qu'il en veut à Jospin. C'est lui qui, ministre de l'Éducation, n'a pas eu le «courage» d'interdire le voile à l'école dès le début. Lui qui a inventé les IUFM, «ces lieux ubuesques» où l'on malmène la langue française. «Finkielkraut rêve d'un temps où les instituteurs avaient des blouses, où l'école était le creuset républicain, estime Patrick Rotman, auteur de Génération et de Tant qu'il y aura des profs. Il oublie juste qu'on est passé de 25 % à près de 100 % d'une classe d'âge scolarisée en secondaire.» Il pense qu'encore aujourd'hui, n'importe quel élève brillant de milieu modeste peut entrer à Henri-IV, comme lui. Là-dessus, Finkielkraut n'a pas varié : dès 1987, il dénonce dans la Défaite de la pensée la décadence de l'école.

Enfant de la gauche antitotalitaire, Finkielkraut appartient-il encore à la gauche ? Il élude : «Ça ne veut plus rien dire. Raffarin avait raison de dire qu'il était plus à gauche que Blair et Schröder.» Dans la distinction établie par le philosophe Jacques Rancière encore un ennemi entre «démocrates» et «républicains», il serait du côté de la République, au sens grec. Il reproche à la gauche française son «robesspierrisme», cette «manière de transformer les problèmes en salauds». Démonstration ? «La France a un problème dans les banlieues. Plutôt que de l'affronter, on aime à se raconter que la France est un pays raciste et qu'on en viendra à bout en démasquant tous les fachos.» CQFD. Mais cette «soif d'ennemis», on peut la retourner comme un gant. La pensée a beau être unique, elle a deux visages, comme Janus. Finkielkraut finit par se définir comme un «jaurèsien péguyste» ou un «péguyste socialiste». Une chose est sûre : il n'a jamais voté à droite. Son amie Laure Adler, qui a été sa directrice à France Culture, préfère répondre par une question :

«Encore faudrait-il savoir où est la gauche.»

## Les larmes de Binoche

Et Finkielkraut, sait-il où il est ? Il vitupère la vulgarité des Guignols de l'info mais va chez Ardisson faire pleurer Juliette Binoche, coupable de s'apitoyer sur les enfants palestiniens. Il signe la pétition contre le «racisme antiblanc» à la suite des agressions de jeunes lycéens pendant la manifestation du 8 mars, avant de reconnaître tardivement qu'il y a un racisme antinoir, dont la caractéristique est de nier toute humanité à ceux qu'il vise. Il dit «s'inscrire dans l'espace du dialogue» mais traite Rony Brauman de «caniche des goys». Il se plaint d'être l'objet d'un harcèlement judiciaire mais va témoigner dans un procès (perdu) contre le journaliste Daniel Mermet, pour avoir violemment critiqué la colonisation des territoires palestiniens sur France Inter, et trouve que le penseur Edgar Morin mérite sa condamnation pour une tribune sur Israël dans le Monde. Bref, il fait tout et son contraire et tout à l'envers. Le réalisateur israélien Eyal Sivan, qui poursuit actuellement le philosophe en diffamation pour l'avoir traité d'«antisémite juif», y voit «un système très sophistiqué» : «A chaque fois qu'il profère une horreur, Finkielkraut explique qu'il ne voulait pas dire ça.» Après son interview à Haaretz, Finkielkraut s'est défendu sur le mode «je est un autre». En substance, il s'excuse au nom du personnage odieux que donne à voir cet entretien mais ce n'est pas lui ; en revanche, il en assume toutes les idées, qu'il développe à nouveau en adoucissant la forme. Un intellectuel de ses amis conseille : «Maintenant, ça serait bien qu'il éteigne la télévision et se remette au travail.»

(1) Finkielkraut vient de publier chez Verdier un ouvrage d'entretiens avec Benny Lévy, «le Livre et les livres : entretiens sur la laïcité».

(2) La première conférence de l'ONU contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud, en 2001. Elle a été l'occasion de débordements antisémites de la part de groupuscules islamiques et propalestiniens voulant critiquer l'attitude d'Israël pendant l'Intifada.

*Christophe Ayad, Libération, 29 décembre 2005*

# ALAIN FINKIELKRAUT : «L'ÉCOLE DES SAVOIRS CÈDE SA PLACE À L'ÉCOLE DE LA THÉRAPIE PAR LE MENSONGE»

**FIGAROVOX/COLLECTION - Chaque week-end jusqu'à la fin du mois d'août FigaroVox vous offre exceptionnellement un entretien réservé aux abonnés Premium. Cette semaine à la veille de la rentrée, Alain Finkielkraut médite sur le devenir de l'école.**

**LE FIGARO.- Au sujet de la réforme du collège, Najat Vallaud-Belkacem a affirmé dans Le Point: «il y a une différence essentielle entre les progressistes et les conservateurs. Les premiers combattent les inégalités quand les seconds en théorisent la nécessité». La réforme qu'elle promet est-elle selon vous conservatrice ou progressiste?**

Alain FINKIELKRAUT.- Il n'appartient pas à l'école républicaine de combattre toutes les inégalités, mais d'assurer, autant que faire se peut, l'égalité des chances pour donner à chacun sa juste place selon ses aptitudes et son mérite. Mais il ne s'agit plus de cela: c'est au scandale ontologique d'un partage inégal de la pensée entre les hommes que s'attaque, depuis quelques décennies, l'Éducation nationale. Confondant l'ordre de l'esprit, où prévaut la hiérarchie la plus stricte, et l'ordre de la charité, où règne l'amour universel, elle promet la réussite pour tous et rabaisse continuellement le niveau d'exigence afin de ne pas déroger à son serment. Les sociologues lui ayant de surcroît révélé que les «héritiers» avaient accès par droit de naissance à la culture que l'école a pour mission de transmettre au plus grand nombre, l'institution a pris le taureau par les cornes et décidé de mettre l'essentiel de cette culture au rebut. L'école est devenue la nuit du 4 Août permanente de ce que Malraux appelait «l'héritage de la noblesse du monde».

Voici, une fois cet héritage liquidé, la liste d'objectifs assignés aux classes de français de 4e et de 3e: «se chercher, se cons-truire» ; «vivre en société, participer à la société» ; «regarder le monde, inventer des mondes» ; «agir sur le monde».

La culture générale est détrônée par une culture commune faite de tout ce dont le jeune a besoin pour s'orienter dans son environnement. Et François Dubet, l'un des initiateurs de ce remplacement, prévient: «On ne peut concevoir que certains élèves aient plus de culture commune que d'autres.»La réforme proposée par Najat Vallaud-Belkacem, qui accélère un processus engagé bien avant elle, n'est ni conservatrice hélas - qu'est-ce qu'enseigner sinon transmettre ce qui mérite d'être conservé?- ni progressiste, mais destructrice. Sa fureur anti-élitiste déloge, une fois pour toutes, la République de l'école qui porte encore son nom.

*L*es langues mortes et les humanités en général sont un fardeau inutile pour notre hypermodernité numérique et niveleuse. On ne va tout de même pas faire ingurgiter les derniers reliefs d'un enseignement de classe à nos «digital natives» si merveilleusement égaux devant leurs téléphones portables et leurs écrans d'ordinateurs.

**Au sujet du latin, notre ministre assure que la réforme va contribuer à «démocratiser cet enseignement»...**

«Démocratiser» est en train de devenir un synonyme d'«anéantir». Intégrer comme l'écrit Cécilia Suzzoni, «l'enseignement des langues anciennes dans les enseignements pratiques interdisciplinaires au prétexte de familiariser les collégiens avec des expressions grecques ou latines est une triste caricature». Les langues mortes et les humanités en général sont un fardeau inutile pour notre hypermodernité numérique et niveleuse. On ne va tout de même pas faire ingurgiter les derniers reliefs d'un enseignement de classe à nos «digital natives» si merveilleusement égaux devant leurs téléphones portables et leurs écrans d'ordinateurs.

**L'interdisciplinarité a pour objet d'apprendre aux élèves à «mener ensemble des projets». Les disciplines appartiennent-elles au passé?**

Ce ne sont pas les disciplines qui appartiennent au passé, c'est le passé qui appartient aux disciplines. C'est à l'histoire, à la littérature, à la philosophie, aux matières scientifiques qu'il incombe de donner corps à ce droit fondamental de l'homme souligné par Ortega y Gasset: le droit à la continuité. L'interdisciplinarité fait tout le contraire. Elle néglige le besoin vital du passé et va au plus facile: les sujets d'actualité. Au lieu d'enseigner le goût des belles choses, elle suit, docilement, le goût du jour. La télévision a donné en exemple deux professeurs d'histoire et d'espagnol invitant ensemble leur classe à rédiger un tract sur les vertus du développement durable. Là où il y avait les œuvres, il y a maintenant les tracts. Mais on aurait tort de s'inquiéter: c'est pour la bonne cause.

## **Cette réforme est critiquée pour son aspect «jargonnant». Que révèle, selon vous, cette novlangue que l'on retrouve dans les rapports administratifs, l'école, la politique et les médias?**

«Plus c'est savant, plus c'est bête», disait Gombrowicz du formalisme ultrasophistiqué de la théorie littéraire. Je dirai à mon tour du pédagogisme: «Plus ça fait le vide, plus ça prend l'air savant.» Le néant s'habille en jargon. Les éradicateurs de la culture se donnent, par l'apparence de la scientificité, l'illusion d'être des chercheurs.

***L** ne s'agit pas simplement d'imposer l'étude de l'islam, mais de lutter contre «l'islamophobie», à travers une présentation embellissante de la religion et de la civilisation musulmanes. Convaincus, avec Emmanuel Todd, que Mahomet est «le personnage central d'un groupe faible et discriminé»*

## **Faut-il maintenir les classes «bilangues»?**

Charles Renouvier, le philosophe de la République s'élevait contre ces bourgeois, «peu amis de l'égalité» \* qui cherchaient à pousser leur progéniture dans des positions que celle-ci ne pouvait pas toujours tenir. C'est pourquoi, disait-il en substance, l'État doit instaurer, sans complaisance ni relâchement, une forme de sélection. Sans faiblesse ni relâchement, l'État post-républicain combat la sélection comme un vestige particulièrement vicieux de l'Ancien Régime. Il supprime donc les ultimes bastions de l'excellence qu'étaient les classes «bilangues».

## **Les programmes d'histoire conservent l'étude obligatoire de l'islam quand celles de la chrétienté médiévale et des Lumières deviendront facultatives. Que vous inspire ce choix?**

Il ne s'agit pas simplement d'imposer l'étude de l'islam, mais de lutter contre «l'islamophobie», à travers une présentation embellissante de la religion et de la civilisation musulmanes. Convaincus, avec Emmanuel Todd, que Mahomet est «le personnage central d'un groupe faible et discriminé» et que le vivre-ensemble passe par le redressement de l'image de ce groupe dans l'esprit des autres Français, nos gouvernants proposent, en guise de formation, un endoctrinement aussi précoce que possible des élèves. On ne veut plus les instruire, mais les édifier afin de les rendre meilleurs. Le reste - l'essor des villes, l'éducation au Moyen Âge ou la pensée

humaniste - est facultatif.

## **L'accent est mis aussi sur les périodes sombres de l'histoire de France. Comment aimer et faire aimer un pays toujours coupable?**

Les nouveaux programmes ne se préoccupent absolument pas de faire aimer la France. Ils appliquent à la lettre le dogme de la critique sociale: le mal dans le monde résulte de l'oppression ; c'est l'inégalité qui est la source de toute violence. Le fanatisme islamique, autrement dit, est le produit de la malfaisance coloniale et de sa continuation postcoloniale. Si l'on aborde l'histoire du XVIIIe et du XIXe siècle sous l'angle: «Un monde dominé par l'Europe, empires coloniaux, échanges commerciaux, traites négrières», le nouveau public scolaire retrouvera sa «self-esteem», l'ancien perdra son arrogance et tous les problèmes seront réglés. L'école des savoirs cède ainsi la place à l'école de la thérapie par le mensonge.

***L**a jeunesse se représente comme une chance de quitter son chez-soi et d'habiter, avec Robinson, une île lointaine.» Cette chance, l'école contemporaine la lui refuse. Ceux-là mêmes qui professent avec ostentation le culte de l'Autre combattent sous le nom d'ennui ce grand dépaysement qu'est la fréquentation des chefs-d'œuvre du passé.*

## **Manuel Valls dans le mensuel L'Œil estime que la culture et la gauche sont consubstantielles. Il recommande l'installation de cours d'improvisation à l'école «à la Jamel Debbouze». Faut-il adapter la culture aux goûts et aux désirs de la jeunesse?**

«Ce qui est désirable, disait Hegel, est inversement proportionnel à la proximité dans laquelle il se tient et qui le relie à nous. La jeunesse se représente comme une chance de quitter son chez-soi et d'habiter, avec Robinson, une île lointaine.» Cette chance, l'école contemporaine la lui refuse. Ceux-là mêmes qui professent avec ostentation le culte de l'Autre combattent sous le nom d'ennui ce grand dépaysement qu'est la fréquentation des chefs-d'œuvre du passé. Pour eux, l'humanisme est mort: on n'a pas besoin, pour accéder à soi-même, de faire un détour par les signes d'humanité déposés dans les œuvres de culture ; on se connaît par intuition immédiate. Plutôt que d'aller voir chez les morts ce qu'il en est de la vie, on demandera donc aux élèves

de mettre la leur en scène.

## **Que peuvent encore dire à notre temps Racine, Baudelaire ou Mauriac? Quand la connaissance est accessible en un «clic», l'idée de transmission n'appartient-elle pas au passé?**

Ce que peuvent dire à notre temps Racine, Baudelaire ou Mauriac c'est qu'il y a autre chose que lui-même: d'autres mots, d'autres formes, d'autres visages. Ce temps qui se prétend si ouvert ne veut rien savoir. Allergique à l'altérité, il ordonne aux enseignants de choisir des «problématiques» proches des élèves.

«Être jeune, écrivait justement François Mauriac, c'est être épié, c'est entendre autour de soi craquer les branches.» Les jeunes d'aujourd'hui sont épiés sans trêve. On guette leur moindre démanchement. On va au devant de toutes leurs convoitises. Il y avait un lieu autrefois où ils pouvaient échapper à ce destin, se quitter

et, pour le dire avec les mots de Hegel, «rechercher la profondeur dans la figure de l'éloignement». Cette école n'existe plus.

## **Beaucoup de professeurs s'opposent à cette réforme. Comment expliquez le décalage entre ceux qui enseignent dans les classes et les théoriciens de l'éducation que l'on qualifie souvent de «pédagogistes»?**

La désintellectualisation du métier de professeur dont témoigne, entre autres, l'abandon progressif du cours magistral, blesse au plus intime d'eux-mêmes ceux qui se conçoivent encore comme les représentants «des poètes et des artistes, des philosophes et des savants, des hommes qui ont fait et qui maintiennent l'humanité». Cette formule, empruntée à Péguy, est emphatique, mais l'heure est grave et réclame qu'on monte sur ses grands chevaux.

*Propos recueillis par Vincent Tremelet de Villers, Le Figaro, le 11 mai 2015*

## **FINKIELKRAUT, LES «NOIRS» ET LES «ARABES»**

**Interrogé dans le journal israélien Haaretz sur les violences urbaines en France, le philosophe s'en prend vivement aux «Noirs», aux «Arabes» et à l'islam. Il ajoute que l'équipe de nationale «black-black-black» de football est la risée de l'Europe.**

Invité à s'exprimer sur les émeutes urbaines, l'écrivain et philosophe français Alain Finkielkraut a livré, samedi 19 novembre, au journal israélien Haaretz, une interview pour le moins surprenante, digne, selon les journalistes, d'un dirigeant d'extrême droite, dans laquelle il s'en prend vivement aux «Noirs», aux «Arabes» et à l'islam.

Ces propos pourtant «ne sortent pas de la bouche d'un membre du Front national de Jean-Marie Le Pen mais de l'un des plus éminents anciens porte-parole de la gauche française», tiennent à préciser les journalistes d'Haaretz en prélude à l'interview. Selon eux, Alain Finkielkraut aurait à plusieurs reprises précisé, lors de l'entrevue, qui s'est déroulée à Paris, qu'il est impossible, peut-être même dangereux de dire ces choses aujourd'hui en France».

### **«Black-black-black»**

Le philosophe s'en prend notamment, et vivement, aux jeunes musulmans des banlieues. «En France, on a tendance à réduire ces émeutes à leur dimension sociale, de les voir comme une révolte des jeunes des banlieues contre leur situation (...), affirme l'éditorialiste. «Le problème, c'est que la plupart de ces jeunes sont des Noirs ou des Arabes avec une identité musulmane.» Selon lui, la preuve en est que, «en France, il y a également d'autres immigrants en situation difficile -Chinois, Vietnamiens, Portugais- et ils ne prennent pas part aux

émeutes. Donc, il est clair qu'il s'agit d'une révolte avec un caractère ethnico-religieux».

«Serait-ce la réponse des Arabes et des Noirs au racisme dont ils sont victimes ?», s'interroge-t-il tout de même, avant de se répondre : «Je ne le crois pas, parce que cette violence a eu des signes précurseurs très inquiétants». L'écrivain en veut pour preuve le match France-Algérie de football, en octobre 2001, au cours duquel des jeunes avaient sifflé La Marseillaise. «Les gens disent que l'équipe nationale française est admirée par tous parce qu'elle est «black-blanc-beur». En réalité, l'équipe nationale est aujourd'hui «black-black-black», ce qui en fait la risée de toute l'Europe.»

### **«Un pogrom anti-républicain»**

Alain Finkielkraut explique par ailleurs que, «sur ce sujet, il faut être clair». «On a tendance à avoir peur du langage de vérité, pour des raisons 'nobles'. On préfère dire 'les jeunes' que 'Noirs' ou 'Arabes'. Mais on ne peut sacrifier la vérité, quelles que soient les nobles raisons. Il faut bien entendu éviter les généralisations: Il ne s'agit pas de tous les Noirs et de tous les Arabes, mais d'une partie des Noirs et des Arabes.»

S'il précise ne pas avoir employé le terme «Intifada» pour désigner les violences urbaines, l'écrivain a «pourtant découvert qu'eux aussi envoyaient en première ligne de

la lutte les plus jeunes, et vous en Israël vous connaissez ça, on envoie devant les plus jeunes parce qu'on ne peut pas les mettre en prison lorsqu'ils sont arrêtés. Quoiqu'il en soit, ici, il n'y a pas d'attentats et on se trouve à une autre étape: je pense qu'il s'agit de l'étape du pogrom antirépublicain. Il y a des gens en France qui haïssent la France comme République.»

La formule du «pogrom anti-républicain» était déjà apparue dans un entretien d'Alain Finkielkraut au Figaro le 15 novembre. «La violence actuelle n'est pas une réaction à l'injustice de la République, mais un gigantesque pogrom antirépublicain», disait-il alors.

### **«Ce pays mérite notre haine»**

A propos du racisme dont pourraient être victimes les étrangers en France, Alain Finkielkraut porte un regard singulier en commençant par rappeler son parcours personnel: «Je suis né à Paris, mais je suis fils d'immigrants polonais. Mon père a été déporté de France. Ses parents ont été déportés et assassinés à Auschwitz. Mon père est revenu d'Auschwitz en France. Ce pays mérite notre haine: ce qu'il a fait à mes parents était beaucoup plus violent que ce qu'il a fait aux Africains. Qu'a-t-il fait aux Africains? Il ne lui a fait que du bien.»

«Le problème est qu'il faut qu'ils se considèrent eux-mêmes comme Français. Si les immigrants disent: «les Français» quand ils parlent des blancs, alors on est perdus. Ils disent: 'Je ne suis pas Français, je vis en

France, et en plus ma situation économique est difficile'. Personne ne les retient de force ici, et c'est précisément là que se trouve le début du mensonge. Parce que, s'ils étaient victimes de l'exclusion et de la pauvreté, ils iraient ailleurs. Mais ils savent très bien que, partout ailleurs, et en particulier dans les pays d'où ils viennent, leur situation serait encore plus difficile pour tout ce qui concerne leurs droits et leurs chances».

### **L'antisémitisme des Noirs**

Selon Alain Finkielkraut, il existerait également un antisémitisme des Noirs, incarné aux Etats-Unis par Luis Farrakhan, et en France par Dieudonné qui aujourd'hui aurait pris la place de Jean-Marie Le Pen en tant que «vrai patron de l'antisémitisme».

«Mais en France, au lieu de combattre ce genre de propos, on fait exactement ce qu'ils demandent: on change l'enseignement de l'histoire de la colonisation et l'histoire de l'esclavage dans les écoles. Maintenant, l'enseignement de l'histoire coloniale est exclusivement négatif. Nous n'apprenons plus que le projet colonial a aussi apporté l'éducation, a apporté la civilisation aux sauvages».

L'écrivain s'en prend vivement à l'antiracisme en affirmant que «l'idée généreuse de guerre contre le racisme se transforme petit à petit monstrueusement en une idéologie mensongère. L'antiracisme sera au XXI<sup>e</sup> siècle ce qu'a été le communisme au XX<sup>e</sup>».

L'OBS

<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20051124.OBS6380/finkielkraut-les-noirs-et-les-arabes.html>



*Partie 2*

***Culture (s)***



# ALAIN FINKIELKRAUT : « NOUS VIVONS LA FIN DE LA FIN DE L'HISTOIRE »

**LE FIGARO. - Dix mois après les attentats des 7, 8 et 9 janvier, Paris et sa banlieue ont été le théâtre de scènes de guerre. Cent trente personnes sont mortes. On compte des centaines de blessés. Le pays est traumatisé. Le mot « guerre » est sur toutes les lèvres. Quel sentiment prime chez vous : le chagrin, l'inquiétude ou la colère ?**

Alain FINKIELKRAUT. - Ce qui domine en moi, c'est l'accablement et même le désespoir. Comme le rappelait dans ces colonnes Jean-Pierre Le Goff, la disparition des grandes idéologies avait pu laisser croire à l'avènement d'un monde unifié et pacifié sous la triple modalité de l'économie de marché, d'Internet et des droits de l'homme. Cette illusion se dissipe brutalement : nous vivons la fin de la fin de l'Histoire. L'Histoire fait son retour dans un pays et sur un continent qui se croyaient définitivement hors d'atteinte. Et cette Histoire n'est pas belle à voir. Ce n'est pas la réalisation triomphale de l'esprit décrite par Hegel. Ce n'est pas le grand récit palpitant de l'émancipation universelle. Ce n'est pas le progrès de l'humanité jusqu'à son accomplissement final. Ce n'est pas, entre guerre d'Espagne et 2<sup>e</sup> DB, la geste héroïque rêvée par Régis Debray et tant d'autres. Bref, ce n'est pas Madame H. (2), c'est l'Histoire avec une grande hache, qui, au titre de « croisés », d'« impies » ou d'« idolâtres », peut nous faucher n'importe où, à tout moment, quels que soient notre âge, notre sexe, notre profession ou notre appartenance. Les spectateurs du Bataclan et les clients de La Bonne Bière, de La Belle Équipe, du Carillon et du Petit Cambodge ne portaient

pas d'uniforme. Ils ne militaient pour aucune cause, ils ne remplissaient aucun mandat. Ils buvaient un coup, ils partageaient un repas, ils écoutaient un concert : ils ont pourtant été tués. Nous avons beau vivre en démocratie, le totalitarisme de l'Histoire est désormais notre lot. Totalitarisme, en effet, car, loin d'accoucher de la liberté, la violence qui se déchaîne est une calamité sans échappatoire, un fléau auquel personne n'est libre de se soustraire. Envolée comme promesse, l'Histoire ressurgit comme destin et nous dépouille pour longtemps de notre droit à l'insouciance. Pour résumer le bonheur parfait, les Juifs d'Europe centrale disaient : « Wie Gott in Frankreich. » Selon Saul Bellow, cette expression signifie que « Dieu serait parfaitement heureux en France parce qu'il ne serait pas dérangé par les prières, rites, bénédictions et demandes d'interprétation de délicates questions diététiques. Environné d'incroyants, Lui aussi pourrait se détendre le soir venu tout comme des milliers de Parisiens dans leur café préféré. Peu de choses sont plus agréables, plus civilisées qu'une terrasse tranquille au crépuscule. » Paris était « la ville sainte de la laïcité », mais les massacres du 13 novembre ont fait le malheur de Dieu.

**Une rhétorique antiterroriste rythme les discours de nos gouvernants et de nos politiques. Notre ennemi, c'est le terrorisme ?**

Nous avons voulu, avec l'Union européenne, instaurer le règne de la paix perpétuelle. Notre grand rêve helvétique se fracasse aujourd'hui sur la réalité de l'islamisme. De la haine qu'il nous voue, cet ennemi n'a jamais fait mystère. Il joue cartes sur table et pourtant nous avons longtemps refusé de l'identifier. Lâcheté ? Non, mémoire. Du Juif, c'est-à-dire, selon l'expression de Jankélévitch, de l'Autre indiscernable, de l'Autre imperceptiblement Autre, Hitler avait fait l'ennemi, et même l'ennemi absolu. Pour

ne pas récidiver, le parti intellectuel composé aujourd'hui d'universitaires, de journalistes et de personnalités du show-biz en appelle, quand surgit l'ennemi, au respect de l'Autre. Dans l'Europe posthitlérienne, l'antiracisme tient lieu de vision du monde et on expie le fait d'avoir pris l'Autre pour l'ennemi en prenant l'ennemi pour l'Autre. Ce contresens fatal a survécu au 11 janvier. Survivra-t-il au traumatisme du 13 novembre ? C'est toute la question.

**Avant le 13 novembre, le débat intellectuel était très tendu. L'unité nationale est-elle possible chez les intellectuels ?**

Les semaines qui ont précédé le carnage ont été occupées par une campagne de presse assourdissante contre les « néoréacs ». Les éditorialistes dressaient des listes. Des historiens, des sociologues, des philosophes, des « humoristes » même s'inquiétaient des risques de contamination et préconisaient la plus extrême vigilance. Ma tête était mise à prix pour ce crime : nommer l'ennemi au lieu de dénoncer les humiliations infligées à l'Autre et de faire le procès du Même (c'est-à-dire de l'identité nationale). Contre cette pensée « nauséabonde » et «

putride » , L'Obs a battu le rappel des nouveaux intellos de gauche et promis sur une pastille jaune (oui, jaune !) en couverture « 0 % de Finkelkraut, Zemmour et les autres », et Alain Badiou, sur le site de ce journal où soufflait naguère l'esprit d'Albert Camus, a expliqué le plus sérieusement du monde qu'il ne pouvait se rendre à mon émission « Répliques » (où je l'avais invité pour le mois de janvier prochain) du fait du « devenir central » dans ma pensée « du concept néonazi d'État ethnique ». Le fils d'un rescapé d'Auschwitz nazifié alors qu'il puise

son inspiration dans l'oeuvre de Péguy et non dans celle de Barrès ou de Vacher de Lapouge ! Cette impudence témoigne de la férocité de l'idéologie aujourd'hui en France. Démentie par les faits, elle se jette sauvagement

sur celui qui les rapporte. On préfère anéantir le messager plutôt que d'entendre un message qui oblige à voir la réalité et à penser autrement.

### **Voir la réalité, n'est-ce pas résister à la tentation de l'amalgame ?**

Par la multiplication des attentats, l'État islamique veut provoquer des lynchages, des attaques de mosquées, des agressions contre les femmes voilées et déclencher ainsi une guerre civile. Ce serait donc tomber dans le piège mortel qu'il nous tend que d'incriminer l'ensemble des musulmans de France. Nombre d'entre eux se sentent pris en otages par les barbares. L'islamisme n'est pas tout l'islam, loin s'en faut. Mais ce n'est pas non plus un phénomène marginal ni une création de l'Occident. Nous n'avons pas, par nos politiques néocoloniales, nos guerres impérialistes et nos pratiques discriminatoires, enfanté ce monstre. Nous ne payons pas pour nos crimes. L'obligation du djihad, rappelle Bernard Lewis, se fonde sur l'universalité de la révélation musulmane : « Cette obligation n'a de limite ni dans le temps ni dans l'espace. Elle doit durer jusqu'à ce que le monde entier ait rallié la foi musulmane ou se soit soumis à l'autorité de l'État islamique. Jusqu'à ce moment, le monde est partagé en deux : la maison de l'islam et la maison

de la guerre. Entre les deux existe un état de guerre moralement nécessaire, juridiquement et religieusement obligatoire jusqu'au triomphe final et inévitable de l'islam sur l'incroyance. » Bref, le djihad n'est pas un retour de bâton, c'est un projet de conquête. L'Occident doit se défaire de la croyance mégalomane que, pour le meilleur et pour le pire, c'est toujours lui qui mène le bal. Il faut en finir avec l'ethnocentrisme de la mauvaise conscience. Les islamistes ne sont pas des corollaires, ce sont des sujets historiques à part entière. Aujourd'hui l'État islamique a une adresse. Le califat n'est plus un rêve mais un lieu. On peut donc et on doit répondre par la guerre à la terreur qu'il répand. Daech constitue une menace pour le monde entier. Mais ce n'est pas en bombardant Raqqa qu'on réglera le problème posé par la sécession culturelle à Molenbeek et dans de nombreuses cités françaises ou par la montée de l'intégrisme religieux jusque chez les chauffeurs de bus de la RATP.

### **Sommes-nous prêts pour cette longue lutte ?**

Lutter contre l'islamisme, c'est se donner les moyens de reprendre les territoires perdus de la nation en reconstruisant l'école républicaine abêtie, abîmée et même saccagée par un demi-siècle de réformes démagogiques et en maîtrisant les flux migratoires, car

plus il y a d'immigrés venus du monde arabo-musulman, plus la communauté nationale se fragmente et plus se développe la propagande radicale. Mais est-il encore temps ?

### **Dans votre dernier ouvrage, *La Seule Exactitude* (Stock), vous méditez sur le sursaut du 11 janvier, les espérances et les déceptions que cette marche a pu faire naître. S'agit-il désormais d'histoire ancienne ?**

L'esprit du 11 janvier était un leurre. Mon seul et fragile espoir est que le 13 novembre nous ait enfin ouvert les yeux.

*Vincent Tremelet de Villers, Le Figaro, 21 novembre 2015*

## **ALAIN FINKIELKRAUT: UN ÉTRANGE RÉPUBLICAIN**

### **Le philosophe voit l'actualité mondiale dans un prisme religieux, ethnique, antimoderne et la France à travers la lunette déformante d'un pessimisme sans rémission.**

C'est tout de même autre chose que Zemmour... Pendant deux ans, Alain Finkielkraut a commenté l'actualité - ou, plus exactement, son actualité, soigneusement choisie pour illustrer ses idées - sur l'antenne de la Radio communale juive (RCJ) et dans le magazine d'Elisabeth Lévy, Causeur. Il en a tiré un livre fait de mélanges intelligents et rapides, écrits d'une plume élégante, qui contrastent avec les philippiques fiévreuses qu'il dispense à la télévision. Sa lecture est utile parce qu'on y trouve deux choses : un relevé de certaines erreurs patentes de la gauche, qui doivent faire réfléchir tous les progressistes ; mais aussi un corps de doctrine qui

sert, désormais, d'armature au conservatisme français, hostile à l'islam, à la modernité technique et, au bout du compte, à la liberté.

Au fil des chroniques, le philosophe appelle de ses vœux une France qui sera inévitablement conduite, si ses idées l'emportaient, à restaurer des frontières fermées. Le tout dans un monde en pleine révolution dont on s'isolerait dans l'espoir de s'en protéger, ce qui serait la voie la plus sûre vers le déclin.

On rend volontiers des points à «Finky» sur nos propres ridicules. On en est d'autant plus à l'aise pour rejeter

l'avenir étrié qu'il nous propose. Des erreurs ? Il y en eut, il y en a. Quand plusieurs profs ont alerté l'opinion sur les «territoires perdus de la République», ces quartiers où l'enseignement des valeurs républicaines devenait difficile en raison de réactions communautaires inadmissibles, beaucoup à gauche ont ignoré, ont minimisé, ont camouflé cette rupture du contrat démocratique dans le souci de ne pas «stigmatiser» la minorité musulmane.

Erreur cardinale : il faut évidemment stigmatiser les comportements contraires aux principes de liberté et de droits de l'homme et qui sont, en général, l'effet de menées intégristes. Cette stigmatisation est nécessaire pour gagner justement à la cause de la République les musulmans qui souhaitent s'intégrer en France et qui sont la grande majorité. De la même manière, il faut se montrer intraitable avec les préjugés antisémites qu'on observe dans une partie de l'islam français. Aussi bien, une partie de la gauche a traité de manière fruste la question de l'identité nationale. Parce que ce thème était exploité par des forces intolérantes, on l'a déclaré tabou. Pourtant, il n'y a rien de honteux à aimer son pays, à partager un héritage, une histoire, à défendre la culture française, celle de Molière, Hugo ou Camus et à promouvoir l'identité française, dès lors qu'on y inclut, au premier chef, la geste républicaine, la saga du mouvement ouvrier ou l'héroïsme de la Résistance.

Pour s'intégrer, il faut s'intégrer à quelque chose et non à une forme vide. Toutes les minorités présentes en France

doivent le comprendre. Mais ces rappels n'autorisent pas celui qui fait profession de culture et d'intelligence à charger comme il le fait la minorité musulmane de tous les péchés. Alain Finkielkraut est minutieux, intraitable, implacable avec les dérapages d'un certain communautarisme musulman. Cette croisade occupe pratiquement la moitié de ses chroniques d'actualité sur deux ans, toutes hostiles aux musulmans. Jamais il ne donne un exemple d'intégration réussie, de Français musulman illustre et précieux à la nation, de cohabitation paisible. Il condamne rapidement le racisme et déploie toute son énergie à critiquer l'antiracisme.

Dans cette anthologie soi-disant républicaine, on passe des juifs aux musulmans, des musulmans aux juifs, de la naïveté de la gauche à la candeur coupable des progressistes, avec, au passage, quelques déplorations passéistes sur la nocivité d'Internet et des nouvelles technologies. Des inégalités sociales, des excès de la finance, du défi écologique, de la crise démocratique, il n'est jamais question. Bref, on voit l'actualité mondiale dans un prisme religieux, ethnique, antimoderne et la France à travers la lunette déformante d'un pessimisme sans rémission. Alain Finkielkraut se définit comme républicain, ce qu'on veut bien croire. Mais de la République, il n'a ni l'optimisme historique, ni la confiance dans la science et l'industrie, ni le sens de l'égalité qu'il voit comme une illusion, ni l'amour de la liberté, dont il se méfie comme de la peste, ni le réflexe universaliste, tout occupé qu'il est des questions communautaires. Etrange républicanisme.

*Laurent Joffrin, Libération, 7 octobre 2015*

## ALAIN FINKIELKRAUT JOUE AVEC LE FEU

**Toute l'oeuvre d'Alain Finkielkraut est vouée à sauvegarder un certain rapport aux textes, une façon de les recueillir comme un legs fragile, exigeant de nous prévenance et gratitude. Ce qui est en jeu, sous sa plume, c'est un amour du livre inséparable d'un art d'hériter.**

D'où la première gêne qui saisit son fidèle lecteur au moment de refermer *L'identité malheureuse*. Avant qu'il ait pu l'avoir en main, ce nouvel essai était déjà brandi par des agitateurs désinvoltés : des patrons de presse qui décident de mettre un livre à la «une» sans même y avoir jeté un oeil ; des animateurs télévisuels qui considèrent le texte comme un prétexte, simple support à «clash», pure matière à «buzz»... Ceux-là ne lisent pas, ils misent. Quant aux autres, à ces femmes, ces hommes qui, année après année, ont lu les ouvrages de Finkielkraut dans la solitude et le silence, il leur faudra encore exercer leur jugement malgré le brouhaha. Et d'abord faire la part du déjà-dit, de l'inédit, du non-dit aussi.

Celle du déjà-dit n'est pas mince. Sur la muflerie des modernes, sur l'ensauvagement d'une école où plus personne n'est maître, sur cette société qui enseigne la jeunesse aux jeunes quand il faudrait leur transmettre la sagesse des aînés... on reconnaîtra ici des thèmes et un

style qui firent le charme des essais de Finkielkraut par le passé et qui continuent de donner à sa plume un souffle familial. On retrouvera aussi ses meilleurs ennemis, à commencer par les sociologues en général et Christian Baudelot en particulier, dépeints une fois de plus comme les princes du «politiquement correct», comprenez les souverains de notre temps. On notera encore l'ardeur intacte avec laquelle Finkielkraut épluche *Le Monde*, cet organe bien connu de la bien-pensance bobo, dont il raille de livre en livre les mêmes manchettes, parfois vieilles d'une décennie.

Quoi d'inédit, alors ? La tonalité et le vocabulaire plutôt que le sujet. Car l'inquiétude de Finkielkraut à propos de l'éducation est toujours allée de pair avec l'angoisse de l'identité. Fils et petits-fils de déportés, il est l'enfant du «plus jamais ça !» qui a suivi la Shoah et qui a rendu suspect tout éloge des racines. Dès ses premières parutions, le philosophe n'en a pas moins tenu à affronter

la question de l'appartenance. Son nouveau livre avance ici des idées intéressantes, et qui méritent débat. Ainsi affirme-t-il que l'Europe post-hitlérienne a cru surmonter ses mauvais démons en inventant le «romantisme pour autrui», c'est-à-dire l'orgueil identitaire pour tout le monde sauf pour elle-même. De même déplore-t-il que le Vieux Continent se réclame du cosmopolitisme mais ait renoncé à toute perspective universaliste, comme s'il n'avait plus aucune valeur à proposer au monde. Enfin, le philosophe moque ces élites qui célèbrent la diversité culturelle mais refusent d'en mesurer les effets : «Gloire aux différences, mais maudits soient ceux qui les voient à l'oeuvre !», résume Finkielkraut.

Toutefois la nouveauté du livre se situe bien du côté du lexique et du ton. Le vocabulaire, d'abord, se fait toujours plus national. Hier, Finkielkraut veillait sur la République, aujourd'hui il escorte «l'identité française». Hier, il s'en remettait aux instituteurs, hussards noirs des Lumières universalistes. Aujourd'hui, il ne jure que par les «autochtones», hussards blancs d'un obscur séparatisme. Naguère il soulignait les points aveugles du discours antiraciste, désormais il s'indigne surtout qu'on ne puisse plus prononcer fièrement le mot «race». Certes, Finkielkraut est conscient de jouer avec le feu, il le souligne lui-même. Mais tout se passe comme s'il s'en délectait : «Personne ne peut souhaiter porter à vie la marque des hommes infâmes. Il faut pourtant accepter de courir ce risque», minaude-t-il.

## Posture

Ainsi le ton se fait plus que jamais pamphlétaire : Finkielkraut se complaît dans le rôle d'un saint Jean-Baptiste, voix clamant dans le désert, porteuse d'une vérité qui crève les yeux et dont pourtant personne ne veut. Posture qui finit par faire symptôme d'un échec. Et de fait, quand le philosophe approche les parages les plus risqués de sa réflexion, il se brûle. Après Hitler, peut-on encore penser une appartenance non moisie, un «nous» sans exclusion du «eux», une patrie charnelle

sans charnier universel ? Voilà trois décennies que Finkielkraut tourne autour de cette interrogation. On pense par exemple à la belle étude qu'il a consacrée à Péguy, *Le Mécontemporain* (Gallimard, 1991). On songe aussi à *La Défaite de la pensée* (Gallimard, 1987), un classique dont *L'Identité malheureuse* reprend presque à l'identique certains mouvements argumentatifs.

Mais si Finkielkraut se brûle au feu de l'identité, c'est peut-être qu'il ne s'appartient plus lui-même. Le ton et le lexique qui marquent l'écriture de ce livre manifestent une aliénation exaltée. Et c'est là qu'intervient le non-dit, qui a pour nom Renaud Camus. Avec les écrits politiques de ce dernier, *L'Identité malheureuse* partage des mots, des références et surtout la même obsession d'une double décadence : celle de la «Grande Déculturation» (par l'école) et celle du «Grand Remplacement» (par «l'immigration de peuplement»). Chez l'un comme chez l'autre, la France devient une «auberge espagnole» où les «Français qu'on n'ose plus dire de souche» ne savent plus où ils habitent. «Quand le cybercafé s'appelle «Bled.com» et que la boucherie ou le fast-food ou les deux sont halal, ces sédentaires font l'expérience de l'exil (...). Ils n'ont pas bougé mais tout a changé autour d'eux», écrit Finkielkraut. «Sur les lieux mêmes de ma culture et de ma civilisation je marchais dans une autre culture et une autre civilisation», note Renaud Camus (*Le Grand Remplacement*, éditions David Reinharç, 2011).

On pensait que *L'Identité malheureuse* marquait le retour de Finkielkraut à la prose politique après son essai sur l'amour. En réalité, ce nouveau texte sonne encore comme une protestation d'amour ; il témoigne d'une passion véhémente pour Renaud Camus. Car le châtelain du Gers n'y est pas seulement cité par son ami et protecteur, il le ventriloque littéralement. Cet élan affectif pourrait avoir sa beauté. Encore faudrait-il qu'il soit pleinement assumé. Et qu'Alain Finkielkraut précise jusqu'où va sa passion pour un écrivain qui a très officiellement déclaré sa flamme à la présidente du Front national.

*Jean Birnbaum, Le Monde, 23 octobre 2013*

# DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. ALAIN FINKIELKRAUT

**M. Alain FINKIELKRAUT, ayant été élu à l'Académie française à la place laissée vacante par la mort de M. Félicien MARCEAU, y est venu prendre séance le jeudi 28 janvier 2016, et a prononcé le discours suivant :**

Mesdames, Messieurs de l'Académie,

En manière de préface au récit débridé que lui a inspiré le tableau d'Henri Rousseau La Carriole du père Juniet, Félicien Marceau relate le dialogue suivant :

– La carriole du père Bztorski ? dit le directeur de la galerie. Qu'est-ce que ça veut dire ?

– C'est le titre de mon tableau, rétorqua le douanier Rousseau.

Le directeur plissa son nez, qu'il avait fort grand, et agita son index, qu'il avait fort long.

– Mon pauvre ami, avec ce titre-là, vous ne le vendrez jamais, votre tableau.

– Tiens ! Pourquoi ? dit Rousseau qui, de son passage dans l'administration de l'octroi, avait gardé le goût d'aller au fond des choses.

– Bztorski ! reprit le directeur avec force. C'est un nom à éternuer, ça. Mon cher monsieur, retenez bien ceci : un client qui éternue, c'est un client qui n'achète pas.

Et, rêveusement, il énonça :

– Ce doit être une loi de la nature.

– Alors, qu'est-ce qu'on fait ? dit Rousseau.

– Mettez Juniet et n'en parlons plus, dit le directeur. C'est le nom d'un de mes cousins. Un négociant. Très honorablement connu dans tout le Gâtinais, ajouta-t-il après un temps et sans doute pour balayer les dernières réticences du peintre.

Telle est la scène qui, s'il faut en croire le célèbre historien d'art Arthème Faveau-Lenclume, se serait déroulée, par une belle journée d'octobre 1908, dans une modeste galerie de la rue des Saints-Pères.

Nous sommes en janvier 2016. Et un nom cacophonique, un nom dissuasif, un nom invendable, un nom tout hérissé de consonnes rébarbatives, comme Bztorski ou mieux encore, comme Karfunkelstein, le patronyme dont l'extrême droite avait affublé Léon Blum pour faire peur aux bons Français, un nom à éternuer en somme, et même, osons le dire, un nom à coucher dehors, est reçu aujourd'hui sous la coupole de l'institution fondée, il y aura bientôt quatre siècles, par le cardinal de Richelieu.

Né quelque dix ans seulement après cette diatribe du futur académicien Pierre Gaxotte contre le chef du gouvernement de Front populaire : « Comme il nous hait ! Il nous en veut de tout et de rien, de notre ciel qui est bleu, de notre air qui est caressant, il en veut au paysan de marcher en sabots sur la terre française et de ne pas avoir eu d'ancêtres chameliers, errant dans le désert syriaque avec ses copains de Palestine », l'héritier de ce nom n'en revient pas. Il éprouve, en cet instant solennel, un sentiment mêlé de stupeur, de joie et de gratitude. S'appeler Finkielkraut et être accueilli parmi vous au son du tambour, c'est à n'y pas croire.

Ce nom d'ailleurs, je ne l'ai pas toujours porté au complet. Pour simplifier la vie des professeurs, pour ne pas affoler le personnel administratif, et pour éviter à mes condisciples la tentation d'une plaisanterie facile sur la dernière syllabe, mes parents ont obtenu qu'à l'école ou au lycée je me fasse appeler Fink ou Finck. Je suis revenu à Finkielkraut quand ma carriole a quitté la classe, parce que je croyais pouvoir compter alors sur la maturité de mes interlocuteurs et que nous ne sommes plus en 1908 : comme ceux de l'affiche rouge, à prononcer mon nom est difficile. Après les années noires, l'honneur m'imposait de ne pas m'en défaire.

Et en ce jour, c'est aux miens que je pense. À mes grands-parents, que, comme la plupart des Juifs ashkénazes nés dans le baby-boom de l'après-guerre, je n'ai pas connus. À ce grand-père maternel qui, avec sa femme, dirigeait une entreprise de bois à Lvov, alors ville polonaise, mais qui, je l'ai appris tardivement, préférait l'étude et la fréquentation des livres sacrés. À mes parents bien sûr, qui ne sont pas là pour connaître ce bonheur : l'entrée de leur fils à l'Académie française alors que le mérite leur en revient. Non qu'ils aient éprouvé à l'égard de la France une affection sans mélange. C'est de France, et avec la complicité de l'État français, que mon père a été déporté, c'est de Beaune-la-Rolande, le 28 juin 1942, que son convoi est parti pour Auschwitz-Birkenau. Le franco-judaïsme alors a volé en éclats, les Juifs qui avaient cru reconnaître dans l'émancipation une nouvelle sortie d'Égypte, ont compris qu'ils ne pouvaient pas fuir leur condition. Pour le dire avec les mots d'Emmanuel Levinas, la radicalité

de l'antisémitisme hitlérien a rappelé aux Juifs « l'irrémissibilité de leur être ». La judéité n'était plus soluble dans la francité et mes parents auraient été désolés de me voir m'assimiler à la nation en lui sacrifiant mon identité juive même si cette identité ne se traduisait plus, pour eux ni donc pour moi, par les gestes rituels de la tradition. Ce qu'ils voulaient ardemment néanmoins, c'est que j'assimile la langue, la littérature, la culture française. Et ils pouvaient, à l'époque, compter sur l'école. Ils voulaient à l'enfant unique que j'étais un amour inconditionnel mais ils ne lui ont pas vraiment laissé d'autre choix que d'être studieux et de ramener de bons bulletins. J'ai donc appris à honorer ma langue maternelle qui n'était pas la langue de ma mère (la sienne, le polonais, elle s'est bien gardée de me l'enseigner, pour que s'exerce en moi, sans partage et sans encombre, le règne du vernaculaire). J'ai appris aussi à connaître et à aimer nos classiques. Pour autant, le fait d'être français ne représentait rien de spécial à mes yeux. Comme la plupart des gens de mon âge, j'étais spontanément cosmopolite. Le monde où j'évoluais était peuplé de concepts politiques et, l'universel me tenant lieu de patrie, je tenais les lieux pour quantité négligeable. L'Histoire dont je m'entichais me faisait oublier la géographie. Comme Vladimir Jankélévitch, je me sentais libre « à l'égard des étroitesse terriennes et ancestrales ». La France s'est rappelée à mon bon souvenir quand, devenue société post-nationale, post-littéraire et post-culturelle, elle a semblé glisser doucement dans l'oubli d'elle-même. Devant ce processus inexorable, j'ai été étreint, à ma grande surprise, par ce que Simone Weil appelle dans *L'Enracinement* le « patriotisme de compassion », non pas donc l'amour de la grandeur ou la fierté du pacte séculaire que la France aurait noué avec la liberté du monde, mais la tendresse pour une chose belle, précieuse, fragile et périssable. J'ai découvert que j'aimais la France le jour où j'ai pris conscience qu'elle aussi était mortelle, et que son « après » n'avait rien d'attrayant.

Cet amour, j'ai essayé de l'exprimer dans plusieurs de mes livres et dans des interventions récentes. Cela me vaut d'être traité de passéiste, de réactionnaire, voire pire, et même le pire par ceux qui, débusquant sans relâche nos vieux démons, en viennent à criminaliser la nostalgie, et ne font plus guère de différence entre Pétain et de Gaulle, ou entre Pierre Gaxotte et Simone Weil. Le nationalisme, voilà l'ennemi : telle est la leçon que le nouvel esprit du temps a tirée de l'histoire, et me voici, pour ma part, accusé d'avoir trahi mon glorieux patronyme diasporique en rejoignant les rangs des gardes-frontières et des chantres de l'autochtonie. Mais tout se paie : ma trahison, murmure maintenant la rumeur, trouve à la fois son apothéose et son châtement dans mon élection au fauteuil de Félicien Marceau. De cet auteur prolifique, *Le Monde* disait, en guise d'éloge funèbre, qu'il est mort oublié le mercredi 7 mars 2012, à l'âge de 98 ans. Et il ne reste, en effet, rien de lui sur le site d'information Mediapart sinon cette épitaphe : « Félicien Marceau, un ancien collaborateur devenu académicien ».

Un défenseur exalté de l'identité nationale, oublieux de ses origines vagabondes et astreint à faire l'éloge d'un collabo : il n'y a pas de hasard, pensent nos vigilants, et ils se frottent les mains, ils se lèchent les babines, ils se régalaient à l'avance de cet édifiant spectacle. Les moins mal intentionnés eux-mêmes m'attendent au tournant et j'aggraverais mon cas si je décevais maintenant leur attente.

Je commencerai donc par là mon cheminement dans la vie et l'œuvre de celui à qui aujourd'hui je succède. Louis Carette, c'était son nom, est né à Cortenberg, dans le Brabant, le 16 septembre 1913. « Au commencement, écrit-il dans son autobiographie, *Les Années courtes*, il y eut un grand tumulte. » Ses premiers souvenirs sont des souvenirs d'épouvante : la guerre, le sac d'une ville, des incendies, des morts. « Ce n'est pas ça, l'enfance. Cela ne devrait pas être ça. C'est une aube, l'enfance, non ces clameurs, non cette peur. » La peur, donc, au lieu de l'aube, et les jours comme les nuits de Louis Carette en resteront à jamais marqués. Fils de fonctionnaire, il fait ses études au collège de la Sainte-Trinité à Louvain. Ses professeurs étaient des prêtres. L'un d'entre eux, le père Théodule, exerça sur l'élève de troisième qu'il était et sur l'écrivain qu'il allait devenir une influence décisive. Deux grands principes, en effet, structuraient tout son enseignement. Principe numéro 1 : « L'ennemi du style, c'est le cliché. Qu'est-ce que le cliché ? C'est quelque chose qui a été écrit avant nous. Il faut écrire comme personne [...]. Nous étions médusés, commente Félicien Marceau. Jusque-là nous pensions que bien écrire, c'était précisément écrire comme les autres, comme les écrivains. » Principe numéro 2 : il faut faire des comparaisons sans arrêt, « parce que, si on ne fait pas une comparaison, on ne voit pas. Or, le style, c'est faire voir ». Et, en bon pédagogue, le père Théodule fait suivre d'un exemple concret son affirmation péremptoire : « J'écris : il y avait des oiseaux sur les fils du télégraphe. Vous voyez quelque chose ? Non, rien du tout. Tandis que si j'écris : il y avait des oiseaux sur les fils du télégraphe, comme des notes sur une portée de musique, là, vous voyez quelque chose. Le style, c'est l'image. »

Félicien Marceau n'oubliera jamais cette double injonction. Elle déterminera aussi bien son art littéraire que sa philosophie de la vie. Ainsi, dans *Le Corps de mon ennemi*, choisit-il d'ouvrir les yeux du lecteur sur le recouvrement de la réalité par sa désignation, à l'aide d'une métaphore dont le comique évocatoire eût enchanté le père Théodule : « Chaque fois qu'on pose un mot sur une chose, c'est comme un veston qu'on accroche à une patère : la patère disparaît. » Il s'agit pour l'écrivain de remédier à cette disparition en congédiant, autant que faire se peut, les syntagmes figés du langage courant. Et nul doute que son maître hétérodoxe eût apprécié dans *La Terrasse de Lucrezia* l'image



de ces hommes qui, s'estimant très au-dessus de leur fonction, « les exercent avec condescendance, comme les tenant au bout d'une pince à sucre » ou, dans *La Grande Fille*, cette prise au mot rafraîchissante d'une image éculée : « Tout à leur bonheur, en étaient-ils à ne plus toucher terre ? Étaient-ils en quelque sorte en état d'apesanteur – devenus pareil à ces astronautes que l'on voit se déplacer dans leur habitacle avec des langueurs de baleine ? »

Mais j'anticipe. Après ses années de collègue, Louis Carette entre à l'Université de Louvain. Et là ce jeune catholique fait ses premières armes dans ce qui est alors le seul quotidien universitaire au monde : *L'Avant-garde*. C'est son entrée en littérature, et c'est aussi, sous l'égide d'Emmanuel Mounier, son entrée en politique. Il préside la sous-section de la revue *Esprit* fondée à Louvain en 1933 et il publie, le 19 mai 1934, dans les colonnes de *L'Avant-garde*, un réquisitoire aux accents pré-sartriens contre la passion antisémite : « L'antisémitisme est un sentiment de petit-bourgeois. Le petit-bourgeois mal élevé qui lourdement fait ressortir "sa supériorité de race". On comprend qu'il y tienne : c'est la seule qu'il ait et elle n'est basée que sur un préjugé. » Plus loin dans le même article, Carette enfonce le clou : « Ce préjugé, écrit-il, est un abus bien plus insupportable que l'intolérance religieuse ou politique car il vise la race. » Autrement dit, ce n'est pas de l'action ni même de l'opinion que l'antisémitisme fait un crime, c'est de l'être. Ce n'est pas la dissidence qu'il traque, c'est la naissance.

Mais cette génération née à la veille du grand carnage de 1914-1918 est, avant toute chose, pacifiste. La guerre qui éclate en Espagne en 1936 aurait pu modifier cette disposition d'esprit. Les antagonismes, en effet, sont clairs : « démocratie contre dictature, gauche contre droite, les militaires contre les civils ». Mais les gouvernements démocratiques abandonnent les républicains espagnols. Même le Front populaire en France se cantonne dans la non-intervention. De là, écrit Félicien Marceau, date « la désaffection, la méfiance, le mépris même » qui devait peu à peu entourer tous ces gouvernements. Alors que montent les périls, l'indifférence gagne. Chamberlain, Hitler, Daladier, Mussolini, le vieux monsieur et les trois caporaux de 1918 sont mis dans le même sac et le pacifisme apparaît décidément comme la seule voie.

Quand la guerre éclate, Louis Carette a vingt-sept ans et, depuis 1936, il est fonctionnaire à l'Institut national de la radiodiffusion. Mobilisé, il combat dans l'armée belge. Celle-ci est rapidement mise en déroute. Carette se replie avec son régiment en France. Après la reddition, il reprend ses activités sur le conseil de son ministre de tutelle. Mais, entretemps, l'I.N.R. a été rebaptisé Radio Bruxelles, et placé sous le contrôle direct de l'occupant. Il devient le chef de la section des actualités. En mars 1942, de retour d'un voyage en Italie, il trouve l'atmosphère alourdie : « Bien que l'Union soviétique et les États-Unis fussent entrés dans la guerre, l'Allemagne était partout triomphante. L'occupation partout se durcissait. Des attentats avaient eu lieu, suivis de menaces de représailles collectives. Je crois que c'est un peu plus tard seulement que commencèrent à se répandre des informations sur les camps d'extermination. Mais, à ce moment déjà, les mesures de plus en plus graves prises contre les Juifs en faisaient prévoir de pires. Si révoltantes qu'elles fussent, d'autres mesures allemandes pouvaient encore appartenir à la dure logique d'un ennemi occupant. Les mesures contre les Juifs, pour moi, c'était tout ensemble l'horreur et la démence. Je puis concevoir la dureté. Je suis fermé à la démence. Je résolu de donner ma démission. » Et ce geste ne lui est pas facile. Une autre morale objecte en lui à son sursaut moral : la morale de groupe. Deux hontes se disputent alors son âme : la honte, en restant, de collaborer avec un pouvoir criminel ; la honte, en prenant congé, de laisser tomber ses collègues et de manquer ainsi aux lois non écrites de la camaraderie, cette camaraderie où, dit-il dans *Les Années courtes*, l'expérience lui a appris à reconnaître « le huitième péché capital et le plus sot, le plus lâche. On ne compte pas les gestes niais, les articles imbéciles, les manifestes saugrenus qui ont été faits, écrits ou signés "pour les copains" ou pour ne pas mériter ce regard d'une seconde à l'autre devenu froid ». Il y a, dans ces quelques lignes, l'esquisse d'une phénoménologie de la banalité du mal.

S'extirpant de la glu de la camaraderie, Carette quitte donc la radio le 15 mai 1942. Il fonde sa propre maison d'édition, où il publie notamment le grand dramaturge Michel de Ghelderode, mais il ne choisit pas pour autant la voie de la Résistance. À la Libération, il apprend que la police le recherche, il fuit donc vers la France, en compagnie de sa femme, avec pour seul bien une valise et son Balzac dans l'édition de la Pléiade. En janvier 1946, il est jugé par contumace et condamné à quinze ans de travaux forcés par le conseil de guerre de Bruxelles qui, sur trois cents émissions, a retenu cinq textes à sa charge : deux chroniques sur les officiers belges restés en France, une interview d'un prisonnier de guerre revenant d'Allemagne, un reportage sur le bombardement de Liège et une actualité sur les ouvriers volontaires pour le Reich. Ces émissions ne sont pas neutres. Comme le dit l'historienne belge Céline Rase dans la thèse qu'elle vient de soutenir à l'université de Namur : « Les sujets sont anglés de façon à être favorables à l'occupant. » Cela ne suffit pas à faire de Carette un fanatique de la collaboration. Ainsi, en tout cas, en ont jugé le général de Gaulle qui, au vu de son dossier, lui a accordé la nationalité française en 1959 et Maurice Schumann, la voix de Radio Londres qui, en 1975, a parrainé sa candidature à l'Académie française.

La condamnation à quinze ans de travaux forcés assortie de l'interdiction à perpétuité de publier tout article et tout

livre est donc exorbitante. Reste ce fait incontournable : Louis Carette a choisi de travailler dans une radio dirigée par les Allemands alors que personne ne l'y obligeait et qu'il était à l'abri du besoin. Pourquoi ? La réponse à cette question se trouve dans son roman *Les Pacifiques*, écrit en 1943 et resté inédit jusqu'à sa publication en 2011 aux Éditions de Fallois. L'action se déroule à la veille du grand orage, et les personnages, impuissants, voient « la paix glisser dans le néant avec un sourire navré ». Ils ne sont pas révoltés par *Mein Kampf*, l'Anschluss, le dépeçage de la Tchécoslovaquie et la Nuit de cristal, mais par « la guerre immonde qui suscite tout ce qu'il y a d'immonde dans le cœur déjà si immonde des braillards. » Et quand la défaite est consommée, lit-on à la dernière page du roman, l'intelligence est de sauver les meubles.

L'ennemi des « pacifiques », ce n'est pas l'ennemi, ce sont, dans tous les camps, les gens qui rêvent d'en découdre. Et ces pacifiques sont d'autant moins enclins à résister qu'ils croient revivre une réédition de 1914, c'est-à-dire « d'un mécanisme narquois déclenché par mégarde et qui échappait aux hommes ». Un homme épouvanté en vaut deux : c'est fort de ce principe que Louis Carette choisit le pacifisme et s'y tient. L'histoire, en l'occurrence, n'est pas pour lui maîtresse de vie mais maîtresse d'erreur. L'expérience sur laquelle il s'appuie l'aveugle au lieu de l'éclairer. Le passé qui l'obsède lui dérobe l'effroyable nouveauté de l'événement qu'il est en train de vivre. Il oublie, à force de mémoire, que, comme l'écrit Valéry, le présent, c'est ce qui ne s'est jamais présenté jusque-là. Bref, il ne voit pas la discordance des temps et ceux qui, soixante-dix ans après, reprennent à leur compte dans leur nécrologie le jugement du conseil de guerre de Bruxelles, commettent un contresens analogue. Leur référence à eux, c'est Hitler, Maurras et la Deuxième Guerre mondiale. Ils jugent tout à cette aune, ils ne voient pas que depuis la conférence de Durban, organisée par les Nations unies en septembre 2001, l'antisémitisme parle la langue immaculée de l'antiracisme. Et, dès lors que les Juifs ne sont plus en butte au fascisme ou à la réaction, mais doivent répondre du comportement d'Israël, ils minimisent leurs tourments ou les abandonnent carrément à leur sort en tant que complices d'une politique criminelle. Leur invocation constante des heures les plus sombres de notre histoire ne protège pas les Karfunkelstein d'aujourd'hui contre la haine : elle les y expose.

Aux ravages de l'analogie, s'ajoutent les méfaits de la simplification. Plus le temps passe, plus ce que cette époque avait d'incertain et de quotidien devient inintelligible. Rien ne reste de la zone grise, la mémoire dissipe le brouillard dans lequel vivaient les hommes, le roman national qui aime la clarté en toutes choses ne retient que les héros et les salauds, les chevaliers blancs et les âmes noires. On met au pinacle le nom de Primo Levi, mais c'est Quentin Tarantino qui mène le jeu, c'est sur le modèle d'*Inglorious Basterds* que tout un chacun se fait son film. Je ne me sens pas représenté mais trahi et même menacé par les justiciers présomptueux qui peuplent la scène intellectuelle. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que tout jugement moral relève de la bêtise et de la présomption. Pourquoi comprendre sinon pour éviter les pièges de l'anachronisme et pour juger en connaissance de cause ? Ainsi, ce ne serait pas un progrès mais une défaite de la pensée que de laisser sans jugement l'inébranlable solidarité des perdants de l'histoire dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Au lieu de prendre la mesure de la catastrophe européenne, un certain nombre d'écrivains talentueux, regroupés autour des revues *La Table ronde* ou *La Parisienne*, firent flèche de tout bois contre ce qu'ils vivaient comme l'arrogance insupportable des triomphateurs. Sans se laisser entamer le moins du monde par la découverte de l'ampleur des crimes nazis, ils revendiquèrent pour eux la qualité de parias, de proscrits, de persécutés et la critique du résistancialisme leur tint lieu d'inventaire. Ils reconnaissaient que l'Occupation avait été une époque pénible, mais c'étaient les excès de la Libération qui constituaient pour eux le grand traumatisme. Félicien Marceau a toujours su préserver sa singularité. Reste qu'il faisait partie de cette société littéraire qui s'était placée sans état d'âme sous le parrainage des deux superchampions de l'impénitence : Jacques Chardonne et Paul Morand. Je suis donc fondé à penser avec regret que, pour l'essentiel, il en partageait l'humeur.

Voilà. J'ai tâché d'honorer sans faux-fuyant le rendez-vous qui m'avait été instamment fixé avec le passé de mon prédécesseur. Je peux donc aborder maintenant son présent, c'est-à-dire l'œuvre qu'il nous laisse.

Qui, il ? Félicien Marceau. Louis Carette avait à son actif un essai et trois romans. Mais arrivé en France, il a voulu, avant même de reprendre la plume, tourner la page. Il s'est donc doté d'un nouveau nom pour une nouvelle naissance et ce nom n'est évidemment pas choisi au hasard : il se lit comme une promesse de gaieté et d'insouciance après les sombres temps de la politique totale. Promesse tenue pour notre bonheur dans des romans comme *Les Passions partagées* ou *Un oiseau dans le ciel*. Mais la littérature prend un malin plaisir à contrarier les pulsions généralisantes, même celles des écrivains. Si tout est drôle ou cocasse chez Félicien Marceau, tout n'est pas délicieux, tout n'a pas le charme souriant de la légèreté, *Chair et cuir*, son chef-d'œuvre, est un livre grinçant et un voyage en eaux profondes. Lisons la première page :

« IL SE RÉVEILLA FRAIS ET DISPOS. Voilà d'où je suis parti. Voilà la brèche par où tout a passé. Tout – jusqu'au

drame – et le reste. La phrase clef. La phrase qui m'a permis de voir clair. De déceler l'imposture. Sans elle, je serais encore là, je ne sais où, comme un imbécile. Exclu, rejeté, seul enfin. Seul et perplexe, seul et désespéré devant un monde pour moi clos comme un œuf. À ne rien comprendre. À croire que. Alors que la réalité est que. Frais et dispos. "Le lendemain, je me suis réveillé frais et dispos." Partout. Les gens qui vous parlent, les gens dans le métro, les journaux. COMME SI TOUT LE MONDE SE RÉVEILLAIT FRAIS ET DISPOS. Comme si c'était une chose fréquente, normale, naturelle. N'est-ce pas ? Parce qu'enfin une phrase qu'on rencontre si souvent, on est bien forcé de penser qu'elle n'évoque rien d'exceptionnel, rien de curieux. Bon. »

Magis, le narrateur et le héros de l'histoire, fait, un jour, cet étrange constat : la vie ne ressemble pas au discours généralement tenu sur elle. Entre les mots préférés et les choses vécues, il y a un abîme dont personne ne paraît s'apercevoir. Car les hommes prennent pour l'être vrai le système formé par la rumeur, les préjugés, les lieux communs, les expressions toutes faites qui composent l'esprit du temps. Cartésiens et fiers de l'être, ils ont le cogito pour credo. « Je pense, donc je suis » disent-ils alors que, le plus souvent, au lieu de penser, ils suivent. Ils se veulent indépendants de la société. Mais cet individualisme est une chimère. La société ne leur est pas extérieure, elle leur colle à la peau. Dès qu'ils ouvrent la bouche, c'est elle qui parle. Ne s'étant jamais réveillé que l'haleine chargée et la bouche pâteuse, Magis a fini par comprendre que quelque chose ne tournait pas rond dans la langue. Au lieu de l'exactitude attendue, il y a vu à l'œuvre ce que Heidegger appelle la dictature du On : « Nous nous réjouissons comme on se réjouit ; nous lisons, nous voyons et nous jugeons de la littérature et de l'art comme on voit et juge ; plus encore nous nous séparons de la masse comme on s'en sépare. Nous nous indignons de ce dont on s'indigne. »

Les démocrates, les modernes que nous sommes, prétendent n'obéir qu'au commandement de leur propre raison, mais ils se soumettent en réalité aux décrets de l'opinion commune. Le bon sens apparaissant comme la chose du monde la mieux partagée, on se défie des supériorités individuelles, on refuse de se laisser intimider par les personnalités éminentes, mais du On lui-même, chacun est la victime consentante. Comme l'a montré Tocqueville, nous sommes, en tant que citoyens libres et égaux, les sujets dociles du pouvoir social.

Pourquoi citer ici Tocqueville et Heidegger ? Parce que si l'on veut comprendre la portée de Chair et cuir, il faut arracher ce roman à la gangue de la psychologie. Comme La Nausée ou L'Étranger, Chair et cuir explore les structures ontologiques de l'existence. Références écrasantes, dira-t-on. Non. Ce roman a ceci de Félicien qu'il est malicieux. La tournure populaire du style adopté donne lieu à des trouvailles surprenantes et toujours amusantes. Mais, comme l'a écrit profondément Chesterton, amusant n'est pas le contraire de sérieux, « amusant est le contraire de pas amusant et rien d'autre ».

Dans sa vie comme dans le récit qu'il en tire, Magis a donc décidé de rompre avec le système. Il ne se laissera plus dicter son identité par le babil du monde. Il ne fera plus entrer de force le vrai dans le carcan – ou dans le cocon – du vraisemblable. Il sortira, pour vivre et pour raconter sa vie, de l'œuf douillet de la doxa. Il brûlera ses vaisseaux sans égard pour le qu'en-dira-t-on. Faute de modèle qu'il pourrait suivre, Magis dispose, avant de se lancer dans cette téméraire entreprise, d'un parfait contre-exemple : les Mémoires d'Edgar Champion, son ancien condisciple. Cet écrivain, au faite de la gloire, a pris en apparence le risque de tout dire. Et, de fait, il révèle des choses qu'en général on passe sous silence : qu'il était sournois, menteur ; que, dès l'âge de douze ans, il n'était plus à tenir, qu'il se touchait, qu'il volait le linge de sa tante pour s'exciter dessus. Un homme se penche sur son passif, comme il l'écrit lui-même. Sauf qu'il tait l'essentiel. Et l'essentiel, la grande affaire, ce n'est pas la sexualité, comme le veut le système, qui a déjà absorbé Freud, l'essentiel, c'est – incroyable mais vrai – l'essence.

« C'était son vice, à ce garçon, sa manie, son plaisir. Il était toujours fourré dans les garages, à renifler les bidons. Il se mettait dans un coin, le nez sur un bidon, et il ne bougeait plus, en extase, tout pâle, les narines pincées. Il la buvait même, l'essence. Il prenait les bouchons pour les lécher. Il ne s'en cachait pas, d'ailleurs.

– Il n'y a rien de plus bon, disait-il. »

Mais ce penchant, malgré sa promesse de sincérité absolue, le grand écrivain l'a prudemment retiré de la liste de ses anomalies. Il s'est dégonflé. Car l'essence, à la différence des culottes, ne figurait pas dans la table des dérèglements homologués par le système. Et Champion, qui songeait à sa carrière, a eu peur que cet hapax ne lui ferme les portes de l'Académie française. Alors, au moment de passer aux aveux, il s'est replié sur le bon vieil invouable de la tradition. Conclusion de Magis, martelée plusieurs fois dans le roman : « La littérature n'avance que grâce aux livres dont l'auteur accepte qu'on se foute de lui. » Ce qui rappelle cette confiance de l'écrivain Crémone, au début des Pacifiques : « Je ne reculerais pas devant ces petites vérités honteuses, mesquines, qui font la grandeur d'un livre. Ce que j'appellerais les vérités-Dostoïevski. Mais malgré soi, on pense à ses amis, on se préoccupe de sa figure. » Magis n'a pas cette préoccupation. Il raconte non son obsession de la sexualité, mais le mal de chien qu'il a eu à, selon son expression, « perdre sa fleur ». Bref, il descend de l'estrade : « Sur une estrade,

tout ce qu'on fait, ce n'est pas du mensonge, si on veut, mais ce n'est pas tout à fait la vérité, on se guinde, on fait le brave, l'avantageux, le bonnasse, on rigole, sans savoir de quoi. » Magis a pris la décision de vivre et d'écrire à sa hauteur.

« Quand on vit, il n'arrive rien, constatait Roquentin dans *La Nausée*. Les décors changent, les gens entrent et sortent, voilà tout. Il n'y a jamais de commencements, les jours s'ajoutent aux jours, sans rime ni raison, c'est une addition interminable et monotone. » Magis est un autre Roquentin : au lieu de mettre sa vie en mots pour en faire une aventure, il s'efforce, par le récit, de la soustraire au grand mensonge narratif des romans et des biographies traditionnelles. Allant jusqu'à abandonner les pourquoi et les comment bien machinés les uns dans les autres du principe de raison, il prend la vie comme elle est, avant que le système qui veille sur notre humanité ne se mêle de la faire tenir droit : un flot, un abandon, une pente. Une vie où les choses se mettent comme ça et où rien ne surnage.

Mais comme personne n'est parfait, Magis n'arrive pas à se déprendre de toutes les raisons et de tous les liens. Il s'est marié. Bientôt, la femme qu'il a très vite cessé d'aimer le trompe. Cette tromperie l'affecte, car à défaut d'amour, il reste relié aux autres – c'est sa vérité-Dostoïevski – par l'amour-propre. Il ne supporte pas d'être exclu, rejeté, méprisé. Alors qu'il était plongé dans une bienheureuse indifférence, il remonte à la surface, il tue sa femme et se débrouille pour faire condamner l'amant de celle-ci à sa place. Ce Dugommier a le système contre lui. Il prend vingt ans. Magis reste donc seul avec sa fille. Rousseauiste à sa manière, il veut par son éducation susciter un être qui ne doive rien au système. Il lui apprend donc à ne jamais censurer ses sentiments. Résultat : quand sa grand-mère lui rend visite, Marthe l'accueille par ces mots : « Papa, il dit toujours que tu nous emmerdes à venir comme ça. » Et quand la vieille dame éclate en sanglots : « Tu pleures, grande vache ! » Magis fait donc le vide, il s'affranchit de tous les liens humains, et voici les derniers mots du vide : « Il reste Marthe. Il reste nous deux, notre petite vie, notre petite planète. Qui ne cesse de s'éloigner. »

Ainsi l'homme qui met au jour le vice du système se révèle bien plus vicieux que celui-ci. Il finit par être libre, Magis, mais sa liberté a quelque chose de répugnant. Il n'est pas le preux chevalier de l'autonomie radicale, il est son triste sire. L'estrade ou le souterrain : au bout du compte, aucune option n'est satisfaisante. La thèse de Magis ne fait pas de Chair et cuir un roman à thèse. Devant l'affront infligé à sa pauvre grand-mère par une petite fille manipulée, on en vient même à se dire que l'hypocrisie a du bon, et que les formules convenues ne sont pas une aliénation détestable, mais une inhibition salutaire : elles n'incarcèrent pas les hommes, elles civilisent la société. Magis avait su nous enrôler dans son combat contre les poncifs et les clichés qui dérobent la vie à elle-même. Mais ce que son combat avait lui-même de systématique apparaît au moment de le quitter. Car sa pédagogie est un hommage involontaire aux protocoles de la civilité, aux lieux communs de la politesse ordinaire.

Félicien Marceau appartient à cette période bénie de notre histoire littéraire, où les frontières entre les genres n'étaient pas encore étanches. Les auteurs les plus doués circulaient librement d'une forme à l'autre et savaient être, avec un égal bonheur, romanciers, essayistes, dramaturges. L'œuf, écrit « en deux temps, trois mouvements », est ainsi la version théâtrale de *Chair et cuir*, et ce qui valut à cette pièce un succès mondial, c'est l'audace de sa composition autant que sa force comique et l'universalité de son propos. Marceau, qu'on classe paresseusement parmi les auteurs de boulevard, n'a pas usé pour nouer son intrigue de recettes éculées ; comme le dit Charles Dantzig dans son livre d'entretiens avec Félicien Marceau *L'imagination est une science exacte*, il a inventé une nouvelle formule théâtrale : la pièce écrite à la première personne. Le personnage principal raconte sa vie, et convoque les autres personnages pour les besoins des épisodes dont il veut nous faire part, se mêlant parfois à eux, puis revenant sur le devant de la scène pour raconter la suite. Dans *L'œuf*, comme un peu plus tard dans *La Bonne Soupe*, le coup de génie de Marceau consiste à transférer sur les planches un procédé tout naturel dans le roman : c'est le romancier en lui qui élargit le champ des possibles du théâtre.

Mais si la forme varie, la pensée de l'écrivain se caractérise par la constance de son questionnement. La virtuosité chez lui va de pair avec l'opiniâtreté. « Tous mes livres, écrit-il en 1994, sont une longue offensive contre ce que dans *L'œuf* j'ai appelé le Système, c'est-à-dire le signalement qu'on nous donne de la vie et des hommes. Ces lieux communs sont plus dangereux que le mensonge parce qu'ils ont un fond de vérité mais qu'ils deviennent mensonge lorsqu'on en fait une vérité absolue. » Et cette offensive lui paraît d'autant plus nécessaire, d'autant plus urgente même, qu'avec le règne des écrans, le Système est aujourd'hui au faite de sa puissance : « Dans votre signalement de l'homme, mon cher, dit l'un de ses personnages, n'oubliez pas la télévision. Qui, tous les soirs, sur nos querelles, sur nos angoisses, vient étendre ses maux, ses images, son ronron. Comme une nappe. Bien tirée. Sans un pli. »

Mais peut-on échapper au système autrement que ne le fait Émile Magis ? Peut-on sortir de l'œuf sans devenir un cloporte ? Oui, répond Félicien Marceau, et dans deux essais écrits à trente ans de distance, il prend l'exemple de Casanova. L'aventurier vénitien déploie, tout au long de sa vie, une insolente et insatiable liberté. Mais s'il refuse

de se laisser corseter par le principe de raison, ce n'est pas pour végéter béatement dans son magma. Loin de confondre la liberté avec l'indifférence, Casanova « est foncièrement un ami des femmes, entre les femmes et lui, il y a constamment connivence ». Il est donc l'anti-Magis. Et il est aussi, comme le montre magistralement Marceau, l'anti-Don Juan : « Que cherche Don Juan ? Non le plaisir mais la victoire. Sa vie est un perpétuel défi. Il a besoin d'un ennemi à vaincre, d'un obstacle à surmonter. Casanova, lui, cultive l'occasion et il est prompt à la saisir. » Il n'est pas l'homme du défi, mais l'homme de la disponibilité : dans le plaisir il ne cherche rien d'autre que le plaisir. La transgression restant dans un rapport de dépendance à l'égard de la loi, il s'affranchit simultanément de l'une et de l'autre. Jamais il n'éprouve le besoin de se poser en s'opposant : c'est un voluptueux, ce n'est pas un adversaire. Il choisit l'hédonisme, non l'héroïsme. Pour le dire d'un mot, Casanova ne met pas le système en question, il le met entre parenthèses. La liberté dont il fait preuve est « une liberté limitée à l'acte et que n'escorte aucune doctrine ».

On retrouve cette grâce chez certains personnages de Marceau comme Nicolas de Saint-Damien, le héros d'Un oiseau dans le ciel. Cet homme comblé est aimé de son épouse, de ses six belles-sœurs, de ses beaux-parents, et il coule des jours tranquilles dans l'hôtel familial de la rue Barbet-de-Jouy. Mais ce cocon l'étouffe. Alors, un jour, sans prévenir, il s'en va. « Il a filé comme un bas. Il s'est taillé comme un crayon ; dit Maïté, la meilleure amie de sa grand-mère. » De l'Angleterre à la Grèce, Nicolas de Saint-Damien affronte mille péripéties. Et voici, en six répliques, la morale de l'histoire :

« – D'abord comment va-t-il ?

– Il va très bien.

– Il est heureux ?

– Il est libre.

– C'est différent ?

– C'est l'étage au-dessus. »

Et puis surtout, il y a Marie-Jeanne, l'héroïne de Bergère légère. Quand nous faisons sa connaissance, c'est une grande fille de douze ou treize ans, charmante avec ses cheveux bruns coupés courts, ses pommettes rondes, ses yeux d'un bleu très foncé, son air insolent. Cet air, elle le conserve en grandissant. Marie-Jeanne n'est pas timide et peu lui importe le qu'en-dira-t-on. Elle aime « décontenancer, inquiéter, déranger ce calme où s'assoupissent les gens ». Sa vie hors des sentiers battus la conduit, avec sa bande, dans le village d'Etichove. Elle y rencontre, dans des circonstances qu'il n'est pas nécessaire ici de relater, le petit Boussais. Ils tombent amoureux. Ils vivent, sans savoir rien du lendemain, rattachés à rien, libres enfin. Mais lui doit faire son service militaire. Il pourrait ne pas se rendre à la convocation, il résiste à cette tentation car il ne sera jamais un réfractaire, un déserteur, un hors-la-loi. « Je suis un officiel, moi. Je le resterai malgré tout ce que tu as tenté de faire », dit-il à Marie-Jeanne, et n'étant pas à la hauteur de sa légèreté, il la perd.

« L'imagination est une science exacte », aime à dire Félicien Marceau. Mais il n'a pas imaginé Marie-Jeanne. Il ne l'a pas inventée. Il l'a rencontrée, comme il le raconte dans Les Années courtes, vers 1935. Elle était communiste, et c'était plus qu'une conviction, c'était un mode d'être et d'agir. Ce qui ne les empêchait pas, elle et lui, de fréquenter, le soir venu, des cafés obscurs et d'étranges boîtes de nuit. « Nous vivons, disait-elle, un moment de grâce. » Lorsque Louis Carette reçoit sa convocation militaire, Marie-Jeanne lui dit : « Nous pourrions partir, passer à l'étranger. » Il ne peut s'y résoudre. Le jour dit, Marie-Jeanne le conduit à la caserne et tout rentre dans l'ordre. Le petit Boussais, autrement dit, c'est Félicien Marceau. Et je me demande, à relire Bergère légère, et tous ses livres après Les Années courtes, si son amour éperdu de la liberté ne tient pas au fait qu'au moment crucial, il lui a préféré l'obéissance. Il me semble que cette œuvre, qui aurait pu faire sienne la maxime de Talleyrand – « ne pas élever d'obstacle entre l'occasion et moi » –, est toute entière habitée par la nostalgie de Marie-Jeanne.

J'en ai presque terminé et je m'aperçois qu'il manque à cet éloge la belle adaptation pour Giorgio Strehler, metteur en scène magique, de La Trilogie de la villégiature de Goldoni. Il manque Balzac et son monde, la somme érudite et affectueuse consacrée par Marceau à l'auteur qui l'a accompagné sa vie durant. Manquent aussi des romans aussi essentiels que Creezy ou l'histoire de ce fils de famille noceur et désœuvré qui devient L'homme du roi et que – démenti cinglant à la sagesse du Système – le pouvoir ne corrompt pas mais élève. J'aurais dû en outre faire halte à Capri, petite île et, plus généralement, faire un sort à l'Italie indocile, devenue au fil du temps la deuxième patrie de cœur de Félicien Marceau. Je dirai pour ma défense que je n'ai pas voulu être exhaustif. J'ai découvert une œuvre que, je l'avoue, je connaissais à peine, et Chair et cuir, un roman qui fait désormais partie de ma bibliothèque idéale, m'en a fourni la clé.

Arrivé au terme de ce périple, j'ai les mots qu'il faut pour dire exactement ce qui me gêne et même me scandalise

dans la mémoire dont Félicien Marceau fait aujourd'hui les frais. Cette mémoire n'est pas celle dont je me sens dépositaire. C'est la mémoire devenue doxa, c'est la mémoire moutonnaire, c'est la mémoire dogmatique et automatique des poses avantageuses, c'est la mémoire de l'estrade, c'est la mémoire revue, corrigée et recrachée par le Système. Ses adeptes si nombreux et si bruyants ne méditent pas la catastrophe, ils récitent leur catéchisme. Ils s'indignent de ce dont on s'indigne, ils se souviennent comme on se souvient.

La morale de toute cette affaire, ce n'est certes pas que le temps est venu de tourner la page et d'enterrer le devoir de mémoire, mais qu'il faut impérativement sortir celui-ci de « l'œuf » où il a pris ses quartiers pour lui rendre sa dignité et sa vérité perdues.

*<http://www.academie-francaise.fr/discours-de-reception-de-m-alain-finkelkraut>*

# RÉPONSE DE M. PIERRE NORA AU DISCOURS DE M. ALAIN FINKIELKRAUT

Monsieur,

Cher Alain Finkelkraut,

Il y a tout à parier que ce jour restera marqué d'une croix blanche dans les annales de votre vie. Non à cause de l'émotion que nous avons tous connue en descendant cet escalier, sanglés pour la première fois dans notre costume, au son des tambours et sous les sabres de la Garde républicaine. Non. Pour une raison particulière et qui n'appartient qu'à vous : pendant une heure, vous allez devoir m'écouter sans m'interrompre !

Je pourrais dire sur vous des horreurs, des erreurs. Et vous, dont l'image est associée à votre émission « Répliques » ; vous que notre ami Milan Kundera définissait un jour comme « l'homme qui ne sait pas ne pas réagir », vous devriez, vous l'intranquille, demeurer sans réplique et sans réaction.

Rassurez-vous, je n'abuserai pas du privilège momentané que me confère la mission dont m'a chargé notre Secrétaire perpétuel de vous recevoir parmi nous. Je commencerai même par évoquer quelques-uns des moments saillants d'une relation qui date maintenant de trente-cinq ans, des débuts de la revue *Le Débat*, à laquelle vous avez contribué par de nombreux et importants articles. Et qui émergent aussi de la sympathie que m'inspire votre personne dont me touche toujours l'émotivité désarmante. Et puis, contrairement à votre image publique de prophète tourmenté et brûlé d'une flamme intérieure, vous êtes, quand vous ne vous sentez pas menacé, d'un naturel gai, drôle, d'une éternelle juvénilité, spontanément porté vers les autres, un amateur de foot et de bonne blague. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à vos tout premiers livres *Ralentir : mots-valises !* et *Petit Dictionnaire illustré* dont je ne résiste pas, en ce cénacle d'hommes de lettres, au plaisir de citer, dès la lettre « a », la manière dont vous les définissez : « aigrivains ». Comme s'il y avait deux hommes en vous, et qu'en délicatesse avec votre temps, vous ne vous en accommodiez, somme toute, pas trop mal.

Notre amitié, cependant, je la qualifierais volontiers de proximité distante. Séparés que nous sommes, dirais-je, par tout ce qui nous rapproche et nous réunit : une sensibilité attentive au contemporain, un judaïsme de génération et d'enracinement décalé, un souci de l'école et de la transmission, un rapport intense à la France, à sa culture, à sa langue, à son histoire.

Je n'en prendrai pour exemple que la discussion que nous avons eue encore récemment dans *Le Débat* à propos du livre qui a tant contribué à votre exposition médiatique actuelle, que dis-je, votre omniprésence, *L'Identité malheureuse*. D'accord avec vous sur le constat – la désintégration de l'ensemble national, historique et social et même sur le naufrage d'une culture dans laquelle nous avons tous les deux grandi – j'exprimai mon désaccord sur les causes de cette décomposition. Vous aviez tendance à en faire porter la responsabilité principale sur l'immigration et à réduire le phénomène à la confrontation avec l'Islam. À mon sens, le mal vient de plus loin, de la transformation douloureuse d'un type de nation à un autre que tout mon travail d'historien a cherché à analyser. Ses causes sont multiples et l'immigration me paraît avoir joué surtout un rôle d'accélérateur, de révélateur et de bouc émissaire. En un sens, je suis, en historien, encore plus pessimiste que vous. L'identité nationale, vous disais-je, serait peut-être aussi malheureuse s'il n'y avait pas un seul immigré, car le problème principal de la France ne me paraissait pas la puissance de l'Islam, mais la faiblesse de la République. Peut-être les événements de cette dernière année sont-ils en train de me donner tort.

Ce sont cependant deux autres souvenirs du tout début de nos relations que je voudrais rappeler. D'abord parce qu'ils permettent d'évoquer deux éminents confrères disparus qui nous sont chers. Parce qu'ils éclairent aussi, chacun, des traits importants de votre personnalité.

Le premier est lié au cardinal Lustiger, qui n'était encore, à l'époque, qu'archevêque de Paris et dont *Le Débat* avait publié un de ses tout premiers entretiens, extraordinaire, traduit d'un quotidien israélien, sur les rapports du christianisme et du judaïsme et les conditions de sa conversion, pendant la guerre, à quatorze ans. Pour lui exprimer ma gratitude, j'avais, sur sa demande, réuni autour de lui une douzaine d'amis personnels, de Jacques Le Goff à Régis Debray, alors chargé de mission à l'Élysée. C'est d'ailleurs à cette occasion que j'ai fait la connaissance de Jean-Luc Marion, notre confrère. Mais c'est entre vous, Alain Finkelkraut et monseigneur Lustiger, que j'ai senti s'établir une immédiate connivence. Était-elle due à vos origines polonaises, une Pologne alors en plein *Solidarnosc* où Lustiger se refusait, malgré sa sympathie pour le mouvement, à aller apporter son encouragement parce que le pays, dans son souvenir, restait marqué par l'antisémitisme d'avant-guerre ? Était-elle due, cette connivence, à une commune immigration familiale des années trente ? À vos familles, toutes les deux si profondément marquées par

la Shoah, sa mère pour Jean-Marie Lustiger, vos grands-parents maternels et votre père, miraculeusement revenu, lui, de sa déportation à Auschwitz ? Un même souci d'Israël, alors malencontreusement engagé dans la guerre du Liban et que Lustiger nous racontait avoir arpenté à pied du haut en bas ? Ou simplement cette empathie qui portait, selon votre formule : « le croyant, qui sait qu'il croit » vers « l'athée qui croit qu'il sait » ? Toujours est-il que cette rencontre a été, paraît-il, à l'origine d'un échange amical et constamment entretenu.

L'autre souvenir va chez vous beaucoup plus loin. Dans ces mêmes années, François Furet, alors président de l'École des hautes études en sciences sociales, vous avait proposé, à la suite de votre séjour à Berkeley et de la publication du Juif imaginaire, de vous ouvrir les Hautes Études, à condition que vous vous lanciez dans une étude sérieuse soit sur l'Amérique, soit sur Israël. Mais votre tempérament n'était pas d'un spécialiste, ni même, pour l'agrégé de lettres modernes que vous étiez, la recherche en université, qui vous paraissait un enfermement. Votre choix, original à l'époque et neuf pour un intellectuel à vocation essayiste, c'était les médias, c'était la radio. Il vous paraissait qu'il y avait un espace public à ne pas abandonner aux politiques et aux seuls journalistes, une vie des idées à laquelle les médias en plein essor offraient un débouché. La radio particulièrement. Vous y avez merveilleusement réussi avec cette émission du samedi matin sur France Culture qui vient, longévité exceptionnelle, de célébrer son trentième anniversaire. Espace libre de réflexion, conversation au sens le plus noble du terme, celle qu'a si bien analysée notre ami Marc Fumaroli ; et dont vous avez tiré quatre anthologies sur vos domaines de réflexion privilégiés : la littérature, l'école, la France, l'écriture de l'extermination.

Votre boulimie langagière s'est quand même doublée d'un enseignement pendant près de vingt ans, mais d'un enseignement très spécial et généraliste, la philosophie à l'École polytechnique. Je me souviens quand Bernard Pivot a cessé « Apostrophes » et que des noms circulaient de successeurs (je ne dis pas de remplaçants – impossible ! – mais de successeurs), d'avoir été de ceux qui vous poussaient. Votre refus catégorique m'a frappé : « Radio, si, télé, no ». La télévision, m'avez-vous dit, vous obligerait à être un personnage, la radio vous laissait être vous-même. Et pourtant, quel personnage télévisuel vous êtes devenu ! Survolté, convulsif, habité d'une gestuelle, disons, bien identifiable. Mais la télévision avait, alors, pris pour vous une autre fonction : celle de vous défendre d'une accusation caricaturale, une possibilité de faire appel. Bien du temps avait passé, bien des choses dont nous allons dans un instant parler.

Vous vous définissez comme philosophe, philosophe et écrivain. Philosophe d'un genre cependant très particulier, non professionnel. Vous partagez avec votre génération des vingt ans en 1968 ce mouvement qui consiste, dans le sillage de Michel Foucault, à détourner la philosophie vers des thèmes qui n'étaient pas les siens dans le discours classique et universitaire pour montrer la pertinence des analyses philosophiques sur des objets d'actualité, traditionnellement plutôt réservés aux sociologues ou aux historiens. Et du même coup, vous devenez l'homme de la pensée avec et de la pensée contre.

Cette manière apparaît dès votre premier livre, écrit en collaboration avec Pascal Bruckner. « Il m'a débloqué, dites-vous, sans lui je n'aurais peut-être jamais écrit. » Entre vous deux, jeunes, beaux, précoces et talentueux, c'est le coup de foudre. Pascal Bruckner a d'ailleurs consacré quelques années après à votre amitié fusionnelle de l'époque un roman, Qui de nous deux inventa l'autre ? qu'il a d'ailleurs plus tard supprimé de sa bibliographie ; mais surtout, dans son récit d'apprentissage et de formation, Un bon fils, paru l'année dernière, il vous a consacré un portrait magnifique de justesse et de générosité fraternelle. Votre duo d'amour intellectuel a précisément accouché d'un livre sur l'amour, Le Nouveau Désordre amoureux. C'est une réaction contre l'aspect libertaire de la libération sexuelle de 1968, ce « nouvel Empire du génital » ; et, déjà, une véhémence dénonciation du faux progressisme idéologique qui l'inspire. « Sous couleur de libérer le désir de l'obscurantisme amoureux, dites-vous, on renfloue, en lui conférant une légitimité nouvelle, la vieille haine virile du féminin. »

L'amour, c'est le premier thème de votre œuvre, et peut-être le principal, comme celui de votre vie. Vous lui consacrez un nouveau livre en 1984, La Sagesse de l'amour, dédié à celle qui allait l'année suivante devenir votre épouse et la mère de votre fils Thomas, Sylvie Topaloff, qui sut être votre amour dans les bons jours et, dans les moins bons, votre armure. Un livre étrange et complexe, à l'enseigne d'Emmanuel Levinas, où s'entrecroisent deux thèmes d'inspiration différente : le lien, d'ordre éthique, que Levinas établit entre l'éros et la confrontation à l'autre, à la présence et au visage de l'autre, où il voyait l'identité de l'être-au-monde. Et une réflexion personnelle dont Levinas n'est que la médiation, sur l'Autre comme image de l'altérité, grand thème de l'époque où l'Autre apparaît sous la figure de l'étranger, du fou, de l'exclu, du juif, du colonisé et même de l'autre en nous.

Et ce thème inspire encore un autre livre, en 2011, il n'y a pas si longtemps, Et si l'amour durait, quatre études où, à travers l'œuvre de Madame de La Fayette, d'Ingmar Bergman, de Philip Roth et de Milan Kundera, vous vous posez à vous-même, en cette époque de souveraineté apparente de l'amour, de triomphe de l'enfant de bohème devenu roi, les questions éternelles : suffit-il d'aimer pour savoir aimer ? L'amour lui-même est-il aimable ? L'amour durable



n'est-il qu'une chimère, un leurre, un dangereux mirage ?

Vous dont on a tendance aujourd'hui à ne plus voir que l'aspect politique et polémique de l'œuvre, c'est peut-être dans cette exaltation de l'Agapê, dans cet élan permanent vers l'autre, dans cette épreuve du prochain qu'il faut chercher la permanence de votre vérité.

Penser avec, penser contre. Toute votre œuvre n'est qu'affrontement, échange, invocation, vous vivez dans l'éros de la discussion, de l'entretien avec les vivants et les morts. Plus on rumine, dites-vous, et plus on dialogue. Et encore : « Nous ne comprenons que par le grand détour des signes d'humanité déposés dans les œuvres de culture. » Vous ne vous déplacez qu'en traînant un sac de livres et un cahier sous le bras. Votre manière même d'écrire est souvent le plus court chemin d'une citation à une autre, généralement magnifique. Il y a les grands intercesseurs, Hannah Arendt et Heidegger, Emmanuel Levinas et Milan Kundera. Jusqu'à vos interlocuteurs hebdomadaires, qui doivent être plus de cinq cents.

Le nombre et le volume de vos livres d'entretiens dépassent nettement ceux de vos œuvres personnelles : avec Antoine Robitaille, un journaliste québécois, sur le rapport au passé ; avec Paul Soriano sur la malédiction d'Internet ; avec le philosophe allemand Peter Sloterdijk sur le monde comme il va ; avec le mao-talmudiste Pierre Victor redevenu Benny Lévy, sur la laïcité, le Livre et les livres ; avec Rony Brauman sur le conflit israélo-palestinien, la France et Israël, sous l'égide d'Élisabeth Lévy avec qui vous avez mené vos entretiens hebdomadaires de Radio communauté juive, publiés dans Causeur et aujourd'hui réunis sous le titre La Seule Exactitude ; avec Alain Badiou, une Explication, aux deux sens du mot, sur vos visions du monde que tout oppose. Vous avez besoin des autres, amis, ennemis, pour penser comme pour écrire et pour parler. Car les trois participent du même registre. Vous écrivez comme vous parlez, et vous parlez comme vous écrivez. Et puisqu'il m'arrive, à moi aussi, de fonctionner à la citation, je vous adresserais bien pour devise une belle formule de Fontenelle, mon ancêtre au fauteuil que j'occupe ici : « On s'accoutume trop, quand on est seul, à ne penser que comme soi. »

Dans votre œuvre abondante, il y a pourtant, si j'ose dire, un livre solitaire, Le Juif imaginaire, en 1980, votre carte de visite existentielle.

Soustrait par votre date de naissance, 1949, à ce qui ne s'appelait pas encore la Shoah, vous vous êtes retrouvé comme un bénéficiaire de l'horreur, ce que vous appelez cruellement « un rentier de l'extermination ». « Avec le judaïsme, dites-vous, j'avais reçu le plus beau cadeau dont puisse rêver un enfant de l'après-génocide. » Vous héritez d'une souffrance que vous n'aviez pas subie, vous étiez le persécuté qui n'endurait pas la persécution, « le pyjama rayé en robe de chambre ». Entouré d'une aura magique qui vous rendait intéressant, mystérieux, singulier, vous jouissiez en toute quiétude d'un destin exceptionnel. C'est ce judaïsme fabriqué dont vous allez devoir vous défaire, pour faire l'apprentissage d'un autre. Car être juif c'est, comme le dit pour vous Levinas, ne pas pouvoir fuir sa condition. Du romanesque donc, à la mémoire. Vous avez des pages émouvantes de sensibilité, pour décrire le cheminement de ce qui allait être votre vie : l'apprentissage lent et toujours inachevé de la mémoire et de la fidélité. « Mémoire volontaire, écrivez-vous par exemple, laborieuse, lacunaire, inclassable, et non pas présence en moi de deux mille ans d'Histoire. Le judaïsme ne m'est pas naturel : il y a entre moi et le passé juif une distance infranchissable ; avec la collectivité humaine emportée dans la catastrophe, je n'ai pas de patrie commune. L'impératif de mémoire naît avec la conscience douloureuse de cette séparation [...]. La judaïté, c'est ce qui me manque, et non ce qui me définit ; c'est la brûlure infime d'une absence et non la plénitude triomphante de l'instinct. J'appelle juive, en somme, cette part de moi-même qui ne se résigne pas à vivre avec son temps, qui cultive la formidable suprématie de ce qui a été sur ce qui est aujourd'hui. »

Ce beau livre aurait pu rester votre seul ouvrage sur le sujet, mais l'actualité vous a constamment rattrapé. Et comme toujours, vous n'avez pas pu vous empêcher d'y réagir dans l'urgence. C'est, en 1982, avec la poussée du faurissonisme et la tentative de révision du génocide venue, de surcroît, de l'ultra-gauche, L'Avenir d'une négation. C'est, l'année suivante, quand la guerre du Liban a mis Israël au ban de l'humanité et le sionisme en accusation, La Réprobation d'Israël, plaidoyer pour une critique rationnelle de cet État. C'est, en 1989, au moment du procès Barbie, La Mémoire vaine, une méditation sur le crime contre l'humanité. C'est, en 2000, en plein règne du « devoir de mémoire », Une voix vient de l'autre rive, beau titre venu de Levinas encore, une réflexion subtile et profonde sur ce qui se fait non plus contre la mémoire, mais au nom de la mémoire. C'est, en 2002, au moment de la seconde Intifada et quand se multiplient soudain les agressions antisémites dans les quartiers populaires, l'inquiétude devant la nouvelle forme d'antisémitisme qui se répand, gonflée d'une partie de plus en plus nombreuse de la gauche pro-palestinienne dont l'antisémitisme devient de plus en plus difficile à distinguer, parfois, d'un antisémitisme inavoué, Au nom de l'Autre, réflexions sur l'antisémitisme qui vient.

Le souci d'Israël ne vous a jamais quitté et votre ligne n'a jamais varié : un combat sur deux fronts. D'un côté, contre les partisans d'un grand Israël, contre la colonisation, pour la reconnaissance de deux États et la justice envers les

Palestiniens. De l'autre, contre ceux qui s'appuient sur la critique de la politique d'Israël pour délégitimer l'existence même de l'État.

Quand on constate la part immense de vous-même, de votre temps et de votre œuvre que vous avez consacrée à votre rapport au judaïsme, qui vous est consubstantiel, ou à la défense d'Israël, et qu'on la mesure à la minceur de mon propre travail sur la question, qui nous est pourtant commune, on se dit qu'en dépit de l'étoile de David que j'ai fait graver sur mon épée, de nous deux, le juif imaginaire n'est sans doute pas celui qu'on pense.

Trêve de bavardages, passons aux choses sérieuses.

L'intérêt de suivre maintenant votre œuvre, nombreuse, par livres repères ou groupe de livres, c'est de pratiquer ainsi une coupe sur trente ou quarante ans de vie intellectuelle française.

Votre pensée est très unitaire. Vos thèmes de prédilection restent inchangés et vous les déclinez avec une virtuosité d'expression qui donne parfois aux malveillants l'impression d'un ressassement obsessionnel, d'un piétinement répétitif, d'un enfermement en vous-même. Il n'empêche que ces thèmes s'inscrivent dans un grand cycle où s'individualisent trois inflexions successives majeures, sur lesquelles on peut mettre des mots clés : culture, présent, identité. Les années quatre-vingt, le tournant du siècle, aujourd'hui.

Un mot, si vous le permettez, sur chacun de ces moments.

Ce que l'on peut appeler la crise de la culture s'encadre dans un contexte historique, marqué par la fin de la croissance et les débuts de la dépression économique : par la fin de la coexistence pacifique qui laisse place à l'angoisse diffuse d'un incontrôle international ; par la fin de l'utopie révolutionnaire qui entraîne dans son sillage la fin de l'idée même du progrès. C'est dans ce contexte assombrissant, ce nouveau type de « malaise dans la civilisation », qu'avec quelques-uns j'ai créé la revue *Le Débat*, pour en appeler au rassemblement des intelligences ; et que j'ai conçu en même temps *Les Lieux de mémoire*, qui ambitionnaient de relire l'histoire de la France à la lumière de l'émancipation des minorités de toute nature, sexuelles, religieuses, sociales, provinciales : toutes minorités pour qui la recherche de leur propre « mémoire » était une manière d'en revendiquer l'insertion dans la grande histoire nationale. Mais là où je voyais encore, à l'époque, un mouvement libérateur, vous faisiez, vous, le diagnostic d'une évolution catastrophique, une menace sur la civilisation commune, une dissolution programmée de l'être collectif.

C'est ce que vous analysez longuement dans *La Défaite de la pensée*, qui date de 1987. Pour vous, l'affirmation d'une identité culturelle encourage désormais chaque peuple, chaque minorité, à retourner vers l'arrière et à délaïsser l'avenir commun. La nostalgie des origines, loin d'être une forme d'émancipation, amorce un renversement de la hiérarchie temporelle et supprime la construction d'un avenir. L'histoire comme ascension continue cède la place à l'irréductible diversité des mémoires.

La priorité donnée à la revendication de chacun à sa culture, au détriment de la participation à la culture vous paraissait d'autant plus dissolvante qu'il devenait évident à ce moment-là que le terme de culture avait pris deux significations ennemies. La première exprimait les grandes œuvres et les productions supérieures de l'esprit ; la seconde couvrait le tout culturel et n'importe quelle forme de culture populaire. Pas de différence de niveau désormais entre Shakespeare et une bande dessinée. Devant la montée en puissance de la culture de masse, l'exercice de la pensée se trouvait menacé, d'un côté par l'organisation technique du monde qui enferme les savoirs dans leur spécialité ; de l'autre, par le loisir culturel et l'industrie du divertissement. Conclusion : « La barbarie a fini par s'emparer de la culture. »

On devine aisément, devant cette « défaite de la pensée », ce qu'implique un réarmement intellectuel et moral de la France : la défense inconditionnelle de l'école républicaine, chargée de la transmission du patrimoine littéraire et creuset pour l'assimilation culturelle des enfants d'immigrés. Une école idéalisée où, dites-vous, « la communication n'aurait pas détrôné la transmission ; où l'émulation ne serait pas disqualifiée ; où l'idée de mérite serait considérée comme un acquis démocratique et non comme un scandale pour la démocratie ; où d'autres dimensions de la réalité seraient prises en compte que l'environnement social, et d'autres dimensions de temps que l'actualité ; où la différence entre information et connaissance ne serait pas tombée dans l'oubli ; où la laïcité n'aurait pas été vaincue par l'idolâtrie des consoles ». Cette profession de foi, que sur le fond, on ne peut que partager, vous allez inlassablement la défendre, contre les réformes du ministère Lang jusqu'à la récente réforme du collège, sans trop tenir compte des réalités du terrain ; en vous référant toujours à votre expérience personnelle d'enfant d'immigrés récents difficile à comparer à celle des enfants de récents immigrés ; en négligeant trop, surtout, que l'enseignement d'excellence dont vous avez encore bénéficié ne concernait que 20 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Ce qui change tout.

Cet idéalisme culturel va trouver son incarnation magnifiée cinq ans plus tard dans la personne de Charles Péguy

que vous fait connaître votre amie Élisabeth de Fontenay et que vous faites revivre sous le titre bien trouvé *Le Mécontemporain* (1991). Péguy, l'homme dans lequel vous allez vous reconnaître, vous sublimer, vous projeter. Condamné par la droite pour son dreyfusisme et son socialisme ; condamné par la gauche pour son nationalisme et accusé par elle de ralliement au parti de la réaction, associé même à Maurice Barrès et à Charles Maurras. Catholique français qui a su voir dans l'anarchiste juif Bernard Lazare un véritable prophète d'Israël et à ce titre détesté par l'Action française. Péguy, ce paysan normalien qui a trouvé ses héros dans les « hussards noirs de la République » ; ce pourfendeur des turpitudes et des vulgarités du matérialisme démocratique, cet inclassable, honni de tous et revendiqué par tous, l'homme de son temps brouillé avec son temps que vous allez relire à la lumière de Hannah Arendt et de Heidegger. La première pour sa critique de la barbarie du monde moderne, le second pour sa critique du monde de la technique.

Et puis je ne suis pas loin de penser que ce chrétien du Moyen Âge égaré à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, avec son martèlement de répétitions lancinantes, avec sa voix de gorge venue du fond du peuple et du fond des âges, exerce sur vous, Français de fraîche date amoureux de la littérature, juif laïque héritier des Lumières mais sensible aux échos d'une tradition millénaire, une fascination que, je vous l'avouerai, je partage.

Voilà pour le temps de la culture. Mais, au tournant du siècle, s'opère sur vous comme sur tant d'autres un grand basculement. On pourrait le mettre sous le signe de deux phrases célèbres : celle de Camus dans son discours de Stockholm disant qu'il ne s'agit plus de refaire le monde, mais d'éviter qu'il se défasse, celle de Roland Barthes dans son journal du 13 août 1977 : « Tout d'un coup il m'est devenu indifférent de ne pas être moderne. »

Ces deux phrases vieilles de plusieurs décennies vont reprendre du service en cette fin de siècle et ce début du troisième millénaire. L'histoire mondiale connaît alors un grand bouleversement avec la guerre que, le 11 septembre 2001, l'Islam politique et radical déclare à l'Occident ; comme la vie politique et nationale à l'élection présidentielle de 2002 où l'effacement de la gauche, dans ce pays qui a inventé la gauche, ne laisse place qu'à un affrontement de la droite et de l'extrême droite, en pleine expansion.

La vie intellectuelle va connaître en ces années-là, elle aussi, un durcissement.

Il s'enracine dans le sentiment général d'une discontinuité de l'hier et de l'aujourd'hui, d'une coupure radicale et définitive avec « ce monde que nous avons perdu », comme dit l'historien anglais Peter Lasslett ; et par voie de conséquence, dans l'évidence d'une spécificité absolue du temps présent qu'il s'agit de regarder en face et de tenter de décrypter avec les moyens du bord. La tâche de l'intellectuel est alors toute tracée : déchirer le rideau des apparences et des discours convenus, « nommer les choses, pour employer votre vocabulaire, et faire apparaître les réalités occultées par les formules toutes faites et les clichés des diverses bien-pensances ».

Si l'on veut donner un contenu précis à ce basculement, on dirait, en schématisant à l'extrême, qu'il consiste dans l'effacement de la frontière traditionnelle entre l'ancien et le nouveau, entre les progressistes et les conservateurs, au profit d'un clivage qui passe à l'intérieur du moderne auquel, de toute manière, tout le monde est condamné. Le fin mot de l'époque est peut-être donné par le titre que Philippe Muray donne à son recueil d'articles de 2005 : *Moderne contre moderne*. Et cette hégémonie du moderne secrète son antidote : le mot « antimoderne ». On le croirait de toujours tant il s'est répandu. Il fait pourtant son apparition au sens laïc en cette année-là, 2005, avec le titre qu'Antoine Compagnon donne à une galerie de portraits qui va de Joseph de Maistre à, précisément, Roland Barthes. Les antimodernes sont pour lui plutôt des modernes à contrecœur, le sel de la modernité, son revers, son repli, son creux. N'importe la nuance, le mot est lâché. Et il devient la marque d'une époque.

Antimoderne, qui va vous rester attaché, Alain Finkielkraut, est en vérité la version littéraire et distinguée d'un autre mot qui fait aussi son apparition dans un libelle de 2002 appelé à faire grand bruit, *Le Rappel à l'ordre*, de Daniel Lindenberg, qui porte en sous-titre le mot fatidique, *Enquête sur les nouveaux réactionnaires*. Son auteur enrôle dans cette méchante bande des écrivains comme Michel Houellebecq et Philippe Muray, des philosophes comme vous-même ou Marcel Gauchet, et même des historiens comme Pierre-André Taguieff et jusqu'à votre serviteur. Tous ceux, autrement dit, qui se réclament de la levée des tabous ; tous ceux qui considèrent de leur premier devoir de discuter les thèmes que la gauche traditionnelle, à laquelle d'ailleurs plusieurs appartiennent, tient pour des bienfaits indiscutables : la culture de masse, la liberté des mœurs, mai 1968, l'idéologie et la politique des droits de l'homme, la société métissée, l'innocence de l'Islam et jusqu'aux bienfaits de l'égalité que le mouvement irrésistible de la démocratie entraîne vers une indifférenciation générale, destructrice en fait de la démocratie. La Démocratie contre elle-même, comme titre aussi cette même année Marcel Gauchet un de ses recueils d'articles.

Ce court pamphlet, qui vient d'être réimprimé dans une édition augmentée et mise à jour, a déclenché sur le moment une énorme polémique. Il inaugure un réflexe qui n'a plus cessé jusqu'à aujourd'hui d'associer toute critique des dérives du progressisme à un retour suspect aux idées de Maurras. Il offre à la détestation publique

une liste noire qui s'est d'ailleurs élargie, mais en tête de laquelle vous avez, Monsieur, l'honneur de figurer. Michel Houellebecq, toujours sensible à l'air du temps, n'hésitait pas à y voir, je cite, « l'épisode le plus lourd de conséquences de la période qui s'ouvre » et concluait d'une formule ironique et prophétique : « L'homme de gauche est mal parti. »

Vous voilà donc mal parti, cher Alain Finkielkraut, parce qu'il n'est peut-être pas abusif de dire que c'est par des raisons de gauche, d'homme venu de la gauche (et même dans son extrême jeunesse, de l'extrême-gauche !) et qui à certains égards ne l'a pas vraiment quittée, que vous vous retrouvez sur des positions qui – quoi que vous en ayez – sont bien souvent celles de la droite ou y ressemblent : un pessimisme culturel et historique fondé sur le sentiment apocalyptique que l'on va soit à une implosion de notre système, soit à un retour en force ou en douceur d'un autoritarisme conservateur, si l'on continue à poursuivre des notions éphémères et piégées, telles que le « progrès » et « l'économie », au détriment des valeurs durables, telles que le respect des traditions, le culte de la transmission, l'héritage et la fidélité. Mal parti parce que la droite, la vraie, celle qui se reconnaît en vous, vous sait, en fin de compte, étranger à elle et que la gauche vous considère dorénavant comme un dangereux renégat.

Et le pire, c'est qu'à cette situation inconfortable vous paraissez prendre un malin plaisir. Est-ce votre inconscient victimaire qui vous pousse, par fierté, par défi, par indépendance d'esprit, à vous jeter dans tant de cas désespérés ? À défendre bec et ongles le pays des oustachis, du temps de la guerre en Yougoslavie, par attachement à la défense des petites nations, dont Kundera vous a appris les vertus ? À ne jamais vous départir d'une fidélité inconditionnelle à Heidegger, malgré tous les Cahiers noirs possibles ? À bravement affronter l'accusation de racisme, qui ne vous quittera plus, pour avoir dénoncé dans la révolte des banlieues, en 1995, un caractère ethnique et religieux ? À manquer chavirer dans l'opinion pour avoir été poussé par un journal étranger à ironiser sur l'équipe nationale de foot, admirée pour être « black-blanc-beur », et que vous vous êtes laissé aller à déclarer « black-black-black » ? À vous être lancé de manière bien intrépide, tel don Quichotte, à accuser le MRAP d'antisémitisme ? À avoir encore tout récemment poussé l'oubli de soi jusqu'à signer dans Valeurs actuelles la pétition malvenue « Touche pas à mon église ! » ? Et ce ne sont là que quelques-unes des polémiques qui ont défrayé la chronique.

On ne sait jamais trop, en définitive, si vous penchez du côté de Jean Daniel, dont vous vous réclamez, ou du côté de Renaud Camus, dont vous êtes l'ami. Il y a toujours en effet, chez vous, une frontière fragile et poreuse entre la dissidence héroïque et le dérapage plus ou moins contrôlé ; entre un solide bon sens et l'argument

légèrement spécieux ; entre l'assurance de la raison et, devant l'objection de fond, l'art de botter en touche ; entre l'audace de l'indépendance, la liberté de l'esprit et le flirt avec la provocation ou avec la polémique, dont on se demande toujours si vous l'attirez comme la foudre ou la déclenchez comme l'éclair. Mais dont vous vous tirez avec une habileté de chat qui retombe sur ses pattes par la vivacité de l'intelligence et la maîtrise élégante de l'expression. Vous n'aimez rien tant qu'une salle hostile que vous retournez par votre éloquence et qui finit par vous applaudir.

La suite, nombreuse, des ouvrages de cette époque porte des titres qui expriment tous ce rapport critique à notre temps : L'Ingratitude (1999), L'Imparfait du présent (2002), Nous autres modernes (2005), Philosophie de la modernité (2008) et jusqu'au tout récent dernier, La Seule Exactitude (2015). Et surtout, ce sont tous des entretiens, des conversations, des pièces brèves, des leçons indépendantes. Non plus des ouvrages unitaires et continus, mais des rassemblements de réactions à chaud, les réactivités immédiates d'une pensée ultrasensible à tous les avatars et accidents de l'actualité. Pas un journal, pas une chronique, mais l'effort pour, dites-vous : « déchiffrer comme l'énigme du Sphinx chaque interpellation par les circonstances ».

Cet ensemble imposant d'interventions tous azimuts relève cependant d'une philosophie générale. On pourrait la résumer du titre d'un court essai sur le xx<sup>e</sup> siècle qui précède toute cette série et anticipe la commémoration de l'an 2000 : L'Humanité perdue, 1996.

À l'époque, ce titre cherchait à caractériser le trait majeur de l'histoire depuis la Première Guerre mondiale : une irréparable déchirure. Comment l'idée d'humanité, si difficilement conquise par les Temps modernes, a-t-elle pu produire l'univers concentrationnaire comme son désaveu le plus fanatique ? L'appartenance des individus, par-delà leurs différences sociales ou ethniques, à une même communauté d'humaine condition s'est vue démentie au lieu même où la culture paraissait la plus haute et la plus assurée, au cœur de l'Europe. Comment comprendre que le xx<sup>e</sup> siècle soit à la fois le triomphe de la raison et l'apothéose de la déraison, le sommet de l'humanité et le comble de l'inhumain ?

Cette question sans réponse, mais porteuse d'une angoisse insondable, se reformule en ce début de xxi<sup>e</sup> siècle autour de la question de l'identité. La notion est, à vrai dire, depuis toujours, au cœur de votre réflexion, mais le titre même de votre ouvrage de 2013, L'Identité malheureuse, lui a apporté une précision et un contenu auxquels l'actualité s'est chargée de donner de l'écho.

Sans doute n'y a-t-il rien, dans votre livre, de radicalement nouveau par rapport à vos positions antérieures. Mais l'ensemble de vos thèmes converge sur cette conclusion d'une simplicité provocante que, je cite : « Le

changement n'est plus ce que nous faisons mais ce qui nous arrive, et ce qui nous arrive, en France et dans une Europe devenue malgré elle continent d'immigration, c'est la crise du vivre ensemble. » Et le seul mot d'identité suffit à déclencher la tempête. D'abord à cause de ses incarnations historiques successives depuis la formule d'extrême droite « La France aux Français ! » jusqu'au malheureux ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ; ensuite parce que le mot exprime une essence insaisissable, une invariance biologique ou spirituelle dont la seule définition concrète paraît être l'exclusion des immigrés récents, rebelles aux normes de la francité coutumière.

Il était fatal que les tragédies à répétition de l'année dernière donnent à vos propos une résonance nationale. L'irruption brutale d'un terrorisme islamique a paru dresser face à face une France de plus en plus séculière et une minorité de musulmans chez qui la dimension religieuse s'affirme toujours davantage. La montée en puissance du Front national et son implantation dans la vie politique et nationale laissent craindre, à l'élection présidentielle de 2017, un accident civique comme celui qu'on a déjà connu. Le flux soudain des migrants, qui risque fort de croître, a donné une dimension nouvelle au problème qui n'était encore jusque-là que celui des immigrés.

Dans ces conditions, les angoisses collectives sont venues rencontrer vos angoisses personnelles. D'où l'intensité de l'éclairage médiatique dont vous êtes soudain devenu l'objet. On n'a vu que vous, on n'a entendu que vous, on n'a lu que vous. Vous occupez dans la conscience collective une place très particulière. Vous êtes le transgresseur de l'omerta publique, celui qui dit – fort bien – ce que les politiques ne peuvent pas dire et ce que les journalistes ne veulent pas dire. Votre voix a pris un relief singulier et une audience qu'elle n'avait pas auparavant. Pour les uns, vous êtes l'incarnation ultime du repli de l'esprit français sur lui-même et du nationalisme le plus étroit ; pour les autres, comme le proclame la une d'un hebdomadaire de droite, « Un Français libre », une expression chargée de connotations historiques peut-être un peu lourdes. Les uns vous accusent de faire le jeu du Front national. Pour les autres, dont je suis, vous dites au contraire ce que n'avoir pas dit a fait le lit du Front national.

Bref, pour parodier une formule célèbre qui faisait d'André Gide le « contemporain capital », vous êtes devenu – pour combien de temps ? – notre « mécontemporain capital ».

Et vous voilà parmi nous.

Des esprits bien intentionnés ont vu dans votre élection le signe de votre ralliement sans condition à la bien-pensance académique et, de notre part, un signe avant-coureur de la révolution conservatrice en marche.

Je crois être bien placé pour témoigner qu'il n'en est rien. Votre nom s'imposait depuis longtemps, car nous savions depuis longtemps que vous valiez mieux que le procès qu'on vous faisait et mieux aussi que le succès que l'on vous faisait. J'ai été missionné pour sonder vos dispositions. Vous commencez à ce moment-là une lutte contre la maladie. Puis vous m'avez confié que le signal de votre victoire sur elle serait, d'abord, l'énergie revenue pour écrire un livre. Partie donc remise. Ce livre paru, vous vous êtes senti libre pour une candidature que nous avions, nous, sollicitée avec insistance. Votre élection, je puis le garantir, n'a aucun caractère politique ou idéologique. Même si votre nouvelle appartenance nous engage, comme elle vous engage. Car, pour citer un jeune auteur lointain que vous reconnaîtrez : « Un élu n'est pas le titulaire d'un privilège, mais le siège d'une responsabilité. » Quoi que vous direz désormais, quoi que vous écrirez sera le fait d'un académicien français.

L'homme que nous avons élu, c'est le représentant de la haute culture qui contribue à faire vivre en France le débat intellectuel sous sa forme la plus digne. C'est l'auteur du *Cœur intelligent*, votre plus beau livre à mon goût, cet hymne aux grandes œuvres contemporaines, qui nous délivrent la vérité de notre temps et la vôtre. La littérature c'est, pour vous, ce qui, dans le temps où triomphe un manichéisme sommaire, préserve la nuance. L'élucidation par les grands textes des mystères de l'existence. « Être homme, dites-vous, c'est confier la mise en forme de son destin à la littérature. » Vous l'avez fait, et avec tant d'éclat qu'en vous lisant, on pense irrésistiblement à la belle phrase de Paul Valéry sur Pascal : « Une détresse qui s'écrit si bien n'est pas si achevée qu'elle n'ait sauvé du désastre quelque raison d'espérer. » Il y a donc encore de l'espoir, camarade, tout n'est pas perdu !

L'Académie française représente, sachez-le, le conservatoire et le condensé de tout ce qui vous tient le plus à cœur : une tradition historique vieille de près de quatre siècles, la défense de la langue dans son bon usage, le respect de la diversité des personnes dans l'unité d'un esprit de famille et le maintien, par-delà l'abîme de nos différences, d'une éternelle courtoisie. La Compagnie vous a ouvert les bras, vous allez connaître avec elle ce que c'est qu'une identité heureuse.

Alors souffrez, cher Alain Finkielkraut, – souffrez sans trop souffrir ! – de vous y savoir le bienvenu.

*<http://www.academie-francaise.fr/reponse-au-discours-de-m-alain-finkielkraut>*

# LE BIZUTAGE DE FINKIELKRAUT À L'ACADÉMIE FRANÇAISE

**Imaginez des baisers qui mordent, ou le discours de Pierre Nora sur Alain Finkielkraut à l'Académie française...**

Même les événements les plus codifiés réservent leur lot de surprises et de grâce. Sinon, personne n'irait. Le 28 janvier dernier, Alain Finkielkraut a donc été reçu à l'Académie française. Tout Paris était là, de Fabrice Luchini à Manuel Valls. Belles cravates et beaux sourires. Il y avait ses amis donc, et ceux qui le sont un peu moins. L'odeur du sang : comme le veut la coutume sous la coupole, le nouvel arrivant doit faire l'éloge de son prédécesseur au fauteuil et tout le monde voulait voir l'auteur du Juif imaginaire se dépêtrer de l'hommage qu'il devait ainsi rendre à Félicien Marceau, condamné en 1946 à quinze ans de travaux forcés par le Conseil de guerre de Bruxelles – pour cinq émissions de radio, diffusées en 1940 et 1941, et qui semblaient trop favorables aux Allemands. La tâche était rude et le piège était grand : Finkielkraut, dans son nouvel habit vert, ne l'ignorait pas. « Un défenseur exalté de l'identité nationale, oublieux de ses origines vagabondes et astreint à faire l'éloge d'un collabo : il n'y a pas de hasard, pensent nos vigilants, et ils se frottent les mains, ils se lèchent les babines, ils se régalaient à l'avance de cet édifiant spectacle. »

Et le spectacle, en effet, fut édifiant. Le discours de Finkielkraut, qui dura presque une heure, parut à la fois drôle, sincère et émouvant, et le philosophe n'eut pas grand mal à prouver, citation à l'appui, que Félicien Marceau n'était ni Brasillach ni Drieu La Rochelle ; qu'il n'avait jamais été antisémite ni hitlérien ; que son

procès à la Libération avait été expéditif ; qu'en 1956 le général de Gaulle avait fait preuve de bon sens en accordant la nationalité française à cet apatride déchu de la nationalité belge.

Fin du discours, et longs applaudissements. Certains, déçus que le sang n'ait pas coulé jusqu'à leurs chaussures vernies, désertèrent alors les bancs de la coupole. Idiots ! Ils avaient oublié l'autre versant de cette réception : le discours de l'académicien Pierre Nora, sur Finkielkraut. Un simple panégyrique, devaient-ils penser. Une heure très lente de langue de bois. Mais les écrivains ne sont pas des hommes politiques, et Nora, pour accueillir l'auteur de l'Identité malheureuse, fit le discours le plus poli et le plus espiègle qu'on n'ait jamais entendu. Le plus franc et le plus oblique. Imaginez des baisers qui mordent. « La Compagnie vous a ouvert les bras, vous allez connaître avec elle ce que c'est qu'une identité heureuse. » Le directeur de la revue le Débat a rendu alors le plus bel hommage à Finkielkraut mais, comme l'arène riait jaune et que les applaudissements furent clairsemés, je me demande si tout le monde l'a bien compris. En tout cas, il y a encore un lieu en France où l'on ne parle pas pour ne rien dire. Un lieu où l'on pense, et où l'on peut dire ce qu'on pense. Cela étonna beaucoup les invités les mieux cravatés. Quelle horreur : un lieu où ça respire ! On comprend que Finkielkraut ait eu envie de respirer à cette hauteur-là.

*Laurent Nunez, Marianne, 29 Janvier 2016*

*Partie 3*

***Regard sur le  
monde extérieur***





# ALAIN FINKIELKRAUT : «AU NOM DE LA LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE, ON SOUS-ESTIME LA HAINE DES JUIFS ET DE LA FRANCE»

**FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Le philosophe Alain Finkelkraut a accordé un long entretien à FigaroVox dans lequel il donne en exclusivité son point de vue sur le conflit israélo-palestinien ainsi que sur ses répercussions en France.**

**Alain Finkelkraut est philosophe, écrivain et essayiste. Il construit une oeuvre autour de la transmission, la défense des humanités et la critique de la modernité. Son dernier livre, *L'identité malheureuse*, a suscité de très vifs débats et a connu un important succès de librairie.**

**FigaroVox: S'agissant du conflit israélo-palestinien, certains intellectuels vous reprochent de ne pas dénoncer les bombardements israéliens à l'encontre des civils palestiniens comme vous vous insurgiez naguère contre les sièges de Vukovar et de Sarajevo par les Serbes. Que leur répondez-vous?**

ALAIN FINKIELKRAUT: Une précision pour commencer. J'aime Israël et je suis saisi d'effroi devant la haine intercontinentale qui se déchaîne sur ce tout petit pays dont l'existence est encore en question. Mais je n'ai jamais soutenu inconditionnellement la politique israélienne. Le 9 juillet, j'étais à Tel-Aviv à l'invitation du journal Haaretz qui organisait une grande conférence sur la paix. Je représentais Jcall \* et j'ai dit qu'en tant qu'intellectuel juif, je devais constamment me battre sur deux fronts: contre un antisémitisme d'autant plus sûr de lui-même et dominateur qu'il dénonce le «monstre sioniste» dans la langue immaculée de l'antiracisme, et pour le compromis, c'est-à-dire la séparation en deux Etats des Israéliens et des Palestiniens. J'ai ajouté qu'en s'installant dans le statu quo, le gouvernement israélien mettait en péril le projet sioniste lui-même. Dès 1991, le grand orientaliste Bernard Lewis s'inquiétait de voir Israël devenir, sur le modèle du Liban, «une association difficile, une de plus, entre ethnies et groupes religieux en conflit». Et il ajoutait: «les juifs se trouveraient dans la position dominante qu'avaient autrefois les Maronites avec la perspective probable d'un destin à la libanaise en fin de parcours.» Pour empêcher cette prédiction de se réaliser, il serait urgent de faire ce qu'Ariel Sharon, à la fin de sa vie, appelait de «douloureuses concessions territoriales». Si ses successeurs y répugnent, c'est parce qu'ils se défient de leur partenaire, mais c'est surtout parce qu'ils ont peur de leurs propres extrémistes. Ils craignent la guerre civile entre Israéliens qui accompagnerait le démantèlement des implantations de Cisjordanie. Gardons-nous cependant de tout confondre. Les Israéliens n'occupent plus Gaza. Il n'y a

plus de présence juive sur ce territoire. Si les leaders du Hamas avaient choisi d'y construire un commencement d'Etat et, pour y assurer une vie décente à leurs administrés, de coopérer avec Israël, il n'y aurait pas de blocus et le camp de la paix israélien serait assez fort aujourd'hui pour imposer le retrait de Cisjordanie. Au lieu de cela, le Hamas a employé tout l'argent de ses généreux donateurs à l'achat de missiles et de roquettes et à l'édification d'une ville souterraine pour enfouir cet arsenal, pour cacher ses dirigeants et pour permettre à ses combattants de mener des incursions meurtrières dans les kibboutz du sud d'Israël.

*Lorsqu'on me dit que ces habitants n'ont nulle part où aller, je réponds que les souterrains de Gaza auraient dû être faits pour eux. Il y a aujourd'hui des pièces bétonnées dans chaque maison d'Israël. Mais le Hamas et le djihad islamique font un autre calcul et ont d'autres priorités architecturales.*

**N'est-il pas légitime de s'interroger sur le nombre important de victimes parmi les civils palestiniens?**

Quand j'étais à Tel-Aviv, j'ai vu un petit film de propagande où le Hamas demandait aux «colons» de Beer-Sheva (NDLR: dans le Néguev) de quitter leur ville car ils allaient la pilonner. Pas questions de deux Etats pour cette organisation, pas question non plus d'un Etat palestinien. Ce qu'elle veut, c'est que la Palestine tout entière redevienne propriété de l'islam. On apprend dans sa charte que les juifs, qui grâce à leur argent contrôlent les médias du monde entier, sont à l'origine de toutes les révolutions et de tous les conflits à travers le monde! Si la civilisation de l'image n'était pas en train de détruire l'intelligence de la guerre, personne ne soutiendrait que les bombardements israéliens visent les civils. Avez-vous oublié Dresde? Quand une aviation surpuissante vise des civils, les morts se comptent par

centaines de milliers. Non: les Israéliens préviennent les habitants de Gaza de toutes les manières possibles des bombardements à venir. Et lorsqu' on me dit que ces habitants n'ont nulle part où aller, je réponds que les souterrains de Gaza auraient dû être faits pour eux. Il y a aujourd'hui des pièces bétonnées dans chaque maison d'Israël. Mais le Hamas et le djihad islamique font un autre calcul et ont d'autres priorités architecturales. Pour gagner médiatiquement la guerre, ils veulent faire apparaître Israël comme un Etat criminel. Chaque victime civile est une bénédiction pour eux. Ces mouvements ne protègent pas la population, ils l'exposent. Ils ne pleurent pas leurs morts, ils comptabilisent avec ravissement leurs «martyrs». Et ils bombardent méthodiquement l'hôpital de campagne pour les blessés palestiniens que l'armée israélienne a installée en bordure de Gaza. Je manifesterais moi-même à Paris en faveur du cessez-le-feu à Gaza si dans ces défilés on exigeait également l'arrêt des tirs de roquettes sur toutes les villes israéliennes. Je demanderais la levée du blocus si elle était assortie de la démilitarisation de Gaza. Au lieu de cela, on confond Gaza et Sarajevo. Là où il y a la guerre, on parle de massacre, voire, tant qu'on y est, de génocide. Toutes les distinctions sont abolies par l'émotion et ce sont les plus cyniques, les plus inhumains, qui profitent de cette grande indifférenciation humanitaire.

**D'aucuns comparent même Gaza - long d'un peu plus de quarante kilomètres et large de moins de dix- au ghetto de Varsovie, de sinistre mémoire. Cette comparaison vous paraît-elle déplacée? Scandaleuse?**

On se souvient en effet que la Wehrmacht prenait soin, comme Tsahal aujourd'hui, de sécuriser les routes menant au ghetto pour y faire parvenir sans encombre les transports quotidiens de vivres, de médicaments, d'aides humanitaires... Le jour viendra -et il est déjà venu en Turquie-, où on ne se référera plus à l'apocalypse nazie que pour incriminer Israël, le sionisme et les juifs. Je n'arrive pas à croire en Dieu, mais ce retournement du devoir de mémoire me paraît être une preuve très convaincante de l'existence du diable.

**Il existe des communautés juives et musulmanes dans de nombreux pays européens. Or, le conflit israélo-palestinien prend une acuité particulière en France, où les manifestations pro-palestiniennes se sont soldées par des violences. Ce conflit extérieur ferait-il éclater au grand jour «l'identité malheureuse» de notre pays que vous avez décrit dans votre livre?**

*Je manifesterais moi-même à Paris en faveur du cessez-le-feu à Gaza si dans ces défilés on exigeait également l'arrêt des tirs de roquettes sur toutes les villes israéliennes.*

Formés par le «victimisme» contemporain à ne rien comprendre et à ne rien savoir de tout ce qu'entreprend le Hamas contre la solution de deux Etats, certains manifestent très sincèrement aujourd'hui leur solidarité avec la population de Gaza sous les bombes. Mais, pour beaucoup, ces manifestations ne sont rien d'autre que l'occasion d'exprimer leur haine des juifs, de la République et des «sionistes qui gouvernent la France.» Quand ils ne s'en prennent pas à des synagogues, ces personnes font, afin d'être bien comprises, des quenelles avec des roquettes qassam en carton. De manière générale, il y a dans le monde arabo-musulman, une tendance très forte aujourd'hui à fuir toute remise en question dans la recherche éperdue d'un coupable. Si les choses vont mal, c'est la faute des juifs. Il faut donc leur faire la guerre. Ce choix de l'esprit du djihad contre l'esprit critique est une calamité pour l'occident et pour l'islam. Il faudrait soutenir ceux qui, de l'intérieur, ont le courage de dénoncer une telle attitude, comme l'écrivain algérien Boualem Sansal, et non ceux qui l'incarnent, comme le leader du Hamas Khaled Mechaal.

**On a entendu dans les rues de Paris le cri «mort aux Juis». Le phénomène est-il comparable à l'antisémitisme des années 30 ou est-il davantage le prétexte d'un communautarisme «anti-français» qu'on a vu à l'oeuvre chez certains supporters franco-algériens après les matchs de leur équipe?**

L'antisémitisme des années trente agonise et la grande solidarité antiraciste des années quatre-vingt a volé en éclats. On a affaire aujourd'hui à l'antisémitisme de ceux qui se disent les damnés de la terre, d'où l'embarras des progressistes. Ils n'en reconnaissent l'existence qu'à contrecœur et quand ils ne peuvent plus faire autrement. Ainsi parlent-ils aujourd'hui de «nouvel» antisémitisme pour un phénomène qui existe depuis près de trente ans. Cette haine ne vise d'ailleurs pas que les juifs. On l'a vu lors des manifestations qui ont suivi les victoires de l'Algérie dans la Coupe du monde, des rodéos de voiture au remplacement des drapeaux français par les drapeaux algériens sur les édifices publics, comme à Provins par exemple. Il s'agissait d'exprimer tout ensemble sa fierté nationale et son mépris pour la nation où l'on vit.

**En taxant d'antisémitisme toute critique**

**d'Israël, certains membres de la communauté juive n'ont-ils pas, depuis des années, pris le risque d'alimenter la concurrence victimaire?**

***L**à où il y a la guerre, on parle de massacre, voire, tant qu'on y est, de génocide. Toutes les distinctions sont abolies par l'émotion*

Je critique la politique israélienne. Je plaide sans relâche depuis le début des années quatre-vingt pour la solution de deux Etats. Je condamne la poursuite des constructions dans les implantations en Cisjordanie. Je dis que l'intransigeance vis-à-vis du Hamas devrait s'accompagner d'un soutien effectif à l'autorité palestinienne. Cela ne m'empêche pas d'être une des cibles favorites du «nouvel» antisémitisme.

**Selon Pascal Boniface, de nombreux français non-juifs, en particulier les musulmans, ont le sentiment qu'il y a un «deux poids, deux mesures» dans la lutte contre le racisme et que les actes antisémites font l'objet d'un traitement médiatique plus conséquent que les autres actes racistes. Partagez-vous son point de vue?**

Je crois, au contraire, qu'au nom de la lutte contre l'islamophobie, on sous-estime systématiquement la haine dont les juifs et la France font l'objet dans toujours plus de territoires de la République. Il faut des manifestations comme celles de Barbès et de Sarcelles pour qu'on en mesure, temporairement, la réalité et l'ampleur.

**Plus largement, une partie de la gauche «antiraciste» a abandonné le combat pour l'égalité des droits au profit de la défense des**

**particularismes, voire des communautarismes. Ne porte-t-elle pas une lourde responsabilité morale dans la grave crise identitaire que traverse la France?**

C'est une responsabilité très largement partagée. A droite aussi la tentation est grande de préférer les accommodements prétendument raisonnables à la défense de la République et ce sont aujourd'hui des ministres de gauche, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, qui se montrent intransigeants en cette matière au mépris de leurs intérêts électoraux comme le leur rappelle avec inquiétude la fraction Terra nova du parti socialiste.

**Derrière le rejet d'Israël par une partie de la gauche française, faut-il voir un refus de l'identité, de l'Etat-nation et des frontières?**

Dans un article publié en 2004 dans la revue Le Débat, l'historien anglais Tony Judt écrivait que «dans un monde où les nations et les hommes se mêlent de plus en plus et où les mariages mixtes se multiplient, où les obstacles culturels et nationaux à la communication se sont presque effondrés, où nous sommes toujours plus nombreux à avoir des identités électives multiples, et où nous nous sentirions affreusement gênés s'il nous fallait répondre à une seule d'entre elles ; dans ce monde, Israël est véritablement un anachronisme.» De même que Saint-Paul s'indignait du refus juif de la religion universelle, nos multiculturalistes voient Israël comme un obstacle ethno-national à la reconnaissance définitive de l'Homme par l'Homme. Mais le monde humain n'est ni un supermarché, ni un dépliant touristique. Qu'est-ce que le multiculturalisme derrière le United Colors of Bennetton et la joyeuse disponibilité de toutes les cuisines, de toutes les musiques, de toutes les destinations? C'est le choc des cultures, et dans ce choc, les juifs où qu'ils soient, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, sont en première ligne.

*Le Figaro, le 26 juillet 2014*

# **ALAIN FINKIELKRAUT : «L'EUROPE N'ASSUME PLUS L'HÉRITAGE DE LA CIVILISATION EUROPÉENNE»**

**Le philosophe dénonce une remise en cause de la laïcité «à la française» au profit d'un communautarisme libéral anglo-saxon. Avec «L'identité malheureuse» (Stock), l'écrivain et philosophe Alain Finkielkraut a créé l'événement. Parce que ce livre est accessible au plus grand nombre. Et parce qu'il aborde, d'une façon non consensuelle, des thèmes forts, qui sont dans la tête de beaucoup de Français: à l'heure de la mondialisation et d'une immigration que l'auteur juge «non contrôlée», quel est, demain, le devenir de la France ? Quelle approche de la laïcité doit prévaloir qui permette, dans une France ébranlée, le maintien du «vivre ensemble» ? Comment transmettre le savoir ? La vision du philosophe est plutôt noire. Mais il veut croire que tout n'est pas joué.**

## **Peut-on dire que votre livre est une réflexion angoissée sur ce que vous appelez « la crise actuelle du vivre-ensemble » ?**

Sans aucun doute. L'expression même de « vivre-ensemble » a surgi en même temps que disparaissait progressivement la chose. Deux crises se conjuguent : la crise de la transmission, la crise de l'intégration. Sous nos yeux, notre pays devient peu à peu méconnaissable.

## **Ne craignez-vous pas d'avoir, dans votre analyse, enjolivé le passé ?**

Je n'enjolive rien du tout. Je pense simplement que l'hospitalité était conçue autrefois comme le fait d'offrir ce que l'on a. Ainsi ai-je eu la possibilité non pas tant de m'assimiler à la culture française que moi-même d'assimiler celle-ci. En ce sens, j'estime avoir une dette à l'égard de l'école républicaine. Or aujourd'hui, me semble-t-il, une nouvelle conception tend à prévaloir : faire le vide en soi afin de permettre à chaque minorité de déployer pleinement son être. Je regrette profondément cette métamorphose.

## **Diriez-vous qu'elle est irréversible ?**

Tout n'est pas joué. Mais le rapport en cinq volets sur l'intégration, que Jean-Marc Ayraut a reçu le 13 novembre et qu'il a dans un premier temps cautionné, plaide très explicitement pour la dénationalisation de la France. Ce rapport remet en cause l'idée même d'intégration, la jugeant normative et unilatérale. Il affirme que le français n'est rien de plus que la langue dominante dans un pays plurilingue. Il préconise l'enseignement de l'arabe sur tout le territoire. Il affirme « la dimension arabo-orientale » de la France. Il critique le fait que nos grandes figures soient des hommes hétérosexuels et blancs. Il réclame enfin que les rues de nos villes et villages portent le nom d'immigrés. Bref, il voudrait que notre nation se transforme en société inclusive.

## **Vous êtes choqué. Avez-vous été surpris ?**

Hélas, non ! Un autre rapport allait déjà dans ce sens : celui du conseiller d'Etat Thierry Tuot. Lui oppose un pays qui serait fort de la diversité de ses sources de peuplement à une France qui serait repliée sur la célébration de ses archaïsmes ! Avec cette doctrine, nous sommes aux antipodes de la nation au sens défini par Renan: à la fois un héritage et un projet. Moi, j'aime à citer Jean Daniel, juif né en Algérie qui, dans ses écrits rassemblés sur l'immigration, le racisme et l'identité nationale (« Comment peut-on être Français ? »), a cette phrase magnifique : « On ne peut pas penser le génie de la France sans la Révolution et sans les cathédrales ».

## **Désavoué par François Hollande, le « rapport » remis au Premier ministre vous a donc, en le lisant, fait peur ?**

Heureusement, ce rapport fait scandale. La France refuse –en tout cas pour le moment- le destin post-national qu'on lui propose. Mais je me demande si, du fait d'une immigration en augmentation constante et à cause des recommandations de l'Union européenne, nous ne vivons pas qu'un simple sursis.

## **Car, pour vous, le « rapport » en question, même désormais envoyée aux oubliettes, est un signal d'alarme ?**

Ce « rapport » est authentiquement délirant, cauchemardesque et même orwellien. On réécrit l'histoire à la lumière de l'actualité pour faire croire à la France qu'elle a toujours été un espace pluriel et une terre d'immigration. Après le « 1984 » de Georges Orwell, voici que se profile le « 2084 » de l'antiracisme totalitaire !

## **L'une des mesures préconisées -et aussitôt récusée par François Hollande- aurait été de revenir sur l'interdiction du voile à l'école...**

L'une des premières décisions du gouvernement a été de mettre en sommeil le Haut Conseil à l'intégration parce que Jean-Marc Ayraut ne voulait pas donner

de suites aux inquiétudes concernant la montée du communautarisme. L'Observatoire de la laïcité, qui a succédé au Haut Conseil, lui donne satisfaction parce que son président -Jean-Louis Bianco- n'a aucun problème avec la laïcité. Il a, il est vrai, choisi, contre la laïcité républicaine, de prôner la tolérance et la liberté de conscience. Cette vision libérale de la laïcité prédomine dans les pays anglo-saxons. Elle conduit d'ailleurs un certain nombre d'universitaires américains et canadiens à dénoncer régulièrement la loi française d'interdiction du voile à l'école. Et en quels termes!... Mais la bataille n'est pas terminée puisque les Français restent très attachés à une laïcité intransigeante et à une certaine tradition de la mixité entre hommes et femmes.

### **Quand se situe à vos yeux, vous qui avez vécu Mai 68 avec fièvre, le grand basculement tel que vous l'analysez ?**

L'Europe survit à un double traumatisme: l'apocalypse nazie et les luttes anti-coloniales. C'est donc toute envahie de mauvaise conscience qu'elle fait face depuis 1974 et le «feu vert» donné au regroupement familial à la nouvelle immigration de peuplement. Une immigration de moins en moins contrôlée et de plus en plus soutenue par l'Union européenne qui voit dans l'arrivée de ces nouvelles populations un remède providentiel aux problèmes démographiques et économiques du continent.

### **A lire votre livre, on se demande s'il est encore possible aujourd'hui d'être enseignant...**

Il est de plus en plus difficile d'enseigner parce que, dans la société actuelle, le respect du maître semble s'être complètement perdu. On admire les comédiens, les chanteurs, les rappeurs, les footballeurs mais il n'y a pas de place, dans les enthousiasmes de l'époque, pour ce que Pascal appelait « les grandeurs de l'esprit ». La Cour des Comptes n'a-t-elle pas récemment jugé absolument scandaleuse la rémunération d'un professeur de classe terminale qui, grâce à des heures supplémentaires et de colles, gagnait beaucoup plus que ses collègues mais 3, 4 ou 10 fois moins qu'un animateur de télévision du service public ! Ce qu'on appelle pudiquement les «incivilités» ayant augmenté de façon spectaculaire dans les quartiers dits populaires, les professeurs ont de plus en plus de mal à faire ce pour quoi ils sont formés : la transmission du savoir. L'institution elle-même leur demande d'ailleurs de se transformer en assistantes sociales.

### **Que souhaiteriez-vous ?**

Il faudrait que les Etats européens retrouvent le droit et la possibilité de maîtriser les flux migratoires, condition sine qua non pour résoudre le problème de l'intégration.

Il faudrait aussi changer l'orientation prise par l'Union européenne. Je la cite, écoutez bien: « L'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de tous les immigrants et résidents des Etats membres ». En clair, l'Union européenne n'assume plus l'héritage de la civilisation européenne. Elle va même jusqu'à refuser à cette civilisation toute prééminence sur les cultures extérieures. Il importe donc de se révolter, au nom de l'Europe, contre l'Europe en construction. Une Europe qui mérite aujourd'hui la définition qu'en a donnée le sociologue allemand Ulrich Beck : « Vacuité substantielle, ouverture radicale ». Ainsi croit-elle expier les horreurs du XXème siècle. Ainsi également pense-t-elle remédier au vieillissement et au dépeuplement du continent européen. C'est une politique absolument catastrophique.

### **Vous parlez avec cruauté des « bobos ».**

### **Vous écrivez : « Ils veulent jouer sur les deux tableaux, être pleinement adultes et prolonger leur adolescence à n'en plus finir... »**

« Bobo », j'en suis un. Je mentirais en disant que je regarde de l'extérieur cette tentative de synthèse entre le bourgeois classique et l'artiste ou, si l'on préfère, le bohème. D'autant que c'est une création de la génération de 68. Ce que je reproche à certains bobos, c'est de se payer de mots. Ainsi vantent-ils sans cesse les vertus du métissage et vivent-ils dans des immeubles ultra-protégés, plaçant leurs enfants dans des établissements socialement et même ethniquement homogènes.

### **Aujourd'hui, vous sentez-vous seul ou, au contraire, moins seul dans votre « combat » ?**

Je ne me sens pas seul : l'écho que rencontre mon livre le prouve. Mes détracteurs diraient que ce succès témoigne de la lepénisation des esprits. Je n'en crois rien. Une partie des Français sont simplement en proie à une inquiétude identitaire grandissante, et je pense qu'ils me savent gré de l'exprimer et de l'élucider sans jamais céder à la démagogie ni tomber dans l'abjection.

### **Est-ce simplement la fin d'un monde ou, comme on croit le comprendre à vous lire, la fin d'une civilisation ?**

La fin d'une civilisation ? J'espère que non. Mais si c'était le cas, je réclame le droit à la nostalgie. Et qu'on nous autorise à en porter le deuil ! Il me semble, en réalité, que nous sommes à la croisée des chemins. Quand elle pensait pouvoir être candidate à l'Elysée, Martine Aubry avait écrit une préface fracassante : « Changer de civilisation ». Je pense, à l'inverse, que nous devons tout tenter, tant que c'est encore possible, pour sauver notre civilisation. Notre civilisation, c'est l'héritage grec,

romain, judéo-chrétien. C'est la Renaissance. Ce sont les Lumières, le romantisme, l'art moderne !

### **On vous dépeint comme hyper-pessimiste !**

J'essaie d'être lucide. En 1989, Roger Establet et Christian Baudelot ont publié un essai très commenté: « Le niveau monte ». Ceux – dont je suis - qui se sont

scandalisés de ce diagnostic ont été, à l'époque traités de «pleureuses réactionnaires». Avez-vous vu, pour 2013, l'évaluation OCDE de Pisa sur le niveau de notre système scolaire ? Ce qui avait dit et écrit en 1989 n'était qu'un gigantesque mensonge. La seule manière de nous sortir de l'ornière, c'est de prendre acte du désastre. Dans le déni, on court vers l'abîme.

*Dominique de Montvalon, L'Opinion, 17 décembre 2013*

# GRANDES RENCONTRES DU FIGARO : ALAIN FINKIELKRAUT IMMORTEL

**FIGAROVOX/EXTRAITS - Alors qu'Alain Finkielkraut est reçu aujourd'hui à l'Académie française, il était l'invité des Grandes rencontres du Figaro, lundi 25 janvier salle Gaveau. Éléonore de Vulpillières raconte cet événement.**

C'est une foule enthousiaste rassemblée salle Gaveau qui a salué l'entrée à l'Académie française du philosophe Alain Finkielkraut. A peine arrivé sur l'estrade, l'écrivain qui ne se départ jamais de son cartable de cuir tanné rempli de livres est acclamé par l'assistance. Le directeur des rédactions du Figaro, Alexis Brézet, a remercié le «philosophe, publiciste et polémiste» d'avoir accepté l'invitation. Celui qui ferraille fréquemment avec les «colleurs d'étiquettes» de la «boîte à anathèmes» s'était tout juste illustré dans une joute verbale avec une jeune femme professeur d'anglais en banlieue parisienne dans une émission du service public qui a fait couler beaucoup d'encre.

## L'éternel anxieux

Un brin amusé, le philosophe a confié à la salle qu'il avait commencé à préparer d'arrache-pied l'examen du BEPC - ancêtre du brevet des collèges - avec trois mois d'avance ; ce premier diplôme, brillamment obtenu, ne serait que le premier d'une longue série. Sans cesse, il lui faut faire ses preuves ; «Vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage» semble être l'adage de Boileau qu'Alain Finkielkraut s'applique avec une discipline d'ascète. Jamais il ne se sent capable de vacance intellectuelle ou d'un quelconque moment d'attente. Cette angoisse qu'il traîne depuis qu'il est enfant ne l'a jamais quitté. Chaque nouveau livre, chaque article est une occasion actualisée de se livrer à son combat perpétuel contre la défaite de la pensée, du nom d'un de ses ouvrages majeurs paru en 1987.

*L'écrivain est revenu sur son passé de jeune mao soixante-huitard « qui faisait semblant de croire à la révolution » puis sur sa prise de distance avec un mouvement dont il percevait avec acuité qu'il pratiquait une « langue de bois fervente ».*

L'écrivain est revenu sur son passé de jeune mao soixante-huitard «qui faisait semblant de croire à la révolution» puis sur sa prise de distance avec un mouvement dont il percevait avec acuité qu'il pratiquait une «langue de bois fervente». Il narre sa rencontre avec la plume de l'opposant tchécoslovaque au stalinisme Milan Kundera, notamment à travers la lecture de *La Plaisanterie*, roman paru en 1967, et d'un article publié dans *Le Débat* en novembre 1983 qui font prendre conscience au jeune Finkielkraut de la tragédie de l'Europe centrale et de

l'imposture totalitaire. Il lui apparaît alors que l'enjeu du totalitarisme n'est pas seulement politique mais aussi civilisationnel. Il se plonge dans une méditation sur l'héritage européen et sur la place de l'intellectuel à qui il incombe d'en prendre soin. «L'Europe n'est pas seulement une construction exaltante et fastidieuse mais avant tout une civilisation.» Il estime que le problème majeur posé par l'Union européenne réside dans sa fabrication de normes, suivant une perspective constructiviste, qui occulte entièrement le sentiment d'appartenance à une même civilisation, ainsi que le souci de transmission et de préservation d'un héritage commun.

## L'attachement indéfectible à Israël

Souvent critiqué pour ses positions sionistes, l'intellectuel s'est confié sur «le sujet de grande tristesse» que constitue pour lui le fait d'avoir à justifier sa loyauté à l'égard de l'Etat d'Israël. Fils d'un rescapé déporté à Auschwitz, l'auteur du Juif imaginaire a pointé la perte de confiance subie par la communauté juive de France à l'issue de la Deuxième guerre mondiale, et la «consolation miraculeuse» qu'a représenté pour eux la création d'Israël en 1948. Il a souligné l'attachement indéfectible et inconditionnel qui le lie à cet Etat, et réclamé «un peu de compréhension» pour ce pays et «un peu de solidarité» pour ceux qui y vivent. Il regrette que cet attachement demeure une spécificité juive, considérant qu'il devrait aller de soi pour tout le monde. Il s'est enfin montré critique de la politique de colonisation menée par l'actuel gouvernement et répété son engagement en faveur de l'exigence de la solution à deux Etats, l'israélien et le palestinien.

## Un intellectuel libre

Le philosophe a opéré une distinction entre la vocation de l'homme politique et celle de l'intellectuel. Le politique, aux prises avec une réalité contingente qui nécessite des alliances et des compromis développe une stratégie mouvante qui l'exonère de devoir dire en permanence la vérité. A l'inverse, l'intellectuel adopte une démarche qui doit le pousser à dire ce qui, selon lui, est vrai. Alain Finkielkraut a déploré que notre époque soit marquée par le déni de la réalité dont font preuve de nombreux intellectuels, et remis au goût du jour l'adage de Péguy: «Il faut toujours dire ce que l'on voit: surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit.» Il leur reproche de plaquer sur la situation d'aujourd'hui les schémas d'hier et de refuser de nommer la réalité au motif que celle-ci ferait le jeu des populismes. Pour cette raison explique-t-il, le débat a pris en France

une dimension extrêmement violente parce que, sur l'immigration, l'islam, l'identité, la dénonciation de l'antisémitisme, la construction européenne, dire «le roi est nu», c'est s'exposer à la vindicte des faiseurs de listes et des brandisseurs de missels idéologiques.

### **Accueil des migrants en Allemagne: après l'enivrement moral, la gueule de bois du réel**

Pour l'essayiste, le choc des cultures n'est pas soluble dans la question sociale. «Les hommes ne sont pas interchangeables, ce ne sont pas des voyageurs sans bagages.» En prenant du recul sur le Printemps arabe, il estime que «l'hiver était dans le fruit». Les agressions de Cologne qui ont rappelé celles qu'ont subies les femmes de la place Tahrir du Caire sont analysées comme «le choc des civilisations du quotidien». Alain Finkielkraut a énoncé la distinction de Max Weber sur la morale de conviction et la morale de responsabilité. La première, à l'image du «kantisme sans mains» dénoncé par Péguy, se veut pure mais se révèle n'être, dans sa mise en pratique, que doctrine absolue. La seconde, plus pragmatique, tire les conséquences de la brutalité du réel, et s'applique de façon particulièrement adéquate à la politique. Selon le philosophe, l'Allemagne d'Angela Merkel, pour se purifier de la souillure du nazisme, a choisi la morale de conviction et s'est fait le pays du bon samaritain en accueillant un nombre très important de réfugiés. «Plongée dans une intense ébriété morale, l'Allemagne s'est réveillée avec la gueule de bois» au lendemain des agressions du 31 décembre qui ont eu lieu dans plusieurs grandes villes du premier pays d'Europe. Ne négligeant pas l'aspect économique de cet accueil massif de migrants, le philosophe a remporté un franc succès en évoquant «le mélange des violons et des calculettes» qui a réjoui aussi bien les humanistes que le patronat allemand.

Alain Finkielkraut s'est également élevé contre le relativisme des féministes qui mettent sur un plan d'égalité la place des femmes dans une certaine culture musulmane et celle qu'elles occupèrent

dans la civilisation chrétienne et européenne. Il a livré une anecdote savoureuse tirée de l'ouvrage L'islam, l'Occident et la modernité de Bernard Lewis où l'on découvre un ambassadeur marocain visitant l'Espagne au XVIIème siècle scandalisé par les mœurs dépravées des femmes et le manque de sens de l'honneur de leurs maris...

### **Le philosophe de l'enracinement contre l'hyperclasse des aéroports**

Au fond, Alain Finkielkraut s'attache à explorer ce qui nous permet d'appréhender le monde d'aujourd'hui sans utiliser les catégories périmées des «gauchistes». Cette gauche vouée à instaurer l'alliance de la justice et du progrès, il s'en méfie après l'avoir côtoyée dans sa jeunesse. Il reprend à son compte la phrase de Camus: «Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse.» Pour «Finky», l'heure est à l'exigence d'un certain conservatisme, pas celui qui consiste à la préservation de privilèges indus, mais celui qui évite que sa civilisation ne parte en lambeaux.

Avec beaucoup d'humour, l'écrivain a lu des extraits choisis d'une interview que Mathieu Pigasse «qui possède la moitié de la presse française», a accordée en novembre dernier à GQ, entre deux avions. «Je découvre le monde, je trouve ça rigolo.» Finkielkraut s'étonne que celui-ci appelle à l'insurrection, «vomisse la bourgeoisie et l'aristocratie». Et jubile lorsque l'homme d'affaires révolutionnaire en costume Dior confie avoir retiré le sweat à capuche qu'il portait par-dessus...

L'Académie française? Elle a pu représenter le symbole de la bourgeoisie triomphante, concède l'auteur de L'Identité malheureuse. Mais à la bourgeoisie d'hier a succédé précisément cette «élite arrogante et barbare». Plus que jamais, le philosophe confère aux Immortels au souci constant de promotion de la belle langue, la noble tâche d'incarner la résistance de la civilisation.

*Eléonore de Vulpillières, Le Figaro, 28 janvier 2016*



# EUROPE : CE QUI OPPOSE DANIEL COHN-BENDIT ET ALAIN FINKIELKRAUT

## Qu'est-ce que l'identité européenne ? Et à quel moment en avez-vous pris conscience ?

Alain Finkelkraut L'Europe m'est d'abord apparue comme la construction d'une entité nouvelle – ni nation ni empire – destinée, après deux guerres effroyables, à garantir la paix sur le Vieux Continent. Que l'Europe ait aussi une identité et que cette identité soit indissociable de l'identité nationale, que l'Europe, autrement dit, s'atteste dans la diversité de ses profils, ce sont les intellectuels tchèques, hongrois et polonais qui m'en ont fait prendre conscience.

J'ai pour toujours en mémoire le récit déchirant qui ouvre l'article de Milan Kundera sur la tragédie de l'Europe centrale : en septembre 1956, le directeur de l'agence de presse de Hongrie envoya par télex dans le monde entier ce message sur l'offensive russe déclenchée contre Budapest et qui allait écraser son bureau : « Nous mourrons pour la Hongrie et pour l'Europe. »

L'autre Europe, comme on disait alors, me révélait que j'appartenais à une civilisation précieuse et périssable. Mais aussi admirative qu'elle fût de l'héroïsme des dissidents, mon Europe ne voulait pas – et ne veut toujours pas – entendre ce discours. Au sortir du XXe siècle, elle s'est engagée, pour conjurer définitivement ses propres démons, dans la voie de la désincarnation par l'économie, la morale et le droit.

Daniel Cohn-Bendit Je suis né en 1945, alors que mes parents étaient cachés en France en raison des persécutions antijuives. J'ai été apatride pendant quatorze ans, puis j'ai choisi la nationalité allemande pour ne pas faire mon service militaire. Pour moi, l'Europe a toujours été une évidence.

Je crois que, s'agissant de l'identité européenne, nous sommes aujourd'hui à un moment historique décisif. Nous sentons que les Etats-nations s'essouffent ; qu'ils veulent défendre une idée de civilisation, de culture, qui est malmenée parce que le monde change à une vitesse incroyable...

Construire l'identité européenne, c'est dépasser l'identité nationale, tout en protégeant les moments de progrès civilisationnel développés par chaque nation. L'identité européenne est en devenir et ne peut correspondre qu'à une identité de nature post-nationale. Dans la mesure où celle-ci n'a rien à voir avec une identité figée, elle est sans doute moins confortable pour les individus.

A la limite, être européen, c'est ne pas avoir d'identité prédéterminée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle porterait

atteinte aux spécificités nationales. Au contraire, celle-ci doit coexister, pour ne pas dire s'affirmer en tant que garante du pluralisme identitaire européen.

Notre identité singulière est d'ailleurs plurielle et en évolution permanente. Depuis une quarantaine d'années, la construction européenne s'ajoute à toutes nos autres identités et les transforme. Il n'y a donc pas un mode d'être européen univoque, mais des Européens. Tout comme il n'existe pas plus, pour moi, un mode d'être français mais des Français.

A. F. Des Européens, des Français certes, mais une Europe et une France. Frappée d'opprobre aujourd'hui par les élites intellectuelles de la nation, l'identité nationale n'est rien d'autre que la modalité française de la civilisation européenne. Et cette identité, nous ne la fabriquons pas, elle nous est donnée.

Entre Dieu et nous, il y a cette différence que rappelle très justement Régis Debray : « Nous, nous sommes contraints, nous produisons du neuf, oui, mais à partir de ce que nous avons reçu. » Défions-nous comme de la peste de la présomption identitaire, mais soyons assez humbles aussi pour reconnaître notre dette, et, quand il le faut, pour l'acquitter.

L'identité, c'est la marque de la finitude. Lorsque des inondations ravagent la Sardaigne, c'est le président du conseil italien qui décrète un jour de deuil national. On n'a pas pris le deuil à Bruxelles.

D. C.-B. C'est faux ! Il y a eu, par exemple, une minute de silence au moment du tremblement de terre en Italie. Sept cent cinquante députés européens se sont levés et en ont fait un deuil européen.

A. F. Dont acte. Mais ce geste n'a eu aucune répercussion à Paris, à Berlin ou à Copenhague. La nation, c'est l'espace où ce qui arrive aux autres vous arrive à vous. Malgré la « téléprésence » du monde, il n'est au pouvoir de personne d'en repousser les frontières. Et c'est dans cet espace circonscrit que la démocratie prend sens.

D'où l'incrédulité et la fureur que suscite la gouvernance européenne quand elle entreprend de rééduquer les peuples. Un exemple parmi d'autres : saisie par une mère finlandaise qui habite maintenant l'Italie, la Cour européenne de justice a ordonné aux autorités de ce pays de retirer les crucifix des salles de classe, alors même que la présence de ces objets n'est plus culturelle, mais purement patrimoniale.

D. C.-B. La Cour suprême allemande a fait la même chose.

A. F. Oui, mais elle l'a fait en Allemagne et pour l'Allemagne. Deuxième exemple : Viviane Reding comparant la politique française vis-à-vis des Roms aux déportations de masse de la seconde guerre mondiale. Des commissaires qui ne savent pas de quoi ils parlent se croient autorisés à faire de l'Europe une maison de redressement pour nations délinquantes.

D. C.-B. Viviane Reding n'a fait que rappeler l'une des « caractéristiques identitaires essentielles » de l'Union européenne et qui est aussi, si je ne m'abuse, revendiquée haut et fort par la France, à savoir, l'universalité des droits de l'homme. N'oublions pas que dans l'espace européen, vivent de 300 000 à 400 000 Roms, et qu'ils ont des droits. Ce sont des Roms roumains, bulgares, hongrois...

En tant que garante des traités signés par tous les gouvernements, la Commission européenne a fait ce qu'elle devrait faire systématiquement, c'est-à-dire dénoncer le traitement inadmissible de certains citoyens européens par un Etat pour faire en sorte que les droits de tous les Européens soient effectivement respectés. Et contrairement à ce que vous disiez juste avant, l'idée de réaliser une démocratie européenne reste non seulement valable, mais constitue à mon sens le premier des impératifs politiques.

Quand on voit qu'en France, l'on a pu croire que le nuage radioactif de Tchernobyl reconnaîtrait les frontières de l'Hexagone pour épargner le pays, on se dit que la Commission européenne aurait mieux fait de se mêler de ce qui, à vous écouter, ne la regardait pas, pour que les Français puissent prendre les mêmes précautions que leurs voisins européens.

Aujourd'hui, avec la dégradation climatique, la plupart des catastrophes n'arrivent pas dans un seul pays. Et on a vu ces derniers temps qu'il existait un sentiment de solidarité des Européens.

Et puis j'en ai assez que l'on me parle de l'identité nationale, de la démocratie française. Quand est-ce que la France est devenue une démocratie ? Tout le monde se réfère à 1789, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme point de départ de la civilisation française.

En réalité, la France n'est devenue une démocratie effective que cent cinquante ans plus tard. Avec le droit de vote des femmes, en 1945. La démocratie n'est donc réalisée qu'avec l'actualisation du principe d'égalité. Avant, et aussi longtemps que subsistent les

discriminations dans les faits, c'est une démocratie en construction.

## **Ne serait-ce pas cela, l'identité européenne, un ensemble de valeurs supranationales qui nécessitent un transfert de souveraineté ?**

D. C.-B. La construction européenne repose sur deux valeurs fondamentales : la lutte contre le fascisme et le nazisme et la lutte contre le communisme et le stalinisme. C'est-à-dire l'antitotalitarisme. La construction européenne, c'est la construction d'un espace politique qui veut se protéger contre une partie de l'histoire de l'Europe, celle des totalitarismes et du colonialisme.

Le transfert de souveraineté se fait là où les Etats-nations ne peuvent plus, en tant que tels, répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés. Dans le contexte contemporain, l'Europe doit donc se structurer afin de démocratiser la mondialisation et veiller à la réalisation effective de ses valeurs démocratiques au profit de tous les Européens.

A. F. A l'âge de la technique planétaire, il serait, en effet, stupide de nier l'existence de défis méta-nationaux. Quand la terre s'abîme et que les ressources s'épuisent inexorablement, une communauté de destin rassemble tous les hommes.

Mais est-ce vraiment faire face au péril que d'assurer en tout lieu la primauté de la concurrence, comme le veut le marché unique européen ? L'espace ainsi constitué fragilise les services publics et ne protège en rien contre les catastrophes à venir.

D. C.-B. Mais l'idéologie libérale ne tombe pas du ciel ! Si elle a pris le dessus en Europe, c'est parce qu'elle est défendue par des gouvernements élus qui font l'Europe. Le projet politique européen, précisément parce qu'il ne correspond à rien de préexistant, n'est pas par essence néolibéral.

Prenons le cas de la politique agricole commune. Elle fut mise en place pour pallier la déficience des pays qui ne pouvaient assurer seuls leur souveraineté alimentaire. Le fait que l'on puisse, à juste titre, critiquer la manière dont elle a été mise en œuvre ne veut pas dire que l'idée de communautariser l'agriculture n'était pas pertinente.

Mais ce n'est pas l'Europe qui s'est trompée : ce sont les Etats-nations ! L'industrialisation de l'agriculture, ce sont la France et l'Allemagne qui l'ont poussée. Et aujourd'hui, ce qui est intéressant, c'est qu'au niveau européen, il existe une remise en cause de l'idéologie nationale de l'agriculture intensive. Revenons aux services publics.

Le problème n'est pas l'espace européen en soi, mais les politiques menées dans celui-ci. Ce sont les citoyens

qui ont voté pour des forces politiques aux tendances néolibérales, qui remettent en cause une certaine forme de service public. S'il y avait une autre majorité en Europe, elle ferait une autre politique.

## **N'est-on pas aujourd'hui face à une « Europe postdémocratique », qui s'affranchit de la souveraineté des peuples ?**

D. C.-B. Jürgen Habermas parle d'une Europe postdémocratique certes, mais qui doit continuer sa construction démocratique. C'est exactement dans cet esprit que je dis de la France qu'elle a mis cent cinquante ans à devenir une démocratie. Les problèmes de la construction européenne sont le miroir des difficultés démocratiques des Etats-nations.

A. F. Il reste que la France se fait passer un savon par le président de la Commission européenne en personne quand elle se hasarde à défendre l'exception culturelle.

D. C.-B. Le Parlement européen a voté contre la Commission là-dessus, et nous avons gagné : l'exception culturelle ne figure pas dans les négociations avec les Américains !

A. F. Tant mieux, mais nous ne nous sentirons jamais représentés par les institutions européennes. La nation est et restera l'habitable de la démocratie parce que celle-ci – régime de discussion sur l'organisation du vivre ensemble – suppose une langue commune, des prémices communes, un avenir commun et un attachement à un même passé.

Si la France décide de freiner les flux migratoires pour se donner les moyens de résoudre la crise de l'intégration et que le Parlement de Bruxelles s'y oppose, cette instance ne sera pas perçue comme la maison du peuple européen, mais comme une pièce du Château, au sens kafkaïen du terme. Les élections n'y changent rien. L'Europe cesse d'être démocratique dès lors qu'au lieu d'associer les nations, elle se substitue à ces dernières.

## **L'identité européenne est-elle menacée par l'immigration, ou l'est-elle plutôt par le repli sur son essence supposée ?**

D. C.-B. Je refuse de rentrer dans l'espace des phobies. Il ne faut pas confondre la libre circulation, qui concerne les citoyens européens, et le problème de l'immigration. Sur ce point, malheureusement, l'Europe a aujourd'hui une politique de forteresse qui ne fonctionne pas.

Regardez le drame de Lampedusa. Les Européens, poussés par la France, l'Allemagne, et tous ceux qui

disent vouloir réguler l'immigration – c'est une manière euphémique de parler – ont rejeté les migrants à la mer.

Nous nous sommes battus, au Parlement, pour que l'agence européenne chargée de refouler les migrants aux frontières, Frontex, sauve les naufragés plutôt que de les laisser crever en mer –, ce que les gouvernements avaient jugé « facultatif » en omettant de le mentionner dans la définition du rôle de Frontex.

Je vais vous raconter une histoire merveilleuse, à propos de l'identité française. A Lampedusa, un capitaine de Frontex a sauvé plus de 200 personnes. Un journaliste lui a alors demandé si cela faisait partie de ses fonctions, et il a répondu : « Non, mais cela fait partie de mes responsabilités en tant qu'humain. C'est ce que j'ai appris dans la marine française. » C'était très beau. Mais cela rentrait en contradiction avec les directives officielles.

A. F. Tous les garde-côtes qui patrouillent au large de Lampedusa secourent les naufragés. Et loin d'être une forteresse, l'Europe accueille des centaines de milliers d'immigrants chaque année. C'est pourquoi se pose la question de la réduction des flux migratoires et du durcissement éventuel des conditions du regroupement familial.

Mais bien qu'il soit abusif de ne concevoir le droit de vivre en famille que comme le droit à vivre en famille dans un pays européen, cela, la morale européenne officielle ne veut pas l'envisager. Cela, la morale officielle refuse de l'envisager. On peut s'en féliciter.

On peut s'étonner aussi de voir que l'Europe est devenue une destination privilégiée pour les ressortissants des pays qui se sont affranchis du colonialisme européen et qui ne manquent pas une occasion de rappeler son caractère criminel, voire génocidaire.

En exportant leurs populations, certains Etats d'Afrique ou du Maghreb deviennent des économies de transfert. C'est désastreux et pour eux et pour nous, car nous vivons une double crise aujourd'hui.

Crise de la transmission, d'abord : ce n'est plus l'école qui forme les individus, c'est le divertissement. Et la dérision se généralise au détriment de l'admiration pour les belles choses.

Crise de l'intégration, ensuite : on nous parle sans cesse d'un retour des années 1930, mais ce qui distingue notre époque opaque de ces sombres temps, ce sont les territoires perdus de la République où les chauffeurs d'autobus, les professeurs, les commerçants vivent sous la menace constante de l'agression, où les femmes sont tyrannisées et où l'antisémitisme se donne libre cours en même temps que la francophobie.

Et c'est le moment que choisit le Conseil de l'Union européenne pour récuser, au nom de la tolérance, la

préséance culturelle de la société d'accueil, en affirmant que « l'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres ».

D. C.-B. Quand j'entends ce langage sur le regroupement familial et l'immigration, j'en tremble ! Si nous avons aujourd'hui une population d'immigrés, c'est parce que dans les années 1950, nous n'avions pas une force de travail suffisante pour développer notre économie. Et c'est le ministre allemand de droite, et non pas l'Eglise ni les bien-pensants des syndicats, qui a appelé les travailleurs turcs, serbes, yougoslaves en Allemagne. Tout comme il y a eu en France une immigration polonaise catholique, puis en provenance du Maghreb.

On a voulu faire venir cette force de travail, mais un être humain ne vient pas seul. Quand il est resté quelques années dans un pays, il se marie, fait venir sa femme, ils ont des enfants, et c'est comme ça que l'immigration s'est installée et a transformé notre population. Pendant trente ans, nous n'avons pas eu de politique d'intégration, nous avons cru que cela se faisait tout seul. C'est un échec de la politique d'intégration. Un échec de notre capacité à évoluer, à s'adapter.

A. F. Nous évoluons très vite, au contraire, et plutôt que de régler le problème, nous accompagnons le processus. Les experts, les sociologues, les hauts fonctionnaires français mettent même un zèle si ardent à suivre les directives européennes qu'ils remplacent le concept d'intégration, jugé encore trop normatif, par celui de société inclusive.

Ce qui veut dire qu'au lieu de se replier sur « la célébration de ses archaïsmes », la France doit s'ouvrir à l'Autre et se considérer comme un pays plurilingue où le français n'a plus que le statut de langue dominante. Il est vrai que, pour le moment, les lois sur la laïcité préservent le modèle républicain : mais jusqu'à quand ? J'étais à la dernière audience du procès Baby Loup.

La cour d'appel a confirmé le renvoi de l'employée qui voulait porter le voile à son travail. Selon l'avocat de celle-ci, c'est la directrice de la crèche qui avait elle-même mis le feu aux poudres par une exigence qui heurtait le sentiment majoritaire à Chanteloup-les-Vignes. Or, cette situation n'a rien d'exceptionnel. On peut donc raisonnablement penser que la laïcité sera, tôt ou tard, condamnée à reculer devant la force du nombre.

## **Le multiculturalisme postcolonial menace-t-il la laïcité à la française, ou à l'européenne ?**

D. C.-B. Nos sociétés changent. Il y a d'un côté des menaces de régression et certaines sont liées à des replis communautaristes. Mais il y a, de l'autre côté, tout

autant d'exemples d'intégration réussie. Pendant cinq ans, j'ai été adjoint au maire de Francfort responsable de l'immigration.

J'ai moi-même organisé la protection de jeunes filles de 13 ans que leurs parents voulaient marier, ce qui est contraire à la loi. Mais en même temps, j'ai pu voir le nombre de couples, de situations où la société multiculturelle fonctionne.

Aujourd'hui, nous devons mener un combat de l'intérieur pour la liberté. Je crois qu'aucun de nous ne définira la révolution séculaire nécessaire dans l'islam. Elle viendra de ceux qui se battent au quotidien de l'intérieur, par leur pratique de l'islam.

L'enjeu pour nous est de savoir comment adapter ou non nos lois. Il m'a fallu très longtemps pour comprendre une différence fondamentale entre la France et l'Allemagne sur ce sujet.

Le débat sur l'intégrisme musulman est de la même intensité dans les deux pays. Mais en Allemagne, dans les écoles, il y a des jeunes filles qui portent le foulard, et cela ne dérange personne. Le débat a émergé à propos des enseignantes. Et sur ce point, la société allemande a dit non.

A. F. On accuse d'islamophobie ceux qui refusent de soumettre la République aux exigences de l'islam. Il ne faut pas se laisser intimider par cette dénonciation calomnieuse. Ce n'est pas rejeter l'islam que lui demander de s'adapter aux lois de la République, c'est le mettre sur un pied d'égalité avec les autres religions et c'est répondre aux aspirations des musulmans laïques.

D. C.-B. La société multiculturelle, c'est un état de fait. A ceux qui ne la veulent pas, je dis toujours que c'est trop tard. Le problème de l'intégration aujourd'hui, c'est que l'idéologie des individus n'est plus seulement définie par leur vécu quotidien, mais aussi par la situation dans le monde.

Avec la circulation des informations à l'échelle mondiale, le mal-être d'un fils d'immigrés au chômage peut facilement se condenser autour des images de la Palestine ou d'ailleurs au point que la personne en vienne à se solidariser avec les victimes.

Il y a donc des contextes où l'identité peut se construire par le rejet radical de l'autre et se structurer à travers la haine. Ce vécu d'insécurité qui peut déboucher sur une idéologie de la haine n'est pas le propre de notre époque. Ce type de haine existait dans les années 1930 chez certains ouvriers français qui se sentaient victimes du capitalisme.

A. F. Les sciences humaines nous ont appris que l'homme ne s'humanisait que dans le cadre d'une culture donnée. Une culture, c'est-à-dire une manière de vivre et de penser, ou, comme l'écrit Robert Legros, « une compréhension collective du monde ».

Avec les grandes migrations, les cultures les plus différentes entrent aujourd'hui en contact. Et les sciences sociales, au lieu de nous aider à y voir clair, se retournent contre la grande leçon des sciences humaines : si un sociologue (Hugues Lagrange, en l'occurrence) se risque à parler de « choc des cultures », toute la profession lui tombe dessus ! Les apôtres du multiculturalisme ne reconnaissent aucune réalité à la culture puisqu'ils expliquent par l'inégalité toutes les difficultés du vivre-ensemble. Mais les faits sont têtus : tandis que l'Europe sort de la religion, l'islam se « désécularise ». Il y a, bien sûr, des exceptions. Reste qu'au temps de l'assimilation, les mariages mixtes étaient nombreux. Aujourd'hui on célèbre le métissage et on a le communautarisme.

D. C.-B. La dé-sécularisation ne concerne pas seulement l'islam. A Jérusalem par exemple, le communautarisme juif est très frappant. Et quand je vois ce qui s'est passé

en France à propos du mariage pour tous, notamment dans la communauté catholique, je me dis qu'une partie de la société française est aussi concernée par ce retour du religieux.

Il y a des exemples extraordinaires de métissage, mais il y a aussi des réponses orthodoxes et réactionnaires qui viennent de toutes les religions, de toutes les parties de la société.

**Si vous deviez citer un auteur ou une idée qui vous aide à penser l'Europe d'aujourd'hui, quel serait-il ?**

A. F. Milan Kundera, car il me rappelle que l'Europe s'incarne dans des œuvres, des paysages, des villes, des monuments, et que ce serait faire un trop beau cadeau à Hitler que de laisser ses crimes accaparer notre mémoire.

D. C.-B. Jürgen Habermas, Ulrich Beck, et Hannah Arendt, en raison de son refus de tout nationalisme.

*Nicolas Truong, Le Monde, le 4 février 2014*

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>Biographie</b> .....	<b>5</b>
<b>La France face au défi de l'intégration</b> .....	<b>9</b>
Alain Finkielkraut : « Si j'étais de droite, je le dirais. Mais ce clivage a perdu toute pertinence » .....	11
<i>Nicolas Truong , Le Monde, 16 janvier 2016</i>	
Alain Finkielkraut : « La laïcité française ne devrait pas être négociable » .....	13
<i>Charles Jaigu, Le Figaro, le 12 octobre 2013</i>	
Alain Finkielkraut : «Être français, ce n'est pas être une composante de la diversité» .....	16
<i>Propos recueillis par Élisabeth Lévy et Christophe Ono-dit-Biot, Le Point, 10 octobre 2013</i>	
Finkielkraut, bile en tête.....	18
<i>Christophe Ayad, Libération, 29 décembre 2005</i>	
Alain Finkielkraut : «L'école des savoirs cède sa place à l'école de la thérapie par le mensonge» .....	21
<i>Propos recueillis par Vincent Tremolet de Villers, Le Figaro, le 11 mai 2015</i>	
Finkielkraut, les «Noirs» et les «Arabes» .....	24
<i>L'OBS, <a href="http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20051124.OBS6380/finkielkraut-les-noirs-et-les-arabes.html">http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20051124.OBS6380/finkielkraut-les-noirs-et-les-arabes.html</a></i>	
<b>Culture (s)</b> .....	<b>27</b>
Alain Finkielkraut : « Nous vivons la fin de la fin de l'Histoire » .....	29
<i>Vincent Tremolet de Villers, Le Figaro, 21 novembre 2015</i>	
Alain Finkielkraut: un étrange républicain.....	30
<i>Laurent Joffrin, Libération, 7 octobre 2015</i>	
Alain Finkielkraut joue avec le feu .....	31
<i>Jean Birnbaum, Le Monde, 23 octobre 2013</i>	
Discours de réception de M. Alain Finkielkraut .....	33
<i><a href="http://www.academie-francaise.fr/discours-de-reception-de-m-alain-finkielkraut">http://www.academie-francaise.fr/discours-de-reception-de-m-alain-finkielkraut</a></i>	
Réponse de m. pierre nora au discours de M. Alain Finkielkraut.....	41
<i><a href="http://www.academie-francaise.fr/reponse-au-discours-de-m-alain-finkielkraut">http://www.academie-francaise.fr/reponse-au-discours-de-m-alain-finkielkraut</a></i>	
Le bizutage de Finkielkraut à l'Académie française .....	48
<i>Laurent Nunez, Marianne, 29 Janvier 2016</i>	
<b>Regard sur le monde extérieur</b> .....	<b>49</b>
Alain Finkielkraut : «Au nom de la lutte contre l'islamophobie, on sous-estime la haine des Juifs et de la France».....	51
<i>Le Figaro, le 26 juillet 2014</i>	

Alain Finkielkraut : «L'Europe n'assume plus l'héritage de la civilisation européenne».....	54
<i>Dominique de Montvalon, L'Opinion, 17 décembre 2013</i>	
Grandes rencontres du Figaro : Alain Finkielkraut immortel .....	57
<i>Eléonore de Vulpillières, Le Figaro, 28 janvier 2016</i>	
Europe : ce qui oppose Daniel Cohn-Bendit et Alain Finkielkraut.....	59
<i>Nicolas Truong, Le Monde, le 4 février 2014</i>	